

Radio-Télévision



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14772 - 7 F

- DIMANCHE 26 - LUNDI 27 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les JO les plus universels depuis la guerre

Cent soixante-douze nations participent aux Jeux olympiques de Barcelone

Babel perplexe

E monde entier défile à Bar-celone. Délégations mas-Leclone. Délégations massives ou minuscules, drapeaux dêjà vus, drapeaux nouveaux, drapeaux ressortis des greniers de l'Histoire: jamais les Jeux olympiques n'auront été aussi universels qu'en 1992. Cuba est là, l'Afrique du Sud aussi, et les pays renaissants: Croede, Slovénie, pays baltes et autres Républiques de l'ex-Union soviétique... Oubliée, donc, l'ère des boycottages qui firent de l'olympisme, pendant deux décennies, un pendant deux décennles, un enjeu symbolique des tensions internationales. Les deux «Grands», comme on disait, rivalisaient sur la cendrée comme dans la course aux armements. A la recherche de l'hégémonia poli-tique correspondait celle des prouesses médaillées.

A s'en tenir à l'observation de la liturgie olympique – toujours émouvante bien que guindés – les Jeux de Barcelone seraient ceux de la fraternité retrouvée. On voudrait s'en persuader, mais, au-delà du cortège coloré de Barcelone, on perçoit moins un monde en train de faire son unité qu'une Babel perplexe, inquiète.

GPECTACLE universel aux commun, le sport paraît être l'une des valeurs-refuges d'un temps qui n'en connaît guère d'autres. Peut-il, à lui seul, faire oublier ce qui, loin des stades et de leur liesse, donne à notre décennie le parfum inquiétant d'une fin de siècle où les espérances, comme les statues des dieux antiques, jonchent le sol?

(Later)

-

L'Empire du communisme s'est effondré en moins de temps qu'il n'en faut pour changer d'olym-piade. Les nationalités qu'il avait étouffées redécoupent l'espace. souvent à coups de haines ethniques guerrièrement exprimées. L'Europe de l'Ouest se cherche dans la morosité une identité commune, et le débat sur son union renforcée, loin de susciter l'ardeur des peuples, baigne dans un scepticisme désabusé. Les pays riches sont rongés par le cancer du chômage et l'affaiblis-sement des solidarités. Les pays pauvres le sont de plus en plus, et des guerres sangiantes se livrent dans des hauts lieux de la misère (Somalie) comme s'il s'agissait de faire oublier une détresse par une autre. Le communisme a échoué dans son proet de créer un monde nouveau. incapable de résoudre le scandak des inégalités et constaters peutêtre un jour qu'il nourrit en son sein le ferment de révoltes à venir. Le retour annoncé du reli-gieux reste, pour l'heure, celui du fanatisme, des intégrismes, du

L'ENVIRONNEMENT est une préoccupation universelle, mais c'est bien tard : les « dégâts du progrès » sont partout visibles, et souvent irréparables. La pandémie de sida n'épargne aucun continent : on n'est qu'au début des raveges. Les mouvements de population du sud vers le nord, en dépit des digues élavées par les pays riches, n'en sont sans doute qu'à leur début.

Au moment où s'élancent les athlètes des Jeux, il ne faut pas gacher son plaisir en face du plus grand spectacle des temps modernes. Mais, dans la jubilation et l'admiration, on doit laisser une place au doute : sur le podium de l'Histoire, quelle médaille méritera notre siècle?

Le roi Juan Carlos devait déclarer, samedi de tout boycottage politique, sont marqués 25 juillet au stade de Montjuich, à Barcelone, par la participation des Républiques nées des ouverts les Jeux de la XXV^e olympiade de bouleversements à l'Est, le retour de l'Afrique l'ère moderne. Ils rassembleront, jusqu'au du Sud, ainsi que des pays qui, comme Cuba, 9 août, dix mille athlètes de 172 nations. Ces Jeux, les plus universels depuis 1945, grâce à l'absence, pour la première fois depuis 1968, président du ClO.

Le triomphe de Juan Antonio Samaranch

BARCELONE

de notre envoyé spécial

«J'ai l'honneur d'inviter le roi "J'ai l'honneur d'inviter le roi Juan Carlos à proclaner l'ouverture des Jeux de la XXV olympiade." Pour cette brève introduction, pro-noncée samedi 25 juillet à la fin de la cérémonie d'ouverture, Juan Antonio Samaranch, Catalan de naissance et président du Comité international olympique (CIO) depuis 1980, aura sans doute été plus ému que iamais. plus ému que jamais.

La flamme olympique pouvait jaillir enfin de l'immense torche, qui domine le stade de Montjuich, sur les hauteurs de Barcelone, et pénétrer dans les foyers des télé-spectateurs de cent soixante-quinze pays. Après le baron Pierre de Coubertin, rénovateur de l'olym-pisme, Juan Antonio Samaranch est le deuxième président du CIO à accueillir les Jeux d'été dans son

LES FINS D'EMPIRES

6. - Sérapis, l'idole suppli-ciée, par PIERRE CHUVIN

ENQUETE Variations

latino-américaines VI. Vivre evec la dette Lire page 5 l'article d'ERIC FOTTORINO

LOIN DES CAPITALES

Nigéria : fanatismes en pays hacussa

HEURES LOCALES

Quatre communes des Pyrénées veulent réintroduire l'ours pour revitaliser leur page 10

le CIO après cela, car Barcelone sera le sommet de ma carrière, estime Juan Antonio Samaranch dont le mandat expire en 1993. Je voudrais qu'on se souvienne de ces voudrais qu'on se souvienne de ces Jeux comme ceux de la compréhen-sion, de la réconciliation et de la paix. » Le souhait du président du CIO est à double portée. Après le boycottage des Africains à Mon-tréal (1976), des Américains et d'autres Occidentaux à Moscou (1980), du bloc socialiste à Los Angeles (1984), de Cuba et de quel-ques «pays frères» à Séoul (1988),

ranch était de faire des Jeux de Barcelone les plus universels du siè-cle. Jusqu'au bout, il aura négocié pour que tous les athlètes de l'ex-Yougoslavie, aujourd'hui déchirée. puissent participer et ne deviennent pas à leur tour des otages de la politique. Le grand retour de l'Afri-que du Sud après l'abolition de l'apartheid et l'accession à l'indépendance de nouveaux Etats sont

GÉRARD ALBOUY Lire la suite page 12

Lire également

 L'effort gratuit des hommes d'argent, par BÉNÉDIÇTE MATHIEU . Le retour des Africains du Sud, par FRÉDÉRIC FRITSCHER : La nouvelle génération de coureurs kényans, par JEAN HÉLÈNE : Les tricheurs courent toujours, par

Yougoslavie : les réticences du secrétaire général de l'ONU

Le différend opposant le Conseil de sécurité au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, à propos de la crise yougos-lave a vu, vendredi 24 juillet, le diplomate égyptien marquer un point. Il a obtenu une plus grande implication des pays européens dans les missions de paix des Nations unles en Bosnie-Herzégovine. Lire page 3 l'article d'AFSANÉ BASSIR POUR

Irak: les Occidentaux s'impatientent



Lira page 4 l'article d'ALAIN FRACHON et AFSANÉ BASSIR POUR

«Un grand dessein pour le Proche-Orient»

Un point de vue d'HENRI ATLAN.

Le sommaire complet se trouve page 20

Sang contaminé : les politiques à la question

M^{me} Dufoix, M. Fabius et M. Hervé ont témoigné au procès des responsables de la transfusion

par Laurent Greilsamer

Le prétoire avait des allures d'arène et la rumeur bostile de la rue s'y engouffrait par ses fenêtres grandes ouvertes. Vendredi 24 juillet, dans une chaleur d'étuve et une ambiance tendue, la 16 chambre correctionnelle du tribunal de Paris a reçu la visite de trois anciens ministres sous haute protection policière.

Ce fut une audience marathon, sans suspension ni trêve. Une audience agressive et sans nul doute exutoire, où il revint à M. Edmond Hervé, qui fut secrétaire d'Etat à la santé en 1985, de témoigner en premier. C'est-àdire de répondre pêle-mêle aux

concentrés sanguins destinés aux hémophiles, seule mesure pouvant alors inactiver le virus du sida, et sur la généralisation du dépistage de ce virus, jugée trop tardive par les parties civiles.

S'expliquer, tel était l'enjeu pour ces trois anciens ministres successivement accueillis, au mieux par des murmures, le plus souvent par des sifflets. Des témoins peu ordinaires dans une enceinte de justice - le dernier précédent remonte à 1981 lorsque M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur, donna sa version devant la cour d'assises jugeant les assassins du prince de Broglie. Des témoins parfaitement conscients de moins

questions sur le «chauffage» des affronter un tribunal que l'opi- tions : « Le témoin a-t-il été avisé nion publique.

> De fait, M. Hervé, aussitôt après avoir prêté serment, s'adresse aux hémophiles et à leurs proches présents derrière lui : « J'ai juré de dire la vérité. Je dirai la vérité. Tout le commande : la douleur des familles, la justice et l'idée que je me fais de mon devoir. » Une déclaration accueillie par une houle réprobatrice que le maire de Rennes, député (PS), reçoit dans le dos.

Mais, très vite, l'ancien ministre est happé dans le cercle étroit des gens de robe occupant les quelques mètres carrés au pied du tribunal. Et le substitut du procureur, M= Michèle Bernard-Requin, pose les premières quesde la contamination des produits sanguins distribués par le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) entre le 21 mars et le 1º octobre 1985, période rete-nue par la prévention? » Raide, le micro à la main, à un pas seulement des inculpés et des avocats, M. Hervé répond : « J'ai eu connaissance de manière précise de l'état des produits sanguins du CNTS à la suite du compte rendu d'une réunion de la Commission consultative de la transfusion sanguine, le 20 juin 1985. Mais, pour comprendre ce qui s'esi passé, il faut que je vous détaille

Lire la suite et nos antres informations page 8

ce qui s'est passé en amont.»

L'ÉTÉ FESTIVAL Anthony Hyde

Réquichot, peintre défroqué

TANLAY (Yonne)

de notre envoyée spéciale

« Barbaque si rabaquée barbotte que Barabas déballe sa rate, dératte sa balle et gratte sa botte. Puis Barabas baratte, dans les rhododendrons, baratte sa balle si baraquée. Ses baulles s'ébattent sa rate s'emballe, sa botte d'balle et

Bernard Réquichot écrivait, aussi, des textes à base de mots désossés, rebondissant en images-sons très étudiées, tantôt colériques et chaotiques, tantôt coulantes et litaniques, souvent drôles, jamais dramatiques. Cet homme-là pourtant, qui était peintre, s'est jeté par la fenêtre de son atelier, en décembre 1961, deux jours avant le vernissage de

son exposition à la galerie Daniel Cordier. Il avait trente-deux ans, et laissait en plan une œuvre sin-gulière, pleine d'irrégularités, qui ne convainquait pas, n'a pas convaincu en 1973, lorsque le CNAC, à Paris, l'a montrée dans ses développements, ne convain-cra peut-être pas cette fois encore. Car, pas plus qu'hier, elle ne donne prise, aujourd'hui, à une lecture en bonne et due forme de ce travail accompli dans le secret, que le peintre n'aimait pas exposer. Un travail à l'arraché du corps, qui, pourtant, n'a pas pris une ride. GENEVIÈVE BREERETTE

Lire la suite page 14 et nos informacions sur le Festival d'Avignon

LES FINS D'EMPIRES

Sautons cinq siècles : le temps pour Rome de bâtir et féconder son empire, plus vaste encore que ceux des Perses ou d'Alexandre, celui dont la grandeur et la décadence hantent notre conscience occidentale. Nous voici à Alexandrie en 391 après Jésus-Christ, quand règne Théodose, l'empereur chrétien qui va interdire l'année suivante les cultes païens. L'affaire du serapeum saccagé illustre bien la mêlée religieuse qui aurait précipité la chute de l'empire modèle.

18

Par PIERRE CHUVIN

J'été 391 fut chaud, à Alexandrie. Un été d'affrontements entre les communautés reli-gieuses. Les chrétiens, certainement les plus nombreux, étaient soutenus par les autorités civiles et militaires. Les païens, forts du prestige de la tradition, d'une culture à laquelle la plupart des chrétiens étaient attachés, usaient de pouvoirs magiques à l'efficacité reconnue. Qui était tout à fait sur que le Nil dispenserait sa crue annuelle, si on ne lui rendait plus les honneurs

En ce temps-là, les philosophes descen-daient dans la rue pour défendre leurs propres opinions. En 391, alors que l'Etat ne prend plus la peine de nommer les desservants des temples, les savants, philosophes, magiciens, deviennent les chefs de la religion. A Alexandrie, un nomme Olympios est ce chef improvisé: l'événement l'a révélé. Un événement qu'il n'a pas suscité. L'ini-tiative est dans le camp de l'évêque-patriarche Théophile, homme d'action qui, une quinzaine d'années plus tard, ne lésinera pas sur les moyens pour faire condamner Jean Chrysos-tome, patriarche de Constantinople. A plus forte raison, face aux païens et dans sa propre cité, ne doit-il pas hésiter. La provocation est facile : il suffit de transformer un temple en église et, à

cette occasion, d'exposer quelques objets attes-tant les turpitudes de l'ancienne religion. Cela s'était déjà fait. En 362, l'évêque Georges avait voulu transformer en chapelle un sanctuaire désaffecté de Mithra. En le nettoyant, les employés de l'évêché avaient trouvé des crânes humains. Exhibés et commentés, ces crânes avaient provoqué des émeutes. Georges avait été enlevé, attaché à dos de chameau (aniavait été enlevé, attaché à dos de chameau (animal puant et ignominieux, jugeait-on), promené par la ville et finalement mis en pièces. Il faut dire que, cet évêque étant arien, la plupart des chrétiens d'Alexandrie, demeurés fermes catholiques, ne se dérangèrent pas pour le secourir. En 391, une génération plus tard, les chrétiens sont plus nombreux et, cette fois, à l'unisson de leur èveque. Celui-ci a reçu de l'empereur un temple de Dionysos pour le transformer en église. Le temple est vidé de ses statues et objets sacrés, que l'on promène par les rues. Parmi eux, des phalius. Rires chez les chrétiens, fureur chez les païens humiliés, «surtout ceux qui faisaient pro-fession de philosophie». Eux connaissent le pourquoi et le comment de ces choses, ils sont experts depuis des siècles à tirer de profondes

vérités de mythes en apparence obscènes. Olympios exhorte alors ses partisans à mourir, s'il le faut, pour les coutumes des ancêtres. Ils déclenchent une émeute et font, dit Socrate, historien chrétien, mais informé par des païens d'Alexandrie, un massacre de chrétiens. Ils se rendent maîtres de la ville, occupent le serapeum, son temple principal et son plus beau monument. Ils rossent les chrétiens qu'ils attrapent, voire les

interdit d'entrer

dans les temples.

prend possession

mettent en croix, leur brisent les jambes. La haine explose. Les autorités se tournent alors vers l'empereur, qui est à Aquilée. L'aller et retour doit prendre environ deux mois, et auguste décision est datée du [6 juin - les troubles ont dû éclater juste avant la crue du Nil. La peur prend les païens, dégrisés, à l'idée de la réaction de l'empereur ; un bon nombre, sans l'attendre, s'enfuient de la

émeutiers de 362 avaient été sauvés par l'avènement de Julien l'année suivante et par l'impopu-larité de leur victime principale. En 390, un sou-lèvement à Thessalonique, pour la libération d'un cocher emprisonné à la veille de courses importantes, a provoqué le meurtre du comman-dant de la garnison, un Germain. En punition, un massacre aveugle fit des milliers de victimes. Mais, à Alexandrie, on ne signale pas de meurtre de personnalités. La cruauté de la répression de Thessalonique a fait scandale ; même contre des païens, Théodose, à supposer qu'il le veuille, ne peut pas la recommencer. Plus indulgent avec les personnes, le pouvoir n'en sera que plus dur

avec les symboles de l'ancienne religion. Arrive l'aoracle » — on appelle ainsi les décisions impériales. Les deux communautés se rassemblent près du serapeum pour en entendre lecture. L'oracle ne mâche pas ses mots, condamne a la vaine supersition des paiens », renouvelle l'interdiction de sacrifier et ajoute celle d'entrer dans les temples. Les païens, légalistes, espéraient sans doute le statu quo. Les historiens de l'Église se font un plaisir de peindre leur désarroi : c'est à qui se fera tout petit, se mêlera aux chrétiens, sortira par une porte dérobée. Olympios, dès lors, ne se sent plus le cœur à mourir pour les coutumes des ancêtres. La nuit précédente, au plus profond de la nuit, il a entendu un alleluia s'élever dans le serapeum, toutes portes fermées, dans le silence. De même que les dieux avaient abandonné Antoine avant l'arrivée d'Octave dans la même ville, quatre siècles plus tôt, de même les dieux du paganisme renoncent et se taisent définitivement à l'arrivée du dieu des armées. Olympios change son manteau court de philosophe pour une tenue plus discrète, descend au port et prend le premier bateau en partance pour l'Italie. Il n'y aura donc ni siège ni prise du serapeum. L'ordre impérial décourageait les résistances et la ville était probablement sons le avec les symboles de l'ancienne religion. Arrive serapeum. L'ordre impérial décourageait les résistances et la ville était probablement sous le coup des émeutes sanglantes qui l'avaient précédé. L'armée prend possession de l'énorme édi-fice, dont l'évêque Théophile veut la destruction.

Comme en d'autres circonstances analo-gues, et longtemps après encore, si les païens

6. – Sérapis,

suppliciée

L'évêque organise ensuite des visites du sanctuaire. On révèle les astuces qui rendaient plus sensible aux fidèles la présence divine, les passages dérobés par lesquels un prêtre s'insinuait derrière les statues pour les faire parler, la voix assourdie par le tuyau qui la transmettait, le système d'aimant dans le plafond qui attirait la statue en fer du Soleil, comme suspendue en

statue en ter du Solen, comme l'air. Enfin, parmi les hiéroglyphes gravés ou peints sur certains murs, apparaît la croix de
vie, le signe égyptien ankh: le
triomphe est complet, puisque
même les écrits de l'implété ont pressenti l'avènement du Christ. Quant aux statues, elles donnent lieu à une vaste entreprise de récupération des métaux. Une partie sert, explique Socrate, aux bonnes œuvres de l'évêché: de la menue monnaie pour les pauvres. Un professeur de la ville, Palladas, commente ces transformations avec amer-

tume en voyant des statues de dieux converties en effigies de saints chrétiens et ornant le palais impérial à Constantinople. Au moins, leur dit-il, vous n'êtes pas passées dans le creuset. Toutes n'ont pas eu cette chance : un Eros est devenu poêle à frire!

L'aspect de la ville, on l'imagine, change

ment les bibliothèques du serapeum, vient à point. Le paganisme alexandrin était déjà menacé. En 384, le préfet du prétoire Cynégius, qui dépendait directement de l'empereur et avait autorité sur tout l'Orient, a été envoyé en Égypte. Il doit en particulier veiller à ce que nul ne fasse de sacrifices pour connaître l'avenir

Mais que veut dire la fer-meture d'un édifice immense Le culte des statues étant devenu comme le serapeum, avec ses cours, ses appartements pour impossible, les païens faire retraite, ses bibliothèques, ses dépôts et archives ? En 391, se détournèrent alors sa destruction ne marque pas, des temples vers les loin de là, la fin du paganisme antique. Elle annonce l'interdicmerveilles de la nature, tion totale des cultes païens contre lesquelles dans tout l'Empire, l'année suivante, et elle est symptomatique le vandalisme ne pouvait encore rien.

d'une période d'une trentaine d'une période d'une trentaine d'années qui voit la fermeture, le pillage et souvent la destruction des plus grands sanctuaires de l'Empire romain. Les païens devront inventer d'autres pratiques, se détourner des temples dans les villes vers les sanctuaires ruraux, puis tout simplement une les margielles graturelles coutre les plement vers les merveilles naturelles, contre lesquelles le vandalisme alors ne pouvait rien, concentrer leur réflexion sur l'interprétation des mythes, maintenant que le culte des statues est

ne fasse de sacrifices pour connaître l'avenir. Cynégius, chrétien fervent, a tente d'en profiter pour fermer les temples.



Destruction d'Apollon. Détail de Signorelli Luca (1441-1523).

sont atterrés à l'idée de la profanation, tous les chrétiens ne sont pas rassurés. Ce sanctuaire était trop prestigieux, trop imprégné de la magie de l'ancienne religion. L'idole de Sérapis est la première frappée. Sur un bâti en bois, elle était revêtue d'un assemblage d'or, d'argent, d'ivoire, de pierres : une statue chrystéphantine, c'est-àdire d'or et d'ivoire, de trapé de la fin du questient de la fin du que de la fin du que de la fin du que de la fin du questient de la fin du que de la fin de la fin du que de la fin dire d'or et d'ivoire, datant de la fin du qua-trième siècle avant Jésus-Christ. Cette effigie colossale du dieu assis occupe presque tout l'espace de la salle du sanctuaire. Il a une présence écrasante, dans la pénombre calculée pour les reflets qu'elle pose sur le corps, enduit avec de l'huile, dans la lumière qui frappe le seul visage du dieu.

Suit un moment de flottement

Dans un sévère rappel à l'ordre, l'empereur ment. Mais c'est le premier coup de hache qui compte. Celui-ci porté à la mâchoire du dieu, les assaillants le désarticu-lent. La tête, les membres sont Peu après, l'armée arrachés; des souris s'en échap-pent. On transporte le bâti du corps dans l'amphithéâtre, où du sanctuaire païen on le brûle, cependant que les quartiers du dieu supplicié sont promenés à travers la ville, broyés, outragés de toutes les dont l'évêque Théophile veut la destruction.

Quelle fut la réaction des autorités? Les condamné. Il reste à vider le temple des richesses accumulées depuis tant de siècles. Le païen Eunape a du mal à retenir ses grincements de dents lorsqu'il évoque cette facile victoire, confirmant que les païens n'ont pas réellement défendu le serapeum : « Les chrétiens ont fait la guerre contre des offrandes, remportant une victoire sans adversaire et san combat. Ils ont livré bataille avec tant de vaillance aux statues et aux ex-voto que non seulement ils les ont vaincus, mais ils les ont volés, et toute leur stratégie consistait à les emporter sans se faire voir. Il n'y a que les soubassements du serapeum qu'ils n'emporterent pas, à cause du poids des

édifice et la suppression de toutes les images de Sérapis et des autres dieux, à tous les coins de rue, aux portes des maisons, dans l'embrasure des fenêtres. Le serapeum était là depuis les ori-gines de la cité, fondée sept siècles plus tôt «au bord de l'Egypte», dans l'hiver 332-331 avant Jésus-Christ, par Alexandre le Grand. Au début des années 270 après Jésus-Christ, elle avait été occupée par les troupes de Zénobie, la reine de Palmyre. Les combats avaient amené l'abandon de l'ancien quartier royal des Ptolémées, com-prenant leurs palais, le tombeau d'Alexandre et ceux des Ptolémées, le musée et la célèbre biblio-thèque.

Alexandrie n'en avait pas moins gardé son rang de capitale, son commerce, ses écoles. Ses deux plus beaux monuments restèrent le serapeum, édifié sous Ptolémée III (246-221 avant Jésus-Christ), restaure sous Caracalla quatre siècles et demi plus tard, en 215 ; et le cesareum, com-mencé par Cléopâtre VII en l'honneur d'Antoine, achevé par Auguste, qui le consacra au culte impérial. Surtout le serapeum. Comme le dit en 359 un commerçant de Naplouse, c'est «un spectacle seul et unique en son genre dans le monde entier», pour l'architecture du bâtiment comme pour la ferveur qui l'entourait. En 391, le cesareum avait été transformé en église depuis plus de cinquante ans ; c'était même le siège du

Alexandrie est aussi un centre universitaire. Non pas le seul, assurément : les écoles sont nombreuses autour de la Méditerranée à la fin du quatrième siècle. Mais la ville a une tradition ancienne, des bibliothèques bien fournies, et toutes les disciplines y sont représentées : cette fois, c'est un Grec de bonne famille d'Antioche, ancien officier supérieur de l'armée romaine, Ammien Marcellin, païen modéré, qui s'exprime, sans doute peu avant 391. Son éloge d'Alexandrie, « la plus éminente de toutes les cités », de ses temples, des trésors que renfer-

devenu impossible. La prise du serapeum marque moins encore la fin d'une culture.

Les livres ont continué à régner à Alexandrie, dont tous les intellectuels ne sont pas partis.
Un grand mathématicien. Théon, y enseigne, et sa fille Hypatie lui succède. Elle sera l'un des grands professeurs de philosophie du début du cinquième siècle, soulevant l'enthousiasme de son élève Synésios.

Mais le neveu du preneur du serapeum, Cyrille, succédant à son oncle Théophile en 412, entre en conflit avec le gouverneur de la ville, puis avec la savante dame, qui est, en 415, victime d'une émeute de moines, dans des condi-tions atroces. Et pourtant... les idées ont la vie

tions atroces. Et pourtant... les idées ont la vie plus dure que les hommes, car soixante ans après, dans un cénacle plus restreint, les heurts entre étudiants adeptes des anciens cultes et étudiants chrétiens amènent la dernière vague de persécutions dont nous soyons informés. Un temple clandestin est alors découvert et détruit, dans la banlieue élégante de la grande ville.

La prise du serapeum, si elle n'honore pas l'évêque Théophile, n'a pas affaibli le rayonnement intellectuel de la ville. A-t-elle amené un poète connu, Claudien d'Alexandrie, qui avait commencé une carrière en grec, à émigrer à Rome et à choisir le latin ? Son génie n'est pas moindre pour s'être exprimé dans une autre lanmoindre pour s'être exprimé dans une autre lan-gue, qui reflétait la même civilisation. Ni pour avoir nourri de culture païenne des chrétiens qui surent l'apprécier.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Païens et chrétiens au IV- siècle. L'apport de l'histoire ecclésiastique de Rufin d'Aquilée. de Françoise Thélamon, Etudes augustiniennes.

Prochain épisode : «La mêlée barbare des champs Catalauniques», par Claude Aziza

in the second se

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux le joug des doctrines kantiennes.

leille de scrutta an

FTALLE: les obsèques du juge Borsellino

Le secrétaire général de l'ONU juge excessive la part prise par la crise yougoslave

Des combats ont, de nouveau. ensanglanté Sarajevo, vendredi 24 juillet, tandis qu'une tentative de la Force de protection de l'ONU, du HCR et de l'OMS d'atteindre la ville bosniaque de Gorazde, assiégée et bombardée par les forces serbes, a échoué. Après que deux véhicules eurent été endommagés par des mines, le convoi a dû faire demi-tour. Cependant, des milliers de Musulmans et de Croates continuent à affluer en Croatie après avoir fui l'avance des Serbes en Bosnie-Herzégovine. A New-York, le secrétaire général de l'ONU a marqué un point, vendredi, dans sa querelle avec le Conseil de sécurité.

NEW-YORK (Nations unles)

M. Boutros Boutros-Ghali a exigé et obtenu une déclaration du Conseil de sécurité demandant un engagement de la part des pays européens en vue de lui fournir des informations quant aux « contributions au'ils seraient disposés à apporter » sous forme « de personneis, de matériels et d'appui logistique » pour assurer la supervision par l'ONU des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine, comme le demande l'accord de Londres signé le 17 juin dernier sous l'égide de la Conférence européenne sur la Yougoslavie. C'est seulement ensuite que M. Boutros-Ghali serait disposé à poursuivre

Selon la déclaration du Conseil de sécurité adoptée par consensus, vendredi 24 juillet, l'ONU participera en tant que membre à part entière à toutes les négociations de la Communauté européenne concernant l'ex-Yougoslavie. En outre, le Conseil « souscrit à l'opinion du secrétaire général » seloa laquelle les conditions sur le terrain ne sont pas encore réunies pour que l'ONU puisse superviser les armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. « Toute une journée de négociations au sein du Conseil pour accoucher d'une souris », 2 commenté un diplomate bosniaque en lisant la déclaration sur le conflit dans son pays.

Irritation

grandissante

Selon les membres du Couseil -

de plus en plus irrités par l'atti-

tude du secrétaire général -, les

consultations ont traîné parce que M. Boutros-Ghali « tient à négo-

cier chaque phrase». Les quinze sont toutefois unanimes pour dire que certains points soulevés par M. Boutros-Ghali dans sa lettre de

e vive protestation » au Conseil de

sécurité sont « légitimes », à savoir

la manière dont les Britanniques

ont décidé de confier la tâche dif-

ficile de surveillance des armes

lourdes en Bosnie à l'ONU, sans

avoir consulté le secrétariat. Ce

qu'ils reprochent au diplomate

égyptien, ce sont ses « manières

brutales » aboutissant à l'affronte-

ment ouvert avec le Conseil. Il est

vrai que, présentant son rapport sur la Somalie, M. Boutros-Ghali

ne s'est pas embarrassé de précau-

tions pour reprocher au Conseil de

sécurité et à la CEE de se pencher

à l'excès sur la crise yougoslave,

une « guerre de riches » aux yeux

Un diplomate, qui se félicite du

M. Boutros-Ghali, estime que

a bien que le secrétaire général

tienne à marquer son territoire (...)

du secrétaire général.

de vendredi et dans le cadre du «conflit» du diplomate égyptien avec le Conseil de sécurité, les délégués concèdent qu'au cours de cette trois mille centième réunion officielle du Conseil de sécurité, M. Boutros-Ghali « a gagné un jeu sur la Bosnie car la balle, comme il le voulait, est désormais dans le camp des Européens». Ils ajoutent aussitôt : « Il reste encore plusieurs manches à jouer. On tient à lui faire savoir notre volonté de travailler avec lui. Mais il faut que cela soit clair : ce n'est pas au secrétaire général d'écrire les résolutions du Conseil de sécurité, car un jour il perdra. »

AFSANÉ BASSIR POUR

u Un avion-cargo de la CEI s'écrase en Macédoine. - Un avion-cargo Antonov-12 de la Communauté des Etats indépendants (CEI) s'est écrasé, jeudi soir 23 juillet, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, faisant au moins un mort, a indiqué un communiqué officiel à Skopje. Les raisons de l'accident ne sont pas connues. Selon l'ambassade de Russie à Relgrade, l'Antonov appartenait à la compagnie caractère «indépendant» de aérienne Volga Dniepr. Il avait à son bord sept membres d'équipage et était parti à vide de Simferopol, en Crimée, pour Skopje, où il le Conseil doit rester et restera l'ordevait prendre un chargement de marchandises. - (AFP.)

ses efforts pour appliquer l'accord exècuter les décisions du Conseil (...) Nous sommes disposés à avoir des consultations avec lui car on n'a pas d'autre choix que de travailler ensemble ». Mais tout le monde n'est pas de cer avis. Un diplomate occidental a déclaré aux journalistes : « SI le secrétaire général de l'ONU ne fait pas ce que les Etats membres lui deman-

dent, on ne contribuera plus au budget de l'ONU, lui rendant la vie très difficile ». « Un jour,

il perdra» A la fin de cette longue journée

contestée, choisirent de se taire.

civile

sident de la République, M. Fran-cesco Cossiga, comme le chef national de la police, M. Vincenzo Parisi, honni par les Palermitains. « Qui l'a convié? », grondait l'assistance à voix basse. Par la porte ouverte au grand soleil, s'engouf-frait un immense écho. À leur tour, les habitants applaudissaient M. Caponnetto et le président, dont les propos d'espoir étaient

qui se transforme en danse, le sur-saut après l'angoisse » et dans son homélie, le prêtre exalta la force

L'Etat entendra-t-il

«l'appel de Palerme»?

Le Sénat italien a approuvé, vendredi 24 juillet, le décret-loi, adopté par le conseil des ministres le 8 juin et qui donne des moyens supplémentaires aux autorités dans la lutte contre la Mafia (le Monde du 22 juillet). A Palerme, les obsèques du juge Paolo Borsellino ont réuni, vendredi, une foule considéra-

de notre envoyée spéciale

La petite église en ciment que le juge Bornellino apercevait de ses fenêtres sut protéger le recueille-ment de ses funérailles. L'enterre-ment fut sans fastes mais les dignitaires plus nombreux que prévu. On fit entrer les paroissiens. Les autres citoyens restèrent dehors, faute de place. Devant le cercueil couvert de lys jaunes, sans l'œil d'une caméra, un vieil homme parla « pour Palerme ». Antonio Caponnetto avait été le chef de l'instruction au tribunal, le patron de Falcone et de Borsellino, et l'instigateur du « pool anti-mafia ». Visage de cire et voix tenduc,

devant le président de la Républi-que Oscar Luigi Scalfaro, il en appela aux responsabilités de chacun: « Cette terre génère des hommes comme Borsellino. Qu'ils puissent travailler, sans être massapuissent traduier, tant etre massi-crés. Cher Paolo, la lutte que tu as menée jusqu'au sacrifice doit deve-nir et deviendra celle de chacun d'entre nous. C'est la promesse que je te fais solennellement, comme un serment ». Se levant de son banc parmi le public pour répondre au vieil homme, le président Scallaro déclara prier pour que ce sacrifice ne soit pas vain et pour que plus jamais ceux qui, comme lui, incar-nent les plus bautes responsabilités une soient un motif de scandale». Dans l'église, les applaudissements crépitèrent. Les huit substituts, coldéfunt, qui avaient démissionné la veille pour « forcer ce changement de valonté politique » accusèrent le coup d'un regard ému. Le ministre de la justice, M. Claudio Martelli et le vice président du Conseil surdrieur de résident du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), instance

De même se tinrent cois l'ex-préretransmis par haut-parleur.

La chorale chanta a la tristesse

lci plus qu'ailleurs l'oppression matieuse pèse sur la vie quoti-

dienne, mais elle provoque désormais aussi un rejet d'une violence inégalée. Palerme, « en révolte civile » selon le ministre de la jus tice, hésite entre le découragement et l'espoir. L'autorité s'affiche dans les quartiers repaires de la mafia. Des soldats perquisitionnent maison après maison. Pourtant, le 23 juillet, une retentissante offen-sive contre un « super killer » a condamné à dix-sept ans de réclusion lors du maxi-procès de 1986 vivait tranquillement en ville sous son nom. Traqué, le 23 juillet, il réussit à s'enfuir, fort des peurs qu'il inspire à ses voisins et du prestige qui séduit les gamins. C'est le premier revers du nouveau préfet de police, M. Matteo Cin-que, arrivé la veille, après l'éviction réclamée par l'opinion, de son prédécesseur. Décue, la ville se dit « prête à supporter l'état de siège » s'il s'impose pour capturer les boss circulant avec arrogance, en dépit de leur condamnation.

Las d'attendre, indignés de voir cent six familles sans toit « simple ment parce que volsines de la maison de Borsellino », les Palermitains, dans leur majorité, réclament que des têtes tombent : à l'assem-blée régionale, dont seize membres ont maille à partir avec la justice; dans la municipalité, où l'on vou-drait voir revenir l'ancien maire du «printemps de Palerme», M. Leo-luca Orlando; à la préfecture, jadis tenue par le général Carlo Alberto Dalla Chiesa, wun résistant comme il en faudrait à nouveau un »; au Parquet, où les palermitains veu-lent le départ du procureur général. M. Piero Giammanco. point, le CSM vient de répondre en ouvrant le 23 juillet une enquête sur l'intéressé.

De ces «signes» tout nouveaux, Palerme attend des suites concrètes sans confiance excessive. Elle maintient la pression dans la rue, à sa façon... Un magnolia cache l'en-trée de l'immeuble rose où babitaient les Falcone. A son pied, et sur son tronc effilé, des lettres et des photos se sont amoncelées depuis le 23 mai, jour de leur assassinat, « Nous avons honte de cet Etal. Sommes fiers d'hommes comme tol », ont écrit de proches voisins. Vendredi 24 juillet, une main enfantine a épinglé un cœur, « Falcone, Borsellino, love » et rajouté en-dessous : « Haine pour

Ce même jour, sur les murs du centre ville, le mouvement néo-fasciste MSI a placardé son « Adieu, Paolo ». Ses militants, presque absents de la scène palermitaine, se réveillent pour « reconstruire l'Etat », à l'affût de la révolte civile. Drôle de guerre, que celle de

DANIELLE ROUARD

de notre correspondant

GRANDE-BRETAGNE

Les «modernistes» entrent

dans le «cabinet fantôme» du Labour

La composition du «cabinet fantôme » du Parti travailliste, annoncée vendredi 24 juillet, est marquée par la nomination à des postes importants d'une nouvelle génération dite « moderniste », moins imprégné que les précédentes de la tradition socialiste et ouvrière du Labour. Deux hommes incarnent cette tendance: MM. Gordon Brown, qui succède à M. John Smith (nouveau chef de file du parti) au poste de chancelier de l'Echiquier, et Tony Blair, qui prend en charge le «ministère» de

LONDRES

Tous les postes, sauf un, changent de titulaire. Outre un net raieunissement de l'équipe de vingt l'opposition, ce remaniement se distingue par un souci de «féminisation » avec l'arrivée de cinq femmes. Mª Margaret Beckett, nouveau « numéro deux » du parti, cumule cette fonction avec celle de

chef du groupe parlementaire. MMmes Harriet Harman (trésor) et Ann Taylor (éducation), MM. David Blunkett (santé) et Chris Smith (environnement), notamment, font partie des promux. La vieille garde reste cependant aux commandes, avec MM. Robin Cook (commerce et industrie), Jack Cunningham (affaires étrangères), et John Prescott (transports).

ceux de M. John Smith pour la direction du parti, prend en charge les affaires concernant le patrimoine national (culture). A la tête de cette équipe, M. Smith va devoir imposer des réformes internes délicates, notamment la limitation de l'influence des syndicats. Il personnes qui entoure le chef de a remporté une première victoire mercredi en faisant accepter une réduction de 90 % à 70 % du «bloc» des suffrages syndicaux lors du congrès du parti.

M. Bryan Gould, rival malchan-

L. Z. tant : « Le secrétaire général doit

ASIE

Veille de scrutin au «Japon de l'envers»

A Yamagata, conservatisme et potentats locaux ont dominé la campagne pour les élections sénatoriales du 26 juillet

YAMAGATA

de notre envoyé spécial

La gare flambant neuve de Yamagata, chef-lieu de la préfecture du même nom, est symbolique du désenclavement d'une région située au nord de la grande fle centrale de Honshu. On est là dans dans une partie du pays connue comme le «Japon de l'envers» (ura nihon) par opposition à la côte tournée vers le Pacifique. Région reculée, aux rudes hivers et au relief tour-menté, dont la population, large-ment paysanne, est réputée pour

Raccordée à Tokyo depuis trois semaines par un «mini Shinkan-sen» (nouvelle version du TGV nippon, comportant moins de wagons et moins rapide), Yamagata, centre administratif et commercial de 250 000 habitants, n'est plus qu'à deux heures et demie de la capitale. La campagne qui y a lieu, sans excessive animation, à l'occasion du renouvellement, dimanche 26 juillet, de la moitié de la Chambre haute témoigne expendant d'un éloignement persistant de Tokyo. lci, les intérêts régionaux bien com-pris et les enjeux de pouvoir des

potentats locaux l'emportent sur les appartenances politiques. Pourtant, Yamagata est un inté-ressant microcosme. Ce bastion du conservatisme fut le théâtre, lors des sénatoriales de 1986, d'une révolte de l'électorat qui avait alors élu le secrétaire général de Rengo no kai. l'organisation politique de la confédération syndicale Rengo. Yamagata est aussi le « fief » de l'Union sociale démocrate : son vice-président y est député. Elle est également la circonscription du secrétaire général du gouvernement, M. Koichi Kato, bras droit du pre-mier ministre, M. Kiichi Miyazawa, et récemment impliqué dans un

Cette fois-ci, Yamagata ne semble pas saisie du prurit contestataire. Les électeurs sont saturés de scan-dales. Bien qu'il y ait à proximité une importante base militaire, et qu'autrefois la région ait fourni une bonne partie des troupes qui com-battirent en Mandchoune – une sai-gnée qui a marqué les mémoires, – la récente loi sur la participation de soldats japonais aux forces de paix des Nations unies ne constitue guère un enjeu : le candidat de Rengo étant soutenu par des forma-tions (socialiste et sociale-démocrate) qui ont des positions diver-gentes sur cette question, on s'en tient à des promesses abstraites.

Le recul du lobby paysan

ici, la population a les pied sur terre. Bien que la prospérité de la ville soit entamée par la concur-rence de Sendai, avec son million d'habitants, la récession se fait encore peu sentir, excepté pour les transactions immobilières, qui, comme ailleurs, ont chuté. La ques-tion qui agite les esprits est l'ouver-ture du marché du riz dans la cadre

des négociations du GATT. Puissant groupe de pression, les coopératives agricoles, rassemblées dans l'organisation Nokyo, qui, il y a trois ans, n'avaient pas soutenu le candidat conservateur, se sont cette fois résolues à faire campagne pour

le député sortant du PLD (Parti libéral-démocrate, au pouvoir à Tokyo), M. Teibun Suzuki. « Au moins, je le connais»: c'est par cette formule que M. Kazukichi Yamaguchi, « patriarche» de la Ligue des coopératives (150 000 membres), bras politique de Nokyo, tranche en sa faveur. Le maintien du prix du riz et les subventions dont ont bénéficié les agriculteurs ont facilité le retour de la classe rurale dans le giron conservateur. Excepté à Aomori, dans toutes les préfecture du Tohoku (partie sep-tentrionale du Honshu), Nokyo soutient le PLD.

Yonezawa est la deuxième ville de la préfecture pour sa population. On l'atteint au fil de vallées encais-sées occupées par les rizières dont le vert tendre contraste avec celui plus foncé des collines de confères, pagni legranelles un distingue cà su parmi lesquelles on distingue, cà et là, des vignes : avec les cerises, le raisin est une production locale. M. Takashi Nagazawa, chef de la division administrative des coopératives locales, souligne: « Les conservateurs sont au pouvoir : il est plus efficace de passer par eux pour faire prévaloir nos intérêts.»

Les manœuvres de Nokyo se dou-Les manœuvres de Nokyo se doublent du traditionnel jeu de pouvoir
des potentats locaux, qui transcende
les appartenances politiques et se
complique cette fois d'une incertitude: Yamagata vit la fin de l'ère
des «patriarches» qui ont dominé
la région depuis les années 60, sans
que l'on sache à qui va profiter la
redistribution des cartes. redistribution des cartes.

Au bureau du candidat conservateur, M. Suzuki, ancien chef de la police nationale, active le lobby des anciens policiers de la ville dont les réseaux constituent une des infra- cer le riel. - (UPI.)

structures de sa machine électorale. Le bureau est situé au siège de la compagnie des transports Yamagata Kotsu. Celle-ci fait partie de l'«empire» de M. Takao Hattori, qui vient de mourir. Le a parrain de la ville, comme disent les habitants, possédait le quotidien local, Yamagata Shimbun (250 000 exemplaires), et deux des trois chaînes de télévision. Deux fils, un naturel et un adoptif, se disputent l'héritage.

Un autre grand «feudataire». l'octogénaire gouverneur Idataki, qui détient son poste depuis vingt ans, est malade et donc hors jeu. Reste M. Kanazawa, qui règne sur la mairie depuis un quart de siècle, ainsi que le patriarche des coopéra-tives, M. Yamaguchi, qui se moque des étiquettes politiques : il soutient en même temps un socialiste à la mairie et un conservateur au Sénat... Conclusion d'un chauffeur de taxi : « lci, ce n'est pas des urnes que sort le pouvoir. « La percée de l'opposition au Parti libéral-démocrate n'y aura sans doute été qu'un feu de paille.

PHILIPPE PONS

- La police de Phnom-Penh a tion, apparemment par les Khmers rouges. Cette faction a proposé lors d'une réunion du Conseil national suprême, le 23 juillet, la création d'une monnaie destinée à rempla-

EN BREF

D ALBANIE : élections locales. -Le Parti démocrate albanais espère renforcer son pouvoir lors des élec-tions locales de dimanche 26 juillet alors que le Parti socialiste (exalors que le Parti socialiste (ex-communiste, opposition) entend profiter de ce qu'il appelle « l'échec de la politique économique démo-crate ». Les anciens communistes demeurent puissants à l'échelon local. Le Parti démocrate avait remporté 92 des 140 sièges du Par-lement en mars dernier. L'Albanie est en train de mettre en place un nouveau système administratif accordant davantage d'autonomie aux élus locaux. Les conseils communaux, municipaux et de district seront élus à la proportionnelle; quant aux maires des communes et des municipalités, ils seront élus au suffrage universel direct selon un système majoritaire. Le dépouillement pourrait prendre dix jours. -

☐ MOLDAVIE: manifestation cuatre la force d'interposition, -Quelques centaines de combattants moldaves en armes, venus du front sur le Dniestr (est de la Républi-que), ont bloqué, vendredi 24 juil-let, la principale avenue de la capitale moldave, Chisinau, pour protester contre le déploiement des troupes d'interposition de la XIV armée russe. Le président moldave, M. Mircea Snegur, a lancé un appel au calme à la radio-télévision et a défendu l'accord de paix signé, mardi 21 juillet, avec la Russie pour résoudre le conflit du l'Iran d'expulser d'ici la fin juillet un diplomate britannique en poste à Téhéran, arrêté le 17 juin pour russe, le général Alexandre Lebed,

a averti que « toute action contre l'accord de cessez-le-feu serait neu-tralisée par le feu», selon la télévi-sion. – (AFP, Itar-Tass.)

RUSSIE : La solution de l'affaire Honecker est « proche ». -L'ancien numéro un est-allemand, M. Erich Honecker quittera pro-chainement l'ambassade du Chili à Moscou (le Monde du 25 juillet), ont indiqué vendredi 24 juillet deux hauts responsables russe et chilien. . Des consultations intensives sont en cours, nous partons du fait que M. Honecker va quitter prochainement l'ambassade, ça se fera rapidement, mais quand, je ne peux le dire », a déclaré à Moscou M. Sergueï lastrejembski, porte-pa-role du ministère russe des affaires étrangères. - (AFP.)

O Trois Iraniens expalsés de Grande-Bretagne. - Le gouvernement britannique a ordonné, vendredi 24 juillet, « pour des raisons de sécurité nationale », l'expulsion de trois Iraniens. MM. Mehdi Sayed Sadeghi, Mahmoud Mehdi Soltani – tous deux travaillant à Soltani – tous deux travaillant à l'ambassade d'Iran – et Gassem Vakhshiteh, étudiant, sont accusés par le Comité de défense de Salman Rushdie d'avoir préparé un complot contre l'écrivain, condamné à mort par l'ayatollab Khomeiny après la publication du livre les l'ersets sataniques. Un porte-parole du Foreign Office a souligné que ces expulsions étaient sans rapport avec la décision de



IRES

Fare There's and a second

44.2" -

PROCHE-ORIENT

Le conflit entre Bagdad et l'ONU

Une nouvelle proposition de compromis a été adressée à l'Irak

La tension restait vive, samedi 25 juillet, entre l'ONU, les pays occidentaux et le régime de Bagdad à propos des obstacles dressés par ce demier aux inspections des experts des Nations unies. Mais une nouvelle solution de compromis a été adressée à Bagdad et dans l'attente d'une réponse de son gouvernement, l'ambassadeur irakien à l'ONU a fait état de son *e optimisme* ».

NEW-YORK at WASHINGTON

de nos correspondents

Qu'il soit transmis par des mem-bres du Conseil de sécurité de l'ONU ou par les autorités américaines, le ou par les autornes americanes, le message adressé au président irakien est le même : M. Saddam Hussein ne doit pas, une fois de plus, se tromper sur la détermination des Occidentaux à user de nouveau de la force contre l'Irak. Si le chef de l'Etat irakien croit pouvoir profiter de la campagne électorale aux Etats-Unis ou de l'attention que la communauté interna-tionale prête à la Bosnie-Herzégovine pour desserrer l'étau de l'embargo économique et des contraintes du cessez-le-feu qui lui sont imposés, il fait fausse route, disent les Occiden-

Dans l'intention d'intimider Bag-dad, ils ont multiplié, vendredi 24 juillet, les gestes et les déclarations en ce sens, tout en prenant soin, semble-t-il, de laisser une porte ouverte au dirigeant baasiste, puisque aussi bien il s'agit d'une bataille où, d'un côté comme de l'autre, personne n'entend perdre la face. Ainsi les embres du Conseil de sécurité ontils donné une grande marge de manœuvre au courageux Suédois Rolf Ekeus, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée de super-viser l'application de la résolution 687 sur le cessez-le-feu. M. Ekeus s'est longuement entretenu vendredi avec l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, auquel il a remis une proposition pour sortir de l'impasse. La réponse du gouvernement irakien devait être transmise samedi au Conseil de sécurité. Mais ment pas les Etats-Unis, en période M. Al Anbari, dès vendredi soir, et électorale – n'envisagerait de gaieté

après s'être entretenu avec son gou-vernement, croyait pouvoir faire état de quelques signes de détente : «Je suis très, très optimiste, l'affaire prend de quelques signes de détente : «Je bonne tournure», «je m'attends à une réponse positive» (de la part de Bag-dad), a dit le diplomate irakien.

Depuis le 5 juillet, une équipe d'inspecteurs de l'ONU, chargée de d inspecteurs de l'OPU, thargée de surveiller l'application de la résolu-tion 687, se voit interdire l'accès au ministère de l'agriculture à Bagdad. L'équipe, dont le mandat est d'obte-nir le démantèlement de toutes les armes de destruction massive aux mains de l'Irak, soupconne que des documents et du matériel relatifs à l'arsenal chimique de Bagdad se trou-vent au ministère. Pour le gouvernement irakien, les inspecteurs de l'ONU n'ont pas le droit de fouiller une administration civile. Et le régime a organisé des manifestations, parfois violentes, afin d'empêcher les experts de l'ONU d'exercer leur mission. Deux des experts sont restés dans la capitale irakienne, cinq autres ont du se réfugier à Bahrein; soixante-cinq autres agents de l'ONU opèrent toujours dans différentes régions d'Irak.

« Dernière chance »

A en croire de bonnes sources, M. Ekeus, citoyen d'un pays neutre, a proposé de désigner lui-même et de diriger personnellement une petite équipe d'inspecteurs pour fouiller les locaux du ministère de l'agriculture. Ce serait une demi-concession à l'Irak, qui souhaitait que seuls des experts de pays neutres fussent auto-risés à visiter le ministère. M. Ekeus suggérerait encore que les inspecteurs ne franchissent pas la porte de la pièce abritant le bureau du ministre irakien de l'agriculture; le souci étant nation de l'agriculture; le souce étant là de ménager ce que des sources arabes appellent la «sensibilité» d'un gouvernement qui n'entend pas être davantage «humilié». D'ores et déjà, M. Al Anbari a assuré qu'il n'y aurait plus de manifestations contre les experts de l'ONU et que leur récurité serait sarantie à leur rétour.

sécurité serait garantie à leur retour. Si elle est confirmée, la proposition de M. Ekeus signifierait aussi qu'au-cun des pays occidentaux - notamtilités contre l'Irak. Comme M. Ekeus l'a lui-même relevé devant la presse, les Irakiens ont eu le temps, ces dernières vingt-quatre beures, de déménager d'éventuels documents compromettants du

Mais le temps est compté. Un représentant occidental à l'ONU a representant occidental à 1000 à assuré que la proposition de M. Ekcus «était la dernière chance» de M. Saddam Hussein. Si le diplomate suédois devait se présenter samedi devant le Conseil de sécurité avec une réponse négative de l'Irak, alors Britanniques, Américains et Français adresseront sans doute un ultimatum à M. Saddam Hussein.

Fandra-t-il voter une nouvelle résolution autorisant l'emploi de la force? Les Britanniques pensent que la résolution 687 est suffisante comme base d'action. Les Français pensent qu'il serait important d'en pensent qu'il serait important d'en obtenir une autre, non pas tant d'un point de vue juridique que pour manifester l'appui politique de la communauté internationale à une éventuelle reprise des hostilités contre l'Irak Les Américains de paraisent pas avoir d'opinion très tranchée sur ce point.

Tous les Occidentaux se sont, en revanche, entendus pour manifester de plus en plus clairement leur déter-mination. Vendredi après-midi, la Maison Blanche a soudainement clai-ronné que le président George Bush changeait son emploi du temps pour cause de crise irakienne : au lieu de passer le week-end dans sa propriété de vacances du Maine, à Kenne-turileure il ieu de Comp David où l bunkport, il ira à Camp David, où il tiendra samedi une réuniou avec ses plus hauts conseillers militaires. Un sembiable «conseil» s'était déjà réuni

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a expliqué que «la situation est la plus expliqué que « la situation est la plus sérieuse que nous ayons eue depuis la guerre du Golfe », ce sentiment était largement partagé par le chef de l'état-major français, l'amiral Jacques Lanxade, qui, après s'être entretenu, à Washington, avec les dirigeants américains de la défense, a déclaré à la presse : « il faut essayer de comprendre ce que Saddam veut réellement (...). Juaqu'à présent, il a toujours reculé (...). Aujourd'hui, je crains

fort qu'il ne soit décidé à aller à l'affrontement » « Il ne faut pas se tromper, il est difficile de savoir ce qui se passe dans sa tête », a-t-il poursuivi, ajoutant : «La partie n'est pas encore fermée à la diplomatie, nous ne sommes pas encore dans l'engre-nage de l'ultimatum » Pour le chef d'état-major français, «il find que la crédibilité de l'ONU soit maintenue», il ne faut pas que cette organisation «puisse être bajouée au moment où elle a retrouvé un rôle, une impor-

L'amiral Lanxade a fait ces déclarations à la résidence de l'ambassadeur de France où il venait de remettre le ruban de commandeur de la Légion d'honneur au chef de l'étatmajor américain, le général Colin Powell. Celui-ci a spéculé sur les rai-sons qui ont pu pousser le président Saddam Hussein à tenter l'épreuve de force avec les Occidentaux. « Il est sous d'énormes pressions, et pas seule-ment économiques avec l'embargo ; il y en a d'autres », 2-t-il déclaré. Selon hai, la crise du ministère de l'agriculture n'est pas un cas isolé, elle s'instions répétées par le régime irakien des clauses du cessez-le-feu. Le général Powell n'a pas été plus explicite.

La presse américaine, pour sa part, cite des analyses des services de ren-seignements selon lesquelles le régime irakien n'a cessé de durcir sa politique : attentats contre le person l'ONU; utilisation de l'aviation contre les chiites dans le sud du pays, en violation flagrante de la résolution 687; répression de plus en plus bru-tale contre les Kurdes. Les mêmes sources estiment que le président ira-icien a tancé «le défi du ministère de l'agriculture» pour redorer son bla-son à l'intérieur, après avoir été visé le mois dernier par une tentative de coup d'Etat. Les projets d'intervention militaire tourneraient autour d'un double objectif : entamer le prestige du président irakien - bom-bardements de centraux téléphoniques, de raffineries – pour l'affaiblir politiquement et réduire encore son appareil militaire afin de faciliter un coup d'Etat.

afsané bassir pour **ST ALAIN FRACHON**

POINT DE VUE

Un grand dessein

par Henri Atlan

MANDIS que se mettent peutêtre en place les conditions d'un processus de paix entre Israel et le monde arabe, le désaccord semble irréductible sur le contenu d'un règlement définitif. L'Etat palestinien en Clajordanie et Gaza est toujours inacceptable pour la majorité des Israéliens parce qu'on n'imagine pas qu'il soit démilitarisé ni que le problème de Jérusalem, dans ce contexte, y trouve une solution. Or, de plus en plus, seul l'Etat palestinien indépendant est acceptable pour les habitants de Cisjordanie

Ayant réussi grâce à la révolte des niemes à convaincre une partie de l'opinion internationale ils sont renforcés dans leur détermination et la violence, loin de se calmer, ne fait qu'augmenter dans ces territoires.

Nombreux sont caux qui imaginent la solution idvilique d'une confédéretion regroupant Israel, la Palestine et la Jordanie sur le modèle d'un Bénélux du Proche-Orient. Malheureusement, imaginer cette situation, c'est supposer le problème déjà résolu sans évoquer les chemins pour y parvenir. C'est surtout ne pas compter avec les extrémistes de chaque camp, pour qui le fanatisme de l'Etat et de la religion exclut tout accord fondé sur le compromis.

Le plus probable, si l'on ne veut pas se bercer d'illusions, c'est un énième affrontement armé, localisé ou généralisé, se terminant au minimum par une expulsion des habi-tants de Cisjordanie et Gaza, au maximum par un massacre généralisé d'Israéliens et de Palestiniens les uns par les autres, aidés par les armes chimiques et peut-être nucléaires des Etats de la région.

Il y a plus de dix ans, une évolution catastrophique du même type avait été arrêtée à temps par le voyage historique de Sadate à Jérulogique et politique indispensable à l'établissement de la confiance mini- ce lien institue une relation nouvelle. On sait aussi à quel point cette lem.

male nécessaire pour entreprendre des négociations de paix. Ce choc fut suffisant pour surmonter (avec l'aide des Etats-Unis) les oppositions que les extrémistes des deux camps continuaient à exprimer avec d'autant plus de virulence.

Aujourd'hui, aucun leader araba ne peut créer un tel choc. Arafat, maigré ses efforts, ne peut pas effacer par quelques paroles arrachées péniblement vingt ans de double langage et de déclarations ambigués suivies de démentis. Les leaders israéliens, surtout ceux dont l'idéologie est celle du « Grand Israel », ne peuvent pas plus créer un tel choc, même quand ils proposent un plan de paix. comme c'est le cas actuellement, dont le dynamique interne peut parfaitement conduire, à long terme, qu'ils le veuillent ou non, à une solution se rapprochant de l'idéal de confédération mentionné plus heut.

Une idée circule depuis quelque temps dans certains cercles, pour le moment minoritaires, européens, israéliens et palestiniens. Cette idée est la suivante : La Communauté européenne offre à Israel et au futur Etat palastinen da se joindre à elle en devenant membre à part entière.

Pour l'Europe, étant donnée la taille des populations en cause (cinq à six millions d'habitants, le coût de cette intégration na devrait pas être excessif. Par contre, son bénéfice moral et politique est considérable. Au lieu de donner, de loin, des leçons de morale, elle s'engage concrètement et solidairement dans cette région qui reste toujours le barceau de sa culture et où elle n'a pas renoncé à être présente politiquement. Pour cela, elle y étend le fien de supranationalité originale qui va caractériser de plus en plus les relations entre membres de sa Commu-

Créant une supranationalité mais salem, qui produisait le choc psycho- préservent les États et leurs particuralisme linguistiques et culturels,

entre des peuples où le danger de domination des uns sur les autres est éliminé pour être remplacé par une solidarité qui, jusqu'à présent, n'était concevable qu'à l'intérieur des limites - étroites - de l'Etat-nation.

En s'ouvrant à Israel et à la Palestine, l'Europe assume pleinement ses responsabilités. Nul ne peut nier en effet la part de responsabilité de trois des principales puissances auropéennes - Allemagne, Grande-Bretagne, France, par ordre alphabétique pour ne pas avoir à en juger autrement - dans la situation inextricable qui s'est créée depuis le début du siècle dans cette partie du

Supranationalité de fait

Pour Israël, l'établissement de rapports étroits avec l'Europe a toujours été un objectif majeur sous la forme d'association privilégiée, car une appartenance pure et simple à la Communauté semblait un rêve hors de portée. Accepter une telle offre, sujourd'hui ou demain, serait une tentation très forte, et d'autant plus qu'elle aiderait à surmonter la méfiance devant la perspective de l'Etat palestinien qui lui serait associé. En effet, l'idée d'un Etat palestinien membre avec Israël de la Communauté européenne résout beaucoup de problèmes qui sam-

plaient autrement insolubles. De ce fait, une Jérusalem unifiée bien que capitale de chacun de cas deux Etata et dépositaires des Lieux saints n'est plus inconcevable. Enfin, et ce n'est pas le moindre des avantages pour tout le monde de cette solution, l'appartenance à la Communeuté européenne est une garantie inespérée du caractère démocratique et pacifique du futur Etat palestinien. On sait combien cette question nourrit la méfiance d'Israel, qui a appris à être sceptique devant l'efficacité des l'universtié de Paris-VI et à garanties internationales habituelles. l'universtié hébraïque de Jérusa-

méfiance est partegée par de nombreux Palestiniens eux-mêmes, qui ont appris à redouter l'ingérence dans leurs affaires des régimes at des mouvements totalitaires de la région. La crainte est réelle d'une libanisation de la Cisjordanie et Gaza après la fin de l'occupation israélianne, avec mainmise de la Syrie sur ces territoires qu'elle considère comme ses eprovinces du sud».

Ceci nous amène aux avantages que tireraient les Palestiniens de cette solution européenne. Le premier est évidemment l'acceptation et la reconneissance de leur Etat par larael puisque ce serait la condition à laquelle serait assortie l'offre à Israel de se joindre à la Communauté européenne. Le deuxième avantage est la garantie non seulement du caractère démocratique mais aussi de la viabilité de cet État. En l'absence d'une ouverture des frontières avec Israel comme celle qui va se réaliser en Europe d'ici peu, l'Etat palestinien séparé de la Jordanie, sans continuité territoriale entre la Cisjordanie et Gaza, est très peu viable. Au contraire, ouvert sur largel et les autres Etats européens, son développement serait assuré, et rien ne l'empêcherait par ailleurs de garder des liens économiques priviligiés avec son voisin jordanien.

Après tant de guerres terribles, les peuples d'Europe l'ont compris et acceptent l'affaiblissement de leurs Etats au profit d'une communauté plus large. Ce serait tout à leur honneur, et de leur intérêt, qu'ils aident ces Etats plus jeunes le juif et le palestinien à se libérer eux aussi de l'enfermement nationaliste où ils risquent de se détruire.

▶ Henri Atlan est professeur à

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Affrontements après la prière du vendredi

A Djelfa (200 kilomètres au sud d'Alger), une personne a été tuée, et plusieurs autres blessées, vendredi 24 juillet, lorsque les forces de l'ordre sont intervenues contre une manifestation conduite par des femmes et des anfants après la grande prière habdomadaire. Las affrontements ont duré plusieurs heures. Des incidents similaires ont également eu lieu à Batna, dans les Aurès, où un bus a été incendié et plusieurs manifestants arrêtés. La police est également intervenue à Alger, dans le quartier de Belcourt, contre plusieurs centaines de jeunes gens qui y manifestalent.

D'autre part, un capitaine de dans la nuit de jeudi à vendredi, à Lakhdaria, au sud d'Aiger. L'officier était en civil et son meurtrier à réussi à prendre la fuite. Deux assessinats identiques, visant un officier, également en civil, et un policier, avalent déjà eu lieu, kindi et mercredi, à Constantine. ~ (AFP, Reuter, AP.)

COLOMBIE

Le président Gaviria rejette les conditions de Pablo Escobar

Le président colombien, M. Cesar Gavina, a rejeté, vendredi 24 juillet, les conditions posées pour sa reddition par Pablo Esco-bar, chef du cartel de drogue de Medellin, évadé depuis le 22 juillet de sa prison d'Envigado, dans le nord-ouest du pays. Le chef de Etat a exigé une reddition pure et simple du trafiquent, et assuré que se sécurité serait garantle, tant sur son futur lieu de détention que lors du procès «impartial» qui lui serait fait. Le « parrein de la cocaîne » avait fait transmettre par ses avocats sept conditions qui, pour l'essentiel, reprenaient les exigences relatives à ses conditions d'emprisonnement et à la sécurité de ses proches qu'il avait formulées event se reddition aux sutorités le 19 Juin 1991.

Un millier de membres des forces spéciales traquent Pablo Escobar et ses compagnons de fuite dans la province d'Antioquia. Par ailleurs, le chef de l'armée de l'air, le général Hernando Monsalve, a démissionné, vendredi 24 juillet, après avoir été mis en cause pour la lenteur de la particirecharches entreprises pour retrouver Pablo Escobar. - (AFP, AP. Reuter, UPI.)

POLOGNE

Le Parlement vote l'interdiction de l'avortement

Le Parlement polonais a adopté. vendredi 24 juillet, en première lecture, un projet de loi qui interdit l'avortement et prévoit des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour les médecins en ayant pratiqué. Après une journée de débat sur l'abolition des lois permissives héritées du régime communiste. les députés ont adopté ce projet répressif par 212 voix pour et 106

Capendant, aucune peine n'est prévue pour une mère cherchant à se faire avorter ou pratiquant ellemême l'interruption de grossesse. Un premier texte autorisant l'IVG en cas de danger pour la vie de la mère a été rejeté. Un autre projet, qui appelait à un référendum sur le sujet, a aussi été repoussé par les députés. Le vote de vendredi est considéré comme une victoire pour la puissante Eglise catholique. Bien qu'autorisés à le faire, peu de médecins procédaient à des avortements depuis una décision, catte année, de leur association médicale de retirer les licences de ceux qui en pratiquent. - (AP, UPL)

SOMALIE

M. Boutros-Ghali veut renforcer les opérations de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a proposé un renforcament important des opérations des Nations unies, vendredi 24 juillet, à l'occasion de la présentation d'un rapport sur ce pays en préparation depuis des

M. Boutros-Ghali a annoncé l'envoi d'une mission technique, afin d'étudier la possibilité de récupérer des armes en échange de la distri-bution de vivres et de déterminer les effectifs civils et militaires de l'ONU nécessaires à la création d'une force de police locale, au désarmement de la population et à la protection des organismes humanitaires. Le secrétaire général a proposé d' « établir une pré-sence » dans quatre régions plutôt que dans la seule capitale, Mogadiscio, où quarante-sept observateurs militaires de l'ONU viennent d'arriver. ~ (Reuter.)

Tension après un nouvel attentat contre un opposant

L'attentat commis jeudi 23 juillet contre un dirigeent de l'opposition, M. Tavio Amorin, grièvement blessé par belies en plein centre de Lomé (le Monde du 25 juillen), a slourdi le climat politique déjè très tendu au Togo. La gouvernement de transition a déclaré dans un communiqué qu'il ne « cédere pas au chantage », en estimant que cet « acte ignoble » s'inscrit dans le covole de la violence et des tentativas de déstabilisation du procassus démocratique en cours ».

De son côté, le Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) a, dans un communiqué, « condamné avec fermeté » l'attentat dont «le but évident est de remettre en cause le processus démocratique en cours ». A Lomé, la plupart des responsables politi-ques ont quitté leur domicile, dans la crainte de nouveaux attentats. M. Amorin, trente-quatre ans, dirigeant du Parti socialiste panafricain (PSP), se trouvait dans un état e très critique », selon les médecins, lorsqu'il a été évacué, vendredi, vers Paris où il devait être hospitalisé. Au Qual d'Orsay, un porte-parole a condamné l'agression et résffirmé le soutien de la France au processus démocratique. - (AFP.)

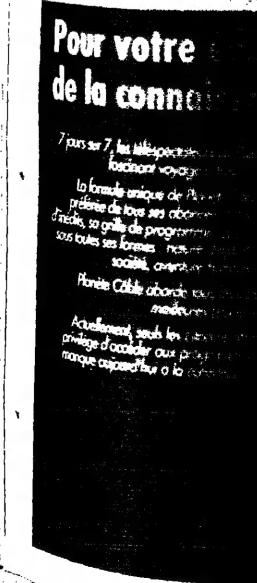
EN BREF

□ MALI: des représentants des Touaregs et da gouvernement se sont rencontrés à Ouagadougou. -Les responsables des quatre principaux mouvements touaregs de 'Azawad et un représentant du gouvernement malien ont annoncé, vendredi 24 juillet, à Ouagadou-gou, qu'ils s'étaient rencontrés pen-dant quatre jours dans la capitale du Burkina-Faso. Cette réunion avait pour but de convaincre le secrétaire général du Front popu-laire de libération de l'Azawad (FPLA), M. Rissa Sidi Mohamed, dont le mouvement a signé le 11 avril dernier le Pacte de paix censé mettre fin à la rebellion touarègue, de participer à son application sur le terrain. - (AFP.)

n MAROC : saisie de deux journaux d'opposition. - Les exemplaires de deux journaux d'opposi-tion marocains, Al-Mouwatana, publication proche du mouvement marxiste interdit lla Amam, et d'Ar-raya, organe du mouvement islamiste modéré Harakat al-Islah Wa-Tajdid, ont été saisis cette semaine. Al-Mouwatana contenait des analyses critiques sur la démocratie. la situation des droits de l'homme et la nouvelle constitution marocaine, qui sera soumise à consultation populaire en septembre prochain. - (Reuter.)

o RWANDA: la rébellion propose l'envoi de « casques biens » pour remplacer les troupes françaises. -Le Front patriotique rwandais (FPR, opposition armée) a proposé, vendredi 24 juillet, l'envoi au Rwanda de forces de l'ONU qui seraient chargées d'assurer la sécu-rité des étrangers, à la place des unités françaises stationnées dans ce pays. « Étant donné la partialité de la France dans le conflit en cours, il serait souhaitable que des troupes neutres comme les troupes de l'ONU garantissent la sécurité des ressortissants étrangers qui, du reste, ne sont pas menaces par nos combattants », a déclaré la FPR dans un communiqué diffusé à Bruxelles. -- (AFP.)

□ SEYCHELLES : premières élections pluralistes depais dix-sept teurs seychellois devaient se rendre aux urnes dimanche 26 juillet pour élire les vingt membres de la commission qui sera chargée de rédistri une nouvelle Constitution. Ce pre-mier scrutin pluraliste depuis dix-sept ans s'annonçait comme un duel entre le président, M. France-Albert René, et le chef de l'opposi-tion, M. James Mancham, ancienprésident renversé en 1977 par M. René. - (AFP.)



 $\{ \gamma_{i,j} \}_{i=1}^{n}$

** e. 3**;

W. 182.30

54 '425'4M L

Antiquetina Ma

AND LONG THE

The Bright

:. 47 & 384. A

The second

AND THE PERSON NAMED IN

Se services

it there are in

STATE OF THE PARTY.

PASSES ..

THE PERSON NAMED IN

to the second

PERSONAL SERVICE

-F-101 MINE

A SHAPE AND A

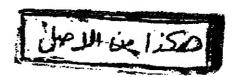
34 PARKETER

CONTENT AND

The second second second

THE PART AND

世代 100 mm (100g) おお 200g間 (100g) (1



AMÉRIQUES

Variations latino-américaines

VI. – Vivre avec la dette

Dans notre série d'articles consacrés à l'Amérique latine nous avons successivement abordé l'évolution des relations entre les États-Unis et les pays latino-américains ; l'avenir de la démocratie dans le sud du continent; l'apparition d'une classe de « nouveaux riches » ; l'influence décroissante de l'Eglise catholique; les raisons de la persistance des guérillas dans plusieurs pays de la zone (le Monde des 21, 22, 23, 24 et 25 juillet). Le dernier article de cette enquête fait le point sur la crise de la dette, dix ans après son début, et montre que les solutions trouvées n'ont pas tout réglé.

TRATTICE LEAVE

中心 二字母 澤

(*....

gramma in the grades sales

; · · ·

Gagliot Control

grade a little

Salah and a second Selection of the select

Comment of the

de sila

\$1.000 M

grape at 2 grape 25

(called)

france in the second

Il y a tout juste dix ans - en août 1982 - le Mexique se déclarait en cessation de paiement, ouvrant sur cessation de paiement, ouvrant sur le sous-continent américain une crisé de la dette sans précédent. Tour à tour le Pérou, le Brésil, l'Argentine et le Bolivie firent savoir leur incapacité ou leur refus d'honorer leurs engagements, et le frisson d'un krach mondial passa dans la communauté financière internationale, encore bercée par les illusions de l'argent facile. Un an plus tôt, en sentembre 1981, les hantôt, en septembre 1981, les ban-quiers avaient désigné le Mexique comme le « meilleur risque » devant

La défaillance de Mexico éclata dans un contexte de récession mondiale et de forte remoutée des taux d'intérêt, fruits pourris du second choc pétrolier. Contractée pour deux tiers à taux variables et en billets verts, la dette latino-améribiliets verts, la dette latino-americaine connut une soudaine envolée pour atteindre 369 milliards de dollars en 1982, pendant que les exportations de la zone chutaient de 14 %. Des chiffres qui effrayèrent les banques et les bailleurs officiels. L'Amérique latine voyait sa dette sugmenter elles site que set sentent. nusmenter plus vite que ses ventes à l'étranger. Les déficits courants s'accumulaient. « Le risque de défaut des débiteurs était devenu trop grand, rappelle une étude de la Banque. Sudameris (1). Il était nécessaire de raientir, voire d'arrêter tout à fait les concours financiers

bèrent à 15 milliards de dollars deux ans plus tard, avant de s'ins-crire en négatif (moins 5 milliards de dollars par an) entre 1984 et 1989. Durant cette même période, les politiques de maxi-dévaluation favorisèrent les fuites de capitaux estimées à 120 milliards de dollars les politiques de maxi-dévaluation favorisèrent les fuites de capitaux financements atérieurs non générateurs de dette. Les réticences des détenteurs de capitaux sont tombées avec les propagea, accrue par la disparition dès 1982 des pétrodollars, tandis que a les créances détenues par les propagea, mais aussi la Colombie et banques des Etats-Unis sur les pays

l'investissement direct et permis de privatisation et de restructura-favorisèrent les fuites de capitaux de privatisation et de restructura-favorisèrent les fuites de capitaux non générateurs de dette. Les réticences des détenteurs de capitaux sont tombées avec les amnisties fiscales décidées en Argentine et au Mexique. Ces deux pays, mais aussi la Colombie et banques des Etats-Unis sur les pays

l'investissement direct et permis de privatisation et de restructura-favorisèrent les fuites de converger vers un libéra-aujourd'hui. Le Mexique compte aujourd'hui. Le Mexique compte aujourd'hui. Le Mexique compte de la dette qui n'a cessé d'évoluer de leur énorme déficit commercial creusé par le soutenir de privatisation et de restructura-lisme de privatisation et de restructura-favorisèrent les fuites de converger vers un libéra-de la dette qui n'a cessé d'évoluer de leur énorme déficit commercial creusé par les pays endetités du sous-continent de vous converger vers un libéra-de la dette qui n'a cessé d'évoluer de leur énorme déficit commercial creusé pays endetités du sous-continent de l'urgusuy et de la dette qui n'a cessé d'évoluer de leur énorme déficit commercial creusé pays endetités du sous-continent de l'urgusuy sisme classique), face à une stratégie de la dette qui n'a cessé d'évoluer de leur énorme déficit commercial creusé pays endetités du sous-continent de l'urgusuy sisme classique), face à une stratégie de la dette qui n'a cessé d'évoluer de leur énorme deficit commercial creusé pays endetités du sous-continent de l'urgusuy sous de l'urgusu

latino-américains représentaient

latino-américains représentaient 119 % de leur capital» (2)...

Une décennie plus tard, l'espoir est revenu dans l'arrière-cour» de Washington, où domine l'impression d'une sortie de crise. Après avoir culminé à 472 milliards de dollars (1987), l'encours de la dette latino-américaine n'a cessé de décroître pour représenter encore 429 milliards de dollars fin 1991. L'an dernier, le fardeau s'est allégé dans sept pays: l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Salvador, le Honduras, le Nicaragns et l'Urugnay. Suntont, la dette ne représente plus que 37,4 % du PIB de la région, contre 64,3 % quatre ans plus tôt. Un ratio certes contestable, car trop sensible aux variations monétaires. « Le critère le plus parlant est le ratio dette-exportations», explique le chercheur de l'Observatoire français des conjonctures économiques Jacques Adda. Or, à cette aune, l'évolution est encourageante: « La dette latimo-américaine était plus de quatre fois supérieure au montant des exportations en 1986. Elle ne leur était plus supérieure que de 2,8 fois en 1991», précise un économiste de la Banque Sudameris, Jean-Luc Chalumeau. 119 % de leur capital » (2)...

Croissance équitable ou modèle inégalitaire

Depuis la fin des années 80, la dette de la zone, malgré son ampleur, a paru passer au second plan, bailleurs et débiteurs montrant qu'on pouvait « vivre avec », c'est-à-dire emprunter de nouveaux sentiers de croissance, comme c'est le cas au Chili, au Mexique, au Venezuela ou, plus récemment, en Argentine. La question est désor-Argentine. La question est desor-mais de savoir ce que les pays feront de cette croissance, quel arbi-trage choisiront-ils entre la possibi-lité de consommer davantage et le besoin d'investir. « Vont-ils disposer d'une croissance durable et équiable ou va-t-on voir de nouveau surgir, comme dans le-passé, un modèle inégalitaire et gassilleur de inégalitaire et gaspilleur de devises?», demande Jacques Adda.

Plusieurs signes témoignent d'une Banque. Sudameris (1). Il était nécessaire de ralentir, voire d'arrêter tout à fait les concours financiers aux différents pays. »

Sitôt dit, sitôt fait : de 61 milliards de dollars en 1981, les tranferts nets à l'Amérique latine tomandes et l'arrête de 4,2 milliards de dollars en latine tomandes et l'arrête de 4,2 milliards de dollars en latine tomandes et l'arrête de 4,2 milliards de dollars en l'arrête de l'arr moyenne, de 1988 à 1990 », indique Philippe d'Arvisenet dans la lettre de conjoncture de la BNP (3). Autant d'argent frais qui a stimulé l'investissement direct et permis l'accès à de nouveaux financements extérieurs non générateurs de dette. Les réticences des détenteurs de canitaux sont tombées avec les

change en émettant des titres libel-lés en monaie étrangère. Le Chili, le Pérou, l'Argentine et l'Uruguay ont, en outre, libéralisé les mouve-ments de fonds.

Autre élément favorable : les ransferts nets de capitaux vers l'Amérique latine sont redevenus positifs en 1991, à hauteur de 6,7 milliards de dollars. «La crise de la dette de l'Amérique latine ne s'est pas transformée en une crise financière mondiale, observe la Ban-

fragiles; tant au Brésil, où la croissance stagne, qu'au Pérou, encore sonné par le « putsch institutionnel » de son président Alberto Fujimori. Fragilité toujours au Venezuela, où la croissance (9,2 % en 1991) n'a pas empêché une tentative de coup d'Etat en février. Fragilité en Colombie, où l'absence de crise financière ouverte tient, de façon trop voyante, à l'intégration des narcodollars dans les rouages de

SERGUE; n.

que Sudameris. En dix ans d'efforts et d'expériences plus ou moins réus-sis, la région a bénéficié de rééche-lonnements portant sur la majeure partie de sa dette (près de 400 mil-liards de dollars) et a reçu pour plus de 50 milliards de dollars de nou-venus crédits ».

Hétérogénéité des situations

Enfin, on constate le retour de plusieurs pays latino-américains sur le marché international des capitaux. L'an passé, la moitié des émissions d'obligations ont été lancées par quatre pays de la zone, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Venezuela. Les ventes d'actions ont connu un essor moindre mais significatif, à la faveur des programmes de privatisation et de restructuration d'entreprises, très en vogue gentine et le Pérou éliminent leur hyper-inflation (de 2 219 % à 109 % pour l'une; el 4 188 % à 109 % pour l'autre entre 1988 et 1990). «Si le Mexique prévoit de ramener son rythme de hausse des prix de 17 % en 1991 à moins de l'ordre de 25 % par mois. «

De telles différences trouvent leur origine dans les politiques un moment distinctes suives par les pays endettés du sous-continent leur dyper-inflation (de 2 219 % à 109 % pour l'une; entre 1988 et 1990). «Si le Mexique prévoit de ramener son rythme de hausse des prix de 17 % en 1991 à moins de l'ordre de 25 % par mois. «

De telles différences trouvent leur origine dans les politiques un moment distinctes suives par les pays endettés du sous-continent leur hyper-inflation (de 2 219 % à 109 % pour l'une; entre 1988 et 1990). «Si le Mexique prévoit de ramener son rythme de hausse des prix de 17 % en 1991 à moins de l'ordre de 25 % par mois. «

De telles différences trouvent leur origine dans les politiques un moment de 10 % cette année, le Brésil, en revanche, connaît une inflation de l'ordre de 25 % par mois. «

De telles différences trouvent leur origine dans les politiques un moment des provations et le 1990 verte de 10 % cette année, le Brésil, en revanche, connaît une inflation de l'ordre de 25 % par mois «

De telles différences trouvent leur origine dans les politiques un moment des provations et le 10 % cette année, le Brésil, en revanche, connaît une inflation de l'ordre de 25 % par mois «

Ce qui frappe avant tout, c'est l'hétérogénéité des situations sous l'étiquette faussement unie d'Amérique latine. « Les progrès sont très inégaux sur le plan de l'ajustement macroéconomique, note ainsi Philippe d'Arvisenet. Le déficil budgétaire représente 8 % du PIB au Brésil, alors que le Mexique dégage un excédent avant recettes de privatisations. » Les différences surraissent tions, » Les différences surgissent encore sur le terrain des prix : l'Ar-gentine et le Pérou éliminent leur

crise de liquidités frappant ces pays qui auraient vécu au-dessus de leurs moyens. Leur capacité d'assurer sur le long terme le remboursement de leurs dettes n'était pas remise en cause v Une trentaine de rééchelon-nements furent ainsi conclus avec quinze pays latino-américains entre 1981 et 1984 sur des périodes très courtes avec, pour effet, «le sacri-fice des objectifs de développement à long terme». Il s'agissait seulement d'un report des échéances dans le temps, en aucun cas d'une réduc-tion de l'encours ni du montant des intérêts.

Pendant cette période, les experts voyaient dans la crise de la dette l'effet d'un excès des demandes intérieures et d'une trop faible dial. Les politiques de restauration des grands équilibres, menées dans les pays à dette rééchelonnée, reposzient donc sur une stimulation des balances commerciales. Celle de la zone passa d'un déficit de 3 mil-liards de dollars (1981) à un excé-dent de 38 milliards de dollars (1984). Un résultat obtenu au prix d'une ponction violente sur l'économie, ainsi décrite par Jacques Adda : compression drastique des importations, maxi-dévaluation des taux de change, coupes dans les dépenses publiques d'investisse-ments, austérité salariale. « Etalt-il possible de dégager des ressources budgétaires supplémentaires corres-pondant à 4 % ou 5 % du PIB?, demande la Banque Sudameris. Des tentatives ont été faites, au Brésil en particulier, qui se sont traduites par de fortes tensions sociales: il est apparu qu'un effort budgétaire trop brutal pouvait compromettre le niveau de la consommation minimale requise pour éviter les trou-

Pauvreté et colère

Dans ces pays où l'épargne intérieure et toute richesse étaient des-tinées au remboursement de la dette, on a vu grandir la pauvreté et la colère, le vieillissement de l'appa-reil productif, pendant que s'amenuisaient les chances d'un dévelop-pernent durable. C'est pourquoi, en 1985, le plan Baker prôna l'injec-pour les États-Unis qui peuvent tion de 20 milliards de dollars en trois ans auprès de quinze pays lourdement endettés, dont dix latino-américains. L'idée sous-jacente l'ordre de 25 % par mois.

De telles différences trouvent leur prigine dans les politiques un moment distinctes suivies par les les Etats-Unis espéraient soutenir de la sorte les démocraries neuves d'Argentine, de Bolivie, d'Uruguay et du Brésil, tout en résorbant une partie de leur énorme déficit com-mercial creusé par la contraction de

refusèrent d'accroître leurs engagements dans les pays à risque. Elles en profitèrent, au contraire, pour transférer leurs créances vers les bailleurs officiels, dans une stratégie de retrait aujourd'hui en voie

Début juillet, le Brésil a obtenu, après un an de négociations, la réduction de 35 % de sa dette commerciale (soit 44 milliards de dollars), dans le cadre du plan Brady lancé en 1989. Avant lui, le biexique d'abord, puis le Venezuela, l'Argentine et les Philippines avaient pu bénéficier de ce dernier essai de l'administration Reagan pour soulager «son» Sud. Présenté comme un menu à options, le plan Brady a « popularisé » auprès des conversion des créances contre de nouvelles obligations à coupon zéro émises par les pays endettés, mais assorties le cas échéant de nou-veaux financements fournis par la Banque mondiale et le FMI. Il a aussi donné un coup de fouet au marché secondaire de la dette, c'està-dire au rachat par les pays débi-teurs de leurs créances anciennes, avec une décote calculée en fonction de la capacité des pays à rem-bourser. D'abord étroit (1 milliard de dollars en 1983), ce marché de l'« occasion » a ensuite connu un réel développement. » Grâce aux applications du plan Brady, les 60 milliards de dollars ont été atteints en 1989 [et 100 milliards de dollars en 1991] », observe M. Jean Masini, ingénieur de recherche à l'université Paris-I, citant les opérations effectuées au Chili et au

En dix ans, l'épineux problème de la dette latino-américaine a moins trouvé des solutions que des arrangements de circonstance, et les arriérés de paiement (de l'ordre de 25 milliards de dollars) restent préoccupants. Mais, à la faveur de cette crise. « c'est l'ensemble de l'Amérique latine qui est désormais rallié à une politique économique privilegiant la reforme de l'administration, la privatisation des entre-prises publiques, l'ouverture du com-merce exterieur et des marchès voir leur propre resset en Amérique

ÉRIC FOTTORINO

(1) « Le problème de la dette extérieure de l'Amérique latine de 1982 à 1991», novembre 1991.

(2) L'Amérique latine face à la dette. 1982-1989, présenté par Jacques Adda. La Documentation Française.

(3) « PVD : de la crise de la dette aux financements de marché. » BNP, mai

Pour votre éducation, PLANETE ouvre les portes de la connaissance 15 heures par jour.

Planète Câble aborde tous les sujets et sélectionne les meilleures productions internationales.

Actuellement, seuls les citadins abonnés au câble ont le privilège d'accèder aux programmes de Planète... Ce qui manque aujourd'hui à la connaissance, c'est juste un peu





Pour vous instruire, COLLEZ CETTE IMAGE SUR VOTRE ECRAN. Pour un plus grand plaisir, ABONNEZ-VOUS.

Vos prochains grands rendez-vous sur Planète : Du 27 juillet au 2 doût : Les Alles de Légende : "Marcuder Martin 6-26" Le Grand Rift : "Un continent qui se brise" Vendanges, Histoire Mondiale du Vin : "Du culte du vin, au vin de autre"

E la Nave Va ...Andante
La Faune l'oérique : "Le Loup (1 ère partie)"

La Deuxième Révolution Russe : "Les dessous de la

Les Grands Parcs Nationaux Américains : "Uhistoire de

Une Femme Résistante L'Aventure de la Vie : "La forêt Vierge" Légion : "Le dernier Farwest ?" La Lune en Clair

L'Avanture des Piantes : "L'Empereur et les envahisseuses"

Zanskar, au bout du monde : "Ainsi valle monde" Racines : "Madrid-Paris...un aller simple / Notre terre qui êtes aux cieux" Autour du Monde en 80 Jours : "Marins à la mode

Le vice-président Quayle res-pra-t-il ou non le colistier du remplacé par M. Jack Kemp, secrétera-t-ii ou non le colistier du président George Bush pour l'élection présidentielle de novembre ? Les rumeurs sur son retrait - volontaire ou imposé - du «ticket» républicain prennent de l'ampleur à Washington. Elles créent un certain malaise chez les parlementaires de son propre parti, sérieusement préoccupés par l'impopularité du jeune vice-président, que tous les sondages

> WASHINGTON correspondance

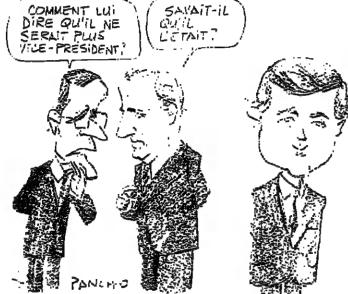
Le président Bush a certes vigoureusement réaffirmé que la pré-sence à ses côtés en novembre de son vice-président Dan Quayle était « très certaine ». L'intéressé s'est quant à lui contenté de décla-

Maigré ses efforts, le vice-prési-dent n'a pas réussi à corriger sa mauvaise image, due essentielle-ment à son inexpérience et à de graves lacunes dans sa culture générale. « Au collège, j'aurais du me concentrer davantage sur mes études de philosophie, d'histoire ou d'économie politique... v, a admis « Danny », qui n'est pas toutefois aussi inepte que les médias l'ont

taire au logement et au développe-ment urbain, qui «fait preuve d'un optimisme contagieux que le prési-dent n'a pas ». Mais les relations de M. Kemp, se situant à la «gauche» du parti, avec le président ne sont pas bonnes. D'autres noms sont

avancés, comme ceux du général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, ou encore de M. Dick Cheney, secrétaire à la défense.

Ses détracteurs sont sévères : « Sa préoccupation essentielle, c'est de ne pas faire de guffe, il est vic-



rer qu'il etait prêt à s'effacer, s'il avait «l'impression de gêner la réé-lection de George Bush».

Les observateurs notent que le président Bush, très fidèle en amitie, ne peut laisser partir - et encore moins renvoyer - son vice-président sans risquer de froisser s éléments les plus conservateurs de son parti. Ces militants pour-raient bouder les urnes ou même. dans les Etats où la candidature de M. Ross Perot figure encore sur les bulletins de vote, voter pour le milliardaire texan. Se débarrasser de son jeune protégé serait par ailleurs l'aveu d'un échec. Et ce reniement volte-face (la plus importante fut celle de revenir sur sa promesse de ne pas augmenter les impôts), de nature à entretenir des doutes sur la termeté de caractère de

L'impopularité de M. Quayle, que les stratèges du Parti republi-cain ne peuvent ignorer, exprime dans une large mesure la crainte de le voir éventuellement succèder au président Bush, si ce dernier ne pouvait plus remplir ses fonctions, en cours de mandat. Il est significatif que M. William Buckley, un des hérauts de la propagande répu-blicaine, anticipant le départ de

□ CANADA : achat de cinquante helicoptères anglo-italiens. – Le Canada a annoncé, vendredi 24 iuillet. l'achat de cinquante hélicoptères EH-101 pour une valeur d'un peu moins de 20 milliards de francs. Cet hélicoptère, qui sera à usage militaire et civil, est de conception anglo-italienne (Westland et Agusta) et il remplacera des Sea King à partir de 1997. Le Canada l'a choisi de préférence à des hélicoptères de l'américain Boeing et au Super-Puma proposé par le groupe franco-allemand Eurocopter. Cette commande est importante pour le britannique Westland, dont la survie dépendait du contrat. Elle présage aussi que de nombreux pays de l'OTAN comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas, qui envisagent, chacun, l'achat de vingt-cinq hélicoptères de ce modèle - se tourneront désormais vers l'EH-101, au détri-

time de sa dernière conversation. Le dernier incident illustre sa maladresse. « Que l'eriez-vous si votre fille Corinne (13 ans), enceinte, décidait de se faire avor-ter. « A cette question d'un journaliste, le vice-président répondit : «Je soutiendrais ma fille, en espe-rant qu'elle ne prendrait pus cette décision. « Cette réponse honnête et sincère provoqua une tempête. L'ardent champion de la lutte contre l'avortement aurait-il changé d'avis? Sa semme Marylin s'empressa de rectifier ses propos imprudents pour déclarer immédiatement que, si sa fille était enceinte, elle l'inciterait à mener sa

HENRI PIERRE

□ Nouvelle exécution capitale. Edward Fitzgerald, trente-quatre ans, convaincu d'avoir assassiné après l'avoir torturée, en 1980, une femme indicateur de police, est passé à la chaise électrique en Virginie, jeudi 23 juillet. Il est le 176 condamné exécuté aux États-Unis depuis que la Cour suprême a jugé, en 1976, que la Constitution américaine n'interdisait pas la peine de mort. - (AFP.)

ment du Super-Puma et, ce qui serait plus grave pour la construc-tion européenne, aux dépens du programme quadripartite NH-90 auquel participent, outre les Francais et les Allemands, les Néertan-dais et les Italiens.

CHILI: les auteurs d'un attentat manqué contre le général Pinochet condamnés à la prison à vie. -Trois membres présumés du Front patriotique Manuel-Rodriguez (guérilla de gauche), inculpés pour tentative d'assassinat du général Pinochet et meurtre de cinq de ses gardes du corps en septembre 1986, ont été condamnés, vendredi 24 juillet, à la réclusion à perpétuité par une cour d'appel. Le général, qui a imposé une dictature pendant seize ans (1973-1989) et qui est resté le commandant en chef de l'armée de terre, était sorti indemne d'une embuscade tendue sur la route de Santiago.

RANDONNÉES





SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

le joug des doctrines kantiennes.

La fin du sommet ibéro-américain de Madrid

Les participants soulignent leur attachement à la « démocratie représentative »

Les dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement présents au deuxième sommet ibéro-américain, qui s'est achevé, vendredi 24 juillet à Madrid, ont tous signé un document final apportant un soutien sans équivoque à la « démocratie représentative ». Une façon de rappeler à l'ordre deux pays comme le Pérou et Cuba, dont le président, M. Fidel Castro, a décidé d'écourter sa visite privée en Espagne.

MADRID

de notre correspondant

La déclaration finale de ce deuxième sommet, signée par Cuba, stipule que la «démocratic représenta-tive ainsi que le respect des droits humains et des libertes fondamentales sont les piliers de la communauté » ibéro-américaine. Elle propose en outre un certain nombre de mesures pour renforcer la coopération, amé-liorer l'éducation et développer les

ne reupe Gonzalez, tors d'une conte-rence de presse, «les programmes sont modestes mais nous espèrons une progression chaque année», «Au bout du compte, a-t-il dit, les idées expri-mées dans la déclaration de Guadala-jara (le premier sommet qui a eu lieu l'an passé au Mexique) se concrétise-ront».

Ce sommet a permis une meilleure Ce sommet a permis une meilleure connaissance mutuelle, ce qui n'est pas rien, et la mise au point patiente d'un projet commun, ce qui est beaucoup plus difficile. « L'Europe a mis plus de trente aus à se faire », a fait remarquer M. Gonzalez, « Il y a seulement six ans, la démocratie était l'exception en Amérique du Sud et la dictature la règle. Aujourd'hui, c'est le contraire », a-t-il ajouté.

Affichant un « optimisme prudent » concernant l'évolution du monde luso-hispanique. le chef du gouvernement espagnol a estimé que cette deuxième rencontre avait permis de

economies. Comme l'a souligné le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, lors d'une confé-sence des présidents de la Colombie. du Pérou et du Venezuela, (confron-tés à de graves problèmes intérieurs). qui ont tous reçus des messages de soutien, et de celle du président portugais, M. Mario Soares, grippé, qui a reçu des vœux de prompt rétablis-

> La contribution de l'Espagne à la constitution de cette communauté en gestation est encore modeste: 10 milliards de pescas (0,5 milliard de francs). Mais Madrid n'est pas encore Bruxelles et le monde hispani-que reste à organiser, afin notamment de pouvoir obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, comme le souhaite l'Espagne. Il faut aussi et surtout faire rentrer les « brebis galeuses» dans le rang, à commencer par Cuba qui fait de plus en plus figure d'extra-terrestre dans un monde qui s'oriente, avec encore beaucoup de faux pas, vers plus de

démocratie. « On a mis en marche un processus difficile ». a reconqu M. Gonzalez qui s'est déclaré convaincu que Cuba reviendra dans le giron démocratique.

En tant que pays d'accueil, il ne lui était pas facile de faire la leçon au Lider Maximo. D'ailleurs, il n'a toujours pas rencontre M. Fidel Castro en tête à tête., mais il «espère» que cela pourra se faire. Principal centre d'intérêt de ce sommet, le dirigeant cubain ne s'est pratiquement pas montré. Et il a soudainement décidé d'écourter son séjour en Espagne : sa visite privée en Galice ne durera que deux jours, du 27 au 29 juillet, au licu de quatre, pour des raisons qui n'ont pas été indiquées. Les opposants à son régime avaient prevu d'organiser de nombreuses manifestations dans cette province autonome, d'où sont originaires les ancêtres de

MICHEL BOLE-RICHARD

AFRIQUE

COTE-D'IVOIRE: après cinq mois de silence

Le président Houphouët-Boigny a annoncé une amnistie pour tous les opposants emprisonnés

Tous les opposants ivolriens emprisonnés depuis plus de cinq mois vont bénéficier d'une loi d'amnistie, a annoncé le prési-dent Félix Houphouët-Boigny, vendredi 24 juillet à Abidjan. Peu après sa déclaration, quel-que deux mille personnes se sont rassemblées devant sa résidence pour le remercier.

ABIDJAN

de notre correspondant

Le président Félix Houphouët-Boigny, assis dans le jardin de sa résidence privée, écoutant avec ravissement des remerciements dithyrambiques. Des milliers de personnes transportées sur les lieux par bus spéciaux. Le décor et la mise en scène avaient visiblement été prépa-rés à l'avance, pour donner un éclat tielle de 1995. particulier à la cérémonie du «grand pardon». Auparavant, dans une allo-cution, «le chef de la grande famille ivolrienne», selon ses propres termes, a « runlonné, oublié » les faits reprochés aux « frères égarés ».

M. Houphouët-Boigny a demande au gouvernement « de présenter à l'Assemblee nationale une loi d'amnistre, en insistant auprès des députés pour qu'ils la voient le plus tôt possi-ble ». Le chef de l'Etat a précisé que les bénéficiaires de cette loi, « tous les détenus de la MACA» (maison d'arrêt et de correction d'Abidjan) recouvreront, outre la liberté, «tous leurs droits politiques». Cette précision concerne au premier chef le

Après cette brève déclaration, le gouvernement s'est réuni en conseil des ministres extraordinaire afin d'adopter le projet de loi d'amnistie, qui sera soumis aux députés ce mardi. L'Assemblée nationale – où le parti au pouvoir, le PDCI-RDA, est représenté par cent soixante-cinq députés sur cent soixante-quinze entérinera sans difficulté la loi d'amnistic, mettant ainsi un terme à l'incarcération de soixante-quinze res-ponsables politiques et syndicaux arrêtés le 18 février dernier à l'issue d'une manifestation. M. Gbagbo, le très populaire dirigeant du FPI, sa femme, son tils, ainsi que le président de la Ligue ivoirienne des droits secrétaire général du Front populaire de l'homme, M. René Degny-Seguy, ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo, et plusieurs responsables politiques et

syndicaux, avaient été condamnés en première instance à des peines de un à deux ans de prison ferme, après avoir été reconnus «co-auteurs » de dégâts matériels commis après une manifestation de l'opposition, le 18 février.

Le FPL qui avait fait son cheval de bataille du procès en appel et de ses multiples rebondissements - dont le désaisissement du président de la cour d'appel - a salué les libérations prochaines du bout des lèvres. « Lau-rent Ghagho est plus utile pour lu société hors de prison », a déclaré à l'AFP le secrétaire général par intérim du parti, pour qui «d'autres mesures doivent suivre pour assurer la décrispation, notamment la démission

JEAN-KARIM FALL

LOIN DES CAPITALES

Kano: fanatismes en pays haoussa

KANO (Nigéria)

de notre envoyée spéciale

Les connaisseurs savent, dans le dédale des ruelles, se frayer le chemin qui les conduire aux vendeurs de kelechi beef, les fameuses tranches de bœuf cru qui sechent au soleil sur des claies. Dans le quartier des tanneurs, des enfants pataugent dans des bassins de colorants, en frappant les peaux. Dans le quartier des teinturiers, des artisans font tremper dans des puits d'indigo des tissus qui sortiront de la couleur du célèbre bleu des Touaregs. Dans le quartier du marché, des dizaines de chameaux attendent le couperet de l'abattoir.

La «City» n'est pas le temple de verre et d'acier que laisse entendre son nom, mais le temple de la tradition. Vandre de la bière est interdit dans le périmètre circonscrit par la vingtaine de kilomètres de murs affaissés qui entourent la vieille ville; un homme n'invite pas un ami à domicile, pour lui éviter... d'y rencontrer des femmes. Kano, capitale commerciale du nord du

Nigéria, vit autour de ce « premier cercle » aux llures ancestrales, construit sur la route des caravanes. Mais Kano a aussi ses usines textiles et chimiques, ses communautés libanaise - environ quinze mille personnes - et indienne, et, surtout, sa population compo-site. Comme partout au Nigéria, difficile de parler chiffres. La ville compterait trois milions d'habitants. Des Haoussas, dans leur grande majorité, comme dans tout le nord du pays ; islamisés, pour la plupart, depuis le début du dix-neuvième siècle, dont date le Diihad d'Usman dan Fodio. Mais les Ibos chrétiens originaires de l'est du Nigéria - et

Sabon Gari, le quartier des chrétiens, jouxte la City. Une proximité meurtrière. A la moin-dre friction entre chrétiens et musulmans, Kano tremble sous la menace de voir se répéter les événements d'octobre 1991 : pendant trois jours de folie, la ville s'est embrasée, chrétiens et musulmans s'entretuant dans la plus effroyable des barbaries.

les Yoroubas - de l'ouest - sont également

Trois cents? Cinq cents? Mille? Le nombre

des morts ne sera jamais connu. Restent les maisons incendiées, les femmes et les enfants partis se réfugier en pays ibo et tou-jours pas revenus, et le traumatisme. En mai, lorsque Kaduna, à quelques centaines de kilo-mètres au sud, a vécu la même tragédie, Kano a eu peur, essayant de se persuader que les atrocités d'octobre avaient servi de leçon, mais sachant que la moindre étincelle peut enflammer les grandes villes du nord du

En 1987, il v avait eu Kanfanchan. Puis il v eut Bauchi, Katsina, Kano, et enfin Kaduna. A chaque fois, des centaines de personnes sont mortes, victimes de coups de machettes, de lèches, des balles ou des flammes. « Conflits



ethniques », disent les uns, « affrontements religieux», disent les autres. A Kano, c'est la venue d'un prédicateur allemand qui a tout déclenché. Au lendemain de son arrivée, un groupe de musulmans a quitté la City pour manifester dans le quartier chrétien de Sabon Gari. Le choc a été immédiat.

ell v a des instigateurs. » L'avis est unanime, mais l'explication en reste là. A qui profite le crime? « Aux musulmans extrémistes », clament les chrétiens. « Aux chrétiens extrémistes », prétendent les musulmans. Le fanatisme est apparu à la fin des années 70. La crise économique aidant, il a prospéré ces demières années de part et

Deeper life (Vie plus intense), Seraphims ans cheraphims... Côté chrétiens, une multitude d'Eglises ont vu le jour. Abba, musulman, crie son dédain de toutes ces « chapelles » : « ils veulent convertir les musulmans, dit-il; avant, le CAN (Christian association of Nigeria, organe politique des chrétiens] n'était pas connu à Kano, depuis quelques années, il l'est, il organise des meetings, fait de la provocation... C'est lui qui a invité le prédicateur allemand!»

«Si vous étiez venue l'année dernière, on vous aurait appelée « la femme de Bush ». lance, pour alimenter la conversation, un adolescent qui traque le client sur le marché de la City. Et d'expliquer qu'ici, pendant la guerre du Golfe, tout Blanc était surnommé « Bush », toute Blanche « la femme de Bush ». A l'époque, affiches et badges à la gloire de Saddam Hussein ont envahi les rues; le dirigeant irakien avait été élu « homme de l'année », largement devant ses concurrents, par les auditeurs des programmes de la BBC en langue hacussa, ethnie majoritairement originaire du nord du Nigéria. Mais des divisions étaient apparues au sein de la communauté musulmane, lea musulmans traditionnels ayant pris le parti de l'Arabie saoudite. Preuve, s'il en était besoin, des divergences entre fondamentalistes et partisans de l'héritage islamique local.

« Depuis sa création, en 1962. l'université Bayero se situe dans la mouvence spirituelle d'un islam dur », regrette un jeune cadre musulman, qui dénonce les « connections » entre l'université de Tripoli et celle de Kano. La présence d'agents iraniens et libyens dans les universités du nord du Nigéria n'est un secret pour personne. « Depuis quelques années, les intégristes organisent des mee-tings partout, même dans les villages, poursuit le jeune cadre, et ca va continuer, car la tactique est agressive. » La débacle économique fournit, il est vrai, un excellent terreau aux fanatiques de tout bord.

MARIE-PIERRE SUBTIL

La préparation du référendum du 20 septembre

Le gouvernement annule sa campagne à la radio et à la télévision

Le gouvernement a décidé, samedi matin 25 juillet, de ne pas recourir à la télévision et à la radio pour la campagne de communica-tion publicitaire en faveur du «oui» au référendum du 20 septembre qu'il avait annoncée la veille et qui avait aussitôt suscité des reproches de la part du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. C'est l'Hôtel Matignon qui a annoncé

Le président du CSA, M. Jacques Boulet, avait demandé vendredi au Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID) de «repenser» la campagne radio-télévi-sée conçue par l'agence Roux-Ségué-la-Cayzac-Goudard afin de la mettre en conformité avec la loi. Il avait rappelé aux responsables du SID que, selon la loi du 15 janvier 1990,

« Dès lors qu'un doute pouvait sur-gir sur l'interprétation des différents textes en vigueur, a précisé l'Hôtel Matignon, le premier ministre a décidé qu'il convenait de ne pas recourir aux moyens audiovisuels

pour la campagne d'information du SID sur l'Europe.»

Les partisans de « non » dénoncent, de toute façon, cette campagne. Pour M. Charles Pasqua, le gouver-nement veut «bâillonner ceux qui ne sont pas d'accord avec lui» sur le traité de Maastricht, en réglementant strictement la campagne publi-citaire, notamment l'affichage com-mercial. Lors d'une rencontre avec la presse à Nice, vendredi 24 juillet, le sénateur RPR des Hauts-de-Seine a indiqué qu'il avait appris que le a indiqué qu'il avait appris que le décret d'application, préparé au ministère de l'intérieur pour l'organisation de la campagne référendaire, prévoit d'interdire toute publicité «à la minute même où le décret serait publié». « Comme la campagne organisée par le gouvernement se terminera le 6 août et que le dècret serait publié le 7 ou le 8, cela veut dire que les autres paris n'auraient aucune possibilité de faire entendre leur voix et de faire connaître leur point de vue», a souliconnaître leur point de rue », a souli-gué M. Pasqua en précisant : «Si tel était le cas, je mets d'ores et déjà le gouvernement en garde : il aura des

vons naturellement le droit de saisir le Conseil d'Etat au sujet de ce décret » L'ancien ministre de l'inté-rieur a jugé « scandaleux », de toute façon, que le gouvernement «en soit réduit à faire une compagne de publicité payée naturellement par l'argent des contribuables ».

L'Humanité du 25 juillet évoque « le scondale des financements du « oui » à Maastricht » en parlant d'une campagne « partisane aux frais de tous les contribuables, quelle que soit l'opinion de chacun ». Pour le quotidien du Parti communiste, il s'agit d'une « discrimination » en faveur des partisans du « oui ».

De son côté, M. Jean-Marie Le Pen considère que la campagne du gouvernement « rompt l'égalité démocratique face au scrutin et entache gravement la légalité de celui-ci». Le président du Front partieur qui président du Front partieur qui président du Front partieur qui président partieur qui président partieur p national, qui précise avoir écrit au président de la République, propose que «les formations politiques reçoivent une dotation budgétaire proportionnelle au nombre de voix obtenues aux dernières élections régionales ». Les problèmes politiques et économiques de l'outre-mer,

Les socialistes de la Réunion se disent abandonnés par la direction nationale du PS

tant, précise-t-il, « nous sommes une

économique totalement inexploitable, sans ressources halieutiques et sans

même disposer d'un accès direct aux eaux internationales (...). Piètinant cette sentence, les Canadiens annon-

cent leur intention de dénoncer les

cent teur intention de aenoncer les accords de pêche de 1972 et offrent à la France des quotas de pêche à peine suffisants pour l'exploitation d'un unique chalutier. Les consé-quences sont dramatiques pour les Saint-Pierrais et les Miquelonnais

dont l'unique activité productrice

vient de fermer ses portes et de licen-cier son personnel. Notre présence même en Amérique du Nord se

retrouve ainsi remise en question.»

A l'issue d'une première série de négociations, les 7 et 8 juillet, à Ottawa, le ministre des DOM-TOM,

M. Louis Le Pensec, avait dénoncé

«l'attitude intransigeante» des Cana-diens. Une nouvelle rencontre est

prévue les 27 et 28 juillet à Paris.

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Pour la première fois depuis sa création, la fédération socialiste de la Résmion n'a pas participé au demier congrès du Parti socialiste, convoqué à Bordeaux, et ses dirigeants ont décidé de manifester, dimanche 26 juillet, au cours de leur congrès fédéral, la mauvaise humeur que leur inspire le comportement des instances nationales du PS à leur égard.

pas ses mots : «Il existe, au Parti socialiste, un délégué national aux dont disposeraient aux la socialiste.

lon multiplient les démarches pour essayer de sensibiliser les pouvoirs publics et leurs concitoyens de

métropole sur les conséquences, pour la population de la collectivité territoriale d'Amérique du Nord, des

difficultés qu'ils rencontrent, auprès des autorités canadiennes, dans les

négociations en cours pour la fixa-tion des quotas de pêche français dans les eaux canadiennes à la suite

de l'arbitrage international readu le 10 juin à New-York (le Monde des 12 et 23 juin).

Les parlementaires locaux, MM. Gérard Grignon, député UDC, et Albert Pen, sénateur apparenté socialiste, maire de Saint-Pierre, accompagnés du président du conseil général, M. Marc Plantego-

nest, et du maire de Miquelon, M. Denis Detcheverry, ont été reçus, jendi 23 juillet, par le ministre des affaires étrangères, M. Roland

Dumas, qui les a assurés - ont-ils rapporté - que la France étudierait

des mesures de rétorsion contre le

Canada au cas où ces négociations

DOM-TOM (1). Nous ne l'avons vu listes réunionnais à Paris serait le mu'en une seule occasion à la Réunion. ministre des DOM-TOM, M. Louis qu'en une seule occasion à la Réunion. Depuis. Il n'y a plus de communica-tion. La dernière fois que le Parti socialiste s'est vraiment occupé de l'outre-mer, c'était avec Robert Le Foll. Nous avons l'impression, aujourd'hui, que les DOM n'existent plus pour le parti.» Or, ajoute M. Fruteau, la fédération locale a besoin d'un « relais » national pour aiguillonner le gouver-nement sur différents dossiers. Pour-

fédération comme les autres. Nous avons une situation particulière certes Maire de Saint-Benoît, premier avons une situation particulière certes secrétaire de cette fédération, et des besoins spécifiques. Je souhaite qu'ils soient mieux considérés ». Selon M. Fertagu, le seul vrai interfocuteur

Le contentieux franco-canadien sur la pêche

«La présence de la France

en Amérique du Nord est remise en question»

affirme le député de Saint-Pierre-et-Miguelon

flems) preaccupations v.

En décidant de ne pas participer au congrès national, les socialistes de la Réunion voulaient également resserrer leurs rangs, fortement tourmentés depuis les élections du 22 mars der-nier qui ont porté M. Camille Sudre à la tête du conseil régional. Leur relatif échec à ce scrutin (10,53 % des suffrages exprimés), puis la stratégic choisie par M. Fruteau de faire alliance avec le président du conseil général, M. Eric Boyer (divers droite) pour la gestion de l'assemblée départementale ont provoque quelques * remous * au sein de la fédération.

Ce malaise a été accentué quand Ce malaise à été accentule quand M. François Mitterrand à reçu, à l'Elysée, M. Sudre, le 17 juin, et, surtout, lorsqu'on à appris que le nouveau président du conseil régional prendrait comme «conseiller spécial» l'un des piliers de la fédération socialiste, M. Guy Jarnac.

Trois motions seront sournises aux congressistes le 26 juillet : l'une est soutenue par M. Fruteau, signataire de la motion Mauroy-Mermaz-Jospin au congrès de Rennes, qui propose l'émergence d'un « Front réunionnais de développement», ouvert aux diffé-rentes sensibilités locales soucieuses de « justice sociale »; la deuxième est défendue par un fabiusien, M. Jean-Yves Dalleau, ancien numéro deux de la fédération, qui pourrait, à l'occasion de ce congrès, renouer avec M. Fruteau. La troisième motion M. Fruteau. La troisteme motion émane des rocardiens conduits par un jeune avocat, M. Dominique Rivière, qui souhaite que la fédération socia-liste développe une stratégie « pour battre les représentants de la droite à l'occasion des prochaînes échéances électorales ». M. Rivière a, sans suc-cès, demandé la transformation de la fédération en « Mannement socialiste fédération en « Mannement socialiste. fédération en « Mouvement socialiste réunionnais», autonome. M. Fruteau devrait toutefois conserver son man-

(1) Depuis le congrès de Rennes, c'est à un fabiusien, M. Michel Français. qu'est échue, en principe, cette déléga-tion.

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le Monde

PUBLICITE

lacques Lesourne, présiden

Michel Cros, directeur général

15-17, rae du Colonel-Pierre-Avia

75902 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

Une pétition signée FN...

Le Front national se félicitait d'avoir réussi un bon coup l Un coup en douce, pour ne pas dire un coup dans le dos. Mais voilè, le ficelle a été découverte. C'était, il set vrai, du cordage de marine, et ce coup s'est retourné contre ses auteurs, au premier rang desquels sa trouve un commendant en retreite, M. Jacques Dore, conseiller régional d'extrême droite en Bretagne.

Dans son numéro de juillet, la revue Bateaux demandait à ses lecteurs de soutenir une « pétition des conseillers régionaux » contre les « taxes abusives » dont s'acquittent les pleisanciers. L'éditorial indiquait que ces élus du litto-ral s'étaient « concertés pour adresser une protestation commune auprès du ministère des finances » au sujet de la taxa dite de efrancisation», dont le montant faisait l'objet d'une forte majoration. La texte de la pétition était suivi de la signature de vingt et un conseillers régionaux de tous horizons géographiques, du Nord-Pas-de-Calais à la Provence-Côte-d'Azur.

3-16-

gar Jene

Commence of

See American

and the same

Name and April 1988

A STATE OF THE STA

Z. Z.77.

F By Constant

4.1 -Para and A CONTRACTOR

The second second second

lait pas, en vérité, par sa diversité politique : sans aucune exception, les pétitionnaires étaient tous membres du Front national élus aux dernières régionales i Treise étaient têtes de liste, respectivement dans le Pas-de-Calais, la Somme, la Seine-Maritime, le Calvados, les Côtes-d'Armor, le Finistère, la Loire-Atlantique, la Vendée, la Charente-Maritime, les Landes, les Pyrénées-Atlentiques, les Pyrénées-Orientales et l'Aude; cinq étaient en deuxième position dans la Manche, l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, l'Hérault, et les Alpes-Maritimes; trois figu-

Gironda, le Gard et le Var. C'est dire que M. Charles Josselin, ministre de la mer, qui accorde un entretien dans le numéro d'août de la revue Bateaux, sous-estime l'ampleur de la supercherie cuand il affirme que seulement dix signataires cappartiennent au Front national, sans compter quelques sympathi-santa parmi les autres».

Car, bien entendu, cette gros-

sière supercherie a été éventée par quelques lecteurs attentifs. Dans l'éditorial du numéro suivant, Alain Rondeau, le rédacteur en chef de la publication, s'en explique et s'en excuse auprès de ses lecteurs. Pour mieux réussir son coup, M. Dore, un proche de Jean-Merie Le Pen, qui est l'objet de toutes les attentions des dissidents du Front national, avait remis la liste des signataires de la pétition quarente-huit heures avant le «bouclage», sans préciser sa parfaite homogénéité politique, «La réception très tardive des noms des élus ne nous ayant Alain Rondeau, notre bonne foi a été abusée. »

Tout en estimant que cette pétition était justifiée, la revue Bateaux lui a donc retiré son soutien. Pour le Front national, la bilan de la manipulation apparaît totalement négatif puisque ses pétitionnaires ont ainsi été pris en lagrant délit d'abus de confiance

OLIVIER BIFFAUD

Le Monde Dans une lettre adressée au président de la République, M. Grignon écrit notamment : «La délimitation de la zone économique exclusivement française autour de Saint-Pierre-et-Miquelon par le tribunal international est un échec grave et irréversible RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : ADMINISTRATION: PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

> Edité par la SARL le Monde Derée de la société :

cent aus à compter du 10 décembre 1944

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,

Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

hageimerie de « Monde » au 12, r. M.-Gensbourg 94852 IVRY Cedex umission paritaire des journaux et publications, 2º 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

890 F

3 mais

6 mois

Le Monde TÉLÉMATIQUE

1 560 F

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM roduction interdite de tout article.

ABONNEMENTS , place Hobert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS LUXEMB_PAYS-BAS Voie normale-CEE 460 F 790 F

1 123 F

1 620 F 2 086 F 2 960 F 1 m ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce balletin accompagné de votre règiement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT Durée choisie: 3 mois 🛛 6 mois 🗓 1 an 🗍 Nom: __ Prénom : _ Adresse :_ Localité : _ Veuilles avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

LIVRES POLITIQUES

irection la mer ou la montagne, peu importe. Il s'agit de fuir la vaine attente de la reprise économique et d'oublier Maastricht et le reste. On croit rouler vers un lieu de vecances et on découvre un autre espace politique I On ne la découvre, en réalité, que si l'on se prête au ieu, non par masochisme mais par curiosité. Pour ne pes bronzer idiot. Il faut, blen sûr, trouver des guides pour sortir de la condition réductrice de vacancier ou de touriste : le jeu en vaut la peine car ces explorations-là ne sont pas moins intéressantes que les

Commençons par la montagne et sulvans Christophe Devousssoux et Richard Labévière. L'un est juriste et maire des Houches. dans la vallée de Chamonix, l'autre, journaliste à la télévision suisse romande. Dans un essai inspiré per le pays du Mont-Blanc. ils traitent de la politique de la montagne «à l'épreuve de la démocratie » et de la démocratie régénérée par la montagne. La démonstration s'effectue sur le terrain, entre le domaine skiable des Granda Montets et le plateau de Carlaveyron, avec des échappées possibles vers la Vanoise et le Val-d'Aoste. Les spectateurs sont les touristes; les acteurs sont, tour à tour, les aménageurs, les fonctionnaires, les élus, les gouvernants, les résidents secondaires et les écologistes primaires et, on affait les oublier (c'est le fil conducteur de cet essai), les montagnards.

on est passé de la période du tout-tourisme (1960-1970) à une l nos jours. Deux volumes repren-

Vues sur la mer et la montagne

phase de repli fondée sur une | nent les actes d'un colloque orgaréglementation draconienne du développement en montagne. En 1985, une nouvelle cloi montagne » laisse espérer que s'affirmera une vision de l'autodéveloppement des régions concernées mais, selon nos guides, les bonnes intentions ne devaient pas résister su découpage artificiel du territoire en massifs montagneux et aux procédures illustrant davantage « un émiettement du pouvoir central qu'une véritable redistribution au bénéfice des acteurs ».

ils déplorant que les régions de montagne n'alent pas pu, comme en Suisse, se déterminer ellesmêmes et élaborer leur propre politique. Cale conduit les auteurs à justifier le revendication d'appartenanca à la région Savole, alors que cette ancienne province est actuellement diluée dans Rhône-Alpes, et à préconiser autour du Mont-Blanc une coopération transfrontsfière. S'ils veulent « décolonisera la montagne, c'est pour la rendre aux montagnards qui, dans le cadre d'une démocratie plus participative que représentative. leur paraissent autant, sinon plus, compétents que l'administration ou les écologistes ignorant tout « des contraintes et des nécessités des économies montagnerdes ».

Côté mer, maintenant. C'est toute une équipe de pilotes qui se met à notre disposition. Le terrain d'observation choisi est le Languedoc-Roussillon, dans ses rapports avec la mer des origines à

nisé à Sète, sous la direction de Jean Rieucau, géographe, et Gérard Cholvy, historien. Cette somme d'études ponctuelles redonne à ce mince littoral de sable et de soieil une épaisseur historique et humaine qu'on pouvait côtoyer sans le soupçonner. L'exploitation des étangs, la

pêcha côtière, l'édification des ports, le commerce maritime depuis l'Antiquité et les Croisades, les ouvrages de défense, la construction navale, la formation des dunes et des lidos, le monopole de la vigne et le grande mutation touristique des années 60, ces thèmes et bien d'autres trouvent dans ce travail collectif de savantes illustrations. Las étanos de Palavas y sont traités avec la même attention que les peintres sétois, la chasse à l'eau en Petite Camargue ou les amphores vinaires transportées par un navire marchand du premier siècle avant notre ère, naufragé dens la rade de Port-Vandres.

De cette somme, on retiendra les manifestations de ce que Jean Rieucau appelle «une nouvelle maritimité». Le géographe distin-gue deux catégories de néo-marins : d'une part, les nouveaux producteurs de ressources rivantes (pêcheurs, aquaculteurs, conchyliculteurs marins), d'autre part, de nouveaux hommes de mer-plaisanciers. La néo-maritiminá s'appule aussi sur l'explosion des activités récréatives (ski nautique, véliplanchisme, nautisme plaisancier), ainsi que sur la créa-

tion des ports artificiels et marinas. qui, peu à peu, trouvent une identité propre, et sur l'aménagement d'ensembles résidentiels axés sur la mer. « Un dense maillage de la côte par les ports de plaisance contribue à rendre cette région exemplaire pour étudier cette mutation symbolisée par l'héliotropisme et le nautisme », souligne Jean Rieuceu.

La néo-maritimité relance cer-

tains aspects de la culture traditionnelle (fêtes marines, joutes) et se prête à une récupération médiatique dont usent et, parfois, abusent les campagnes de promotion des stations balnéaires et des villes littorales. A telle enseigne que, là où la mer s'est retirée, depuis des siècles, on tente de la réintroduire dans le paysage avec des infrastructures marines créées de toutes pièces. «La force de représentation de la mer Méditerranée demeure si forte», note Brigitta Simon dans sa contribution. que la tentation est de la mettre en scène « comme un décor paysager». Jean Rieucau s'interroge - et nous avac - sur l'acculturation maritime qui découle de toutes cas transformations. A méditer in situ, les pieds dans l'eau et la tête à l'ombre.

Duel aux sommets. La montagne à l'épreuve de la démo-cratie, de Christophe Devousssoux et Richard Labévière. Syros, 189 pages, 95 F.

Le Languedoc, le Roussillon et le mer des origines à la fin du XX siècle, sous la direction de Jean Rieucau et de Gérard Cholvy. L'Harmattan, deux volumes, 312 et 412 pages, 360 F.

pour notre pays et sa diplomatie. La France n'obtient même pas un cin-quième de la superficie à laquelle elle ANDRÉ LAURENS

M. Hervé remonte alors au mois de février 1985, lorsque le conseil d'administration du CNTS démissionna brutalement le professeur sionna ortitalement le professeur Jacques Ruffié au terme de sept semaines de mandat... « Voilà la toile de fond, monsieur le Président, a indiqué l'ancien ministre. Le pro-fesseur Ruffié avait formulé des accu-sations sur la qualité des prodults sanguins et je l'avais reçu le lende-main. Seul le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, l'avait soutenu au conseil d'adminisl'avait soutenu au conseil d'adminis tration. Dans ces conditions, des le Il mars, nous avons commande un rapport à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) avec des demandes très précises.

M. Hervé indique au tribunal la nission confiée à l'IGAS : « Premièrement, une enquête sur l'état finan-cier du CNTS, deuxièmement des cier du CNTS, deuxièmement des propositions sur la réforme de la transfusion sanguine et troisièmement, c'est le principal, une recherche sur la qualité des produits sanguins. Or ce rapport, qui m'est remis en juillet 1985, déclare que la qualité des produits sanguins du CNTS est bonne, meilleure même qu'en 1980... D'autre part, je sais qu'un prérapport a été adressé au professeur Ruffié et qu'il ne l'a pas contesté. Ainsi, à aucun moment, entre mass et juillet. aucun mament, entre mars et juillet, je n'ai reçu d'autres informations.»

Sous les sifflets

Le substitut du procureur pro-longe sa question : « Vous déclarez avoir été informé de la contamina-tion par le virus du sida des concen-trés destinés aux hémophiles le 20 juin. Par l'intermédiaire de qui le

 Des dix-sept membres de la Commission consultative de la trans-fusion sanguine. Ils venaient d'adopter à l'unanimité une position en faveur de ce qu'on va appeler la phase transitoire : fournir pendant queiques temps des produits non chauffès et des produits chauffès pour éviter toute rupture dans la distribution. Les experts ne présentaient aucune alternative. J'insiste sur le caractère unanime de la CCTS.»

Le seul moyen de lutter contre la contamination des concentrés san-guins étant le chauffage, Mª Ber-nard-Requin interroge M. Hervé sur les contacts qu'il entretenait avec le professeur Jacques Roux, alors directeur général de la santé: «Avez-vous évoqué avec tui ce problème du chauffage des lots contaminés?

- Je ne me souviens pas d'avoir aborde ce genre de sujet, répond

- Non, je suis convaincu que nous

Aux marches

du Palais

Aux alentours du Palais de

justice, on se presse, vendredi 24 juillet, pour assister à l'audience. Les plus bruyents sont les militants d'Act-Up, une association de lutte contre le sida. La vingtaine de manifestants cherche à faire entendre ses slogans vers les fenêtres ouvertes de la salle du procès, à l'étage. Pour eux, pas question d'avancer davantage : six cars de CRS sont prêts à intervenir. C'est de l'autre côté des barrières et des forces de l'ordre

que photographes et cameramen attendent l'arrivée des anciens ministres. M. Edmond Hervé et Mr Georgina Dufoix entrent à pied sous le porche. L'ancien ministre des affaires sociales salue la presse d'un petit geste de la main. Convoqué plus tard, M. Laurent Fabius choisit au contraire de ne pas descendre de sa volture, pour mieux échapper aux objectifs. A l'intérieur du Palais, d'autres barrières interdisent les

aborda de la salle des témoins. Le public, trop nombreux, est refoulé dans un veste vestibule, d'où il ne peut spercevoir qu'une partie du procès. Debout, une soissantaine de personnes expriment leur désanprobation, mais se résignent. Dans les couloirs, deux jeunes

femmes blondes distribuent des tracts non signés. Un gendarme répète inlassablement qu'il faut téléphoner au rez-de-chaussée. Des équipes de télévision se communiquent des renseignements par talkie-walkie. Le «procès du sang» a parfois des

le joug des doctrines kannennes.

cise ce sujet, rétorque M. Hervé. Sur fond de murmures et de pro-

testations, de remarques incrédules du public, l'ancien secrétaire d'Etat, durant deux heures, va être contraint de revenir sur la question du chauffage et sur le fonctionneou chairrage et sur le tonctionne-ment de son ministère. «Il n'y a pas eu de débat sur le chauffage en ce qui me concerne, explique M. Hervé. C'est un sujet d'experts et je ne prends jamais de décisions qui aillent à l'encontre de l'unanimité des experts. Nous n'intervenons pas. Nous comprenons que cette question est liée à la généralisation du dépis-tage du sida »

M's Eveline Meyer, l'un des conseils du professeur Roux, fait observer au témoin qu'il a reçu des notes, dont celle du docteur Jean-Baptiste Brunet l'informant, le 12 mars, de la contamination des lots de sang. « Je veux être clair, s'écrie M. Hervé. Jamais je n'ai reçu

cette note! Tout le monde reconnait que les autorités ministérielles étaient infor-

autorites ministerieties étaient infor-mées, reprend l'avocat. Le tribunal administratif l'Indique.

- Monsieur le Président, j'ai juré de dire la vérité, lance M. Hervé interrompu par le public. Je n'ai jamais eu connaissance de cette

Longuement interrogé par les avo-cats du docteur Michel Garretta, Mª Xavier Charvet et François Morette, l'ancien ministre répond d'une voix de plus en plus forte et tendue, le corps immobile face au tribunal. « Je ne suis jamais inter-venu dans les choix médicaux et éthiaues scande-t-il. Je me l'interdis venu dans les choix medicaix et éthiques, scande-t-îl. Je me l'interdis. Et je ne me suis jamais opposé à l'importation de produits chauffés. Qui pouvait interdire des importa-tions? Chaque centre de transfusion sanguine est indépendant. Chaque centre hospitalier est libre d'acheter ce qu'il veut. C'est la règle de la concurrence »

A ce moment, le docteur Jean-Pierre Allain, inculpé, assis à 1 mètre de M. Hervé, se penche pour mieux voir le témoin. Une par-tie de sa défense repose sur le fait qu'il ne pouvait importer de pro-duits chauffés pour les hémophiles en 1984 et durant le premier semes-tre 1985.

Concernant le dépistage du sida, M. Hervé note que la France fut un des premiers pays à le généraliser. Un avocat lui demande alors ce qu'il connaissait du virus. « Que c'est une maladie rare, que nous savons imbrerible le consis en ce moment. irréversible. Je revois... en ce moment l'un de mes amis mort...» Une houle parcourt le public. Le président Jean-Louis Mazières intime le silence. « Mais la séropositivité, alors, reste un stade insaisissable, comme l'image d'une maladie passée. » Comme le témoin est à nouveau contreté, il reprend : «Je me réfère à un rapport de 1985 du Comité d'éthique. A l'époque, on disait que 10 % des séropositifs pouvaient déve-lopper un sida. A la mi-1985, on précisait «dans un délai de trois à incessit «dans un délai de trois à

Les explications de M= Dufoix

Mª Morette interroge : «A partir de quel danger réussit-on à gagner l'altitude à iaqueile se situe un ministre? Que faut-il faire pour arriver à saisir d'un problème d'ampleur nationale un homme politique qui a postulé à cette responsabilité?» La main crispée sur son micro, M. Hervé lance: «Cette formulation est Inad-missible! – Non, aimable, rétorque l'avocat. – Nous sommes allés très vite. – Vous ne répondez pas! – Si!» C'est dans cette ambiance électri-

que, alors que le témoin, parfois en position inconfortable, a été mal-mené et par le public et par certains avocats, que cette déposition de plus de deux heures s'achève sous les sifflets. A l'instant même où l'ancien secrétaire d'Etat à la santé quitte le prétoire, Me Eric Dupond-Moretti (Lille) clame sous les applaudisse-ments qu'il déposera au début de la semaine prochaine une plainte devant la Haute cour de justice con-tre MM. Hervé, Laurent Fabius et M= Georgina Dufoix.

Précisément, l'huissier fait entrer M= Dufoix. Il est 18 h 05. L'ancien ministre des affaires sociales avance vers la barre, fixant sur son visage un demi-sourire tendu. Elle pose devant elle, sur une petite table en formica, un mince dossier et une paire de lunettes. A son tour, durant près de deux heures - tandis que l'on entend par vagues les siogans des militants de l'association Act-Up («Sida, les politiques savaient, ils ont assassiné!») – elie va s'efforcer de

faire face aux attaques. Dès les premières questions du substitut, Ma Dufoix circonscrit, sinon son rôle, du moins les infor-

mations dont elle se souvient avoir

bénéficié: «Je n'al pas été avisée de la contamination des produits san-guins du CNTS. Je n'ai pas été infor-mée dans ces termes, mais je savais qu'il y avait un danger. L'essentiel de mon information provient d'une note du 12 juillet 1985, qui me signale que le dépistage obligatoire n'est pas suffisant, qu'il faut en plus un traite-ment, le chauffage.»

M™ Bernard-Requin demande alors : « A-t-il été demandé au témoin une interdiction des produits dangereux? – Non, cela ne m'a jamais été demandé. En réalité, je devais préparer l'augmentation du devius preparer l'augmentation du prix des produits sanguins pour faire face aux coûts des tests et du chauf-fage. Voilà les deux mesures qu' me sont demandées le 12 juillet. Il m'est aussi proposé dans cette note d'orga-niser le début du dépistage pour le le octobre. Et je ramène cette date

refusé que l'on réserve 50 % du mar-ché à l'Institut Pasteur. Notre déci-sion n'a pas été liée à l'argent. Je peux rous le dire sous serment! Je sais que cela a été insinué. Quand j'ai entendu cela, je me suis sentie blessée dans mon honneur de ministre. Mais naturellement, on ne peut pas dépenser des millions de francs, des milliands de centimes sans mon-ter un dossier, expliquer précisément ce que l'on va faire de cet argent.

Me Sabine Paugam, qui s'appuie sur un entretien paru dans la presse en 1985, fait valoir que l'on savait en juillet-août 1985 le danger mortel des concentrés non chauffés destinés aux hémophiles. « Mais si j'avais su, répond M™ Dufoix, si tous les acteux de ce drame sanitaire avaient acteurs de ce drame sanitaire avaient su, il est bien évident que nous aurions dit dans l'instant : Arrêtez tout! Comment peut-on imaginer

sance. Là où je n'ai pas èté informé, je n'ai rien pu faire.»

M. Fabius développe alors son M. Fabius développe alors son propos: « C'est au mois de mai 1985 que j'ai été saisi du problème du dépistage. Il y a eu une réunion interministérielle le 9 mai sur ce sujet. Peut-être faut-il dire d'un mot comment fonctionne Malignon. Il y a un peu plus d'un millier de réunions interministérielles par an. Le professeur François Gros, qui était mon conseiller scientifique, a présidé cette réunion, et c'est probablement à la mi-mai que j'ai eu connaissance la mi-mai que j'ai eu connaissance des éléments de la discussion. Cette question soulevait beaucoup d'interroquestion soulevait beaucoup a interro-gations et de réticences. Il y avait des questions médicales qui paraissent maintenant claires et qui à l'époque ne l'étaient pas. Des questions d'éthi-que aussi, et des questions indus-trielles. Je n'ai pas tenu compte de

contrairement à l'avis de beaucoup. Et je voudrais dire ceci, qui est peut-être l'essentiel même si c'est bref; nous sommes confrontés à un drame national d'une ampleur considérable. Personne, je dis bien personne, ne peut s'en exonèrer, pas même ceux qui oni agi comme il faut.» AX: 44.22

MORATION

agriculture in

1426 - 400 - 450

ESONS

1.447

Strain Control

Service Control

I de to

Me Nicole Dreyfus va alors mul-tiplier les questions afin de savoir si M. Fabius n'a tout de même pas été mis au courant du problème du chauffage, et la réponse sera inva-riablement négative. Me Charvet riablement négative. Mª Charvet intervient du coup sous un autre angle : « Je suis tout à fait prêt à croire qu'un premier ministre ne soit pas au courant d'un problème aussi technique. Mais n'est-ce pas au ministre de la santé d'informer les utilisateurs et les médecins? » L'ancien premier ministre répond : « On s'est même étonné que le premier ministre prenne la tête de la croisière... pardon, de la croisade antisida. Si cette objection a été faite, c'est qu'on n'attend pas qu'il intervienne dans un domaine aussi scientifique. Comme chacun de nous, je me suis posé la question lancinante : pourquoi le problème du chauffage n'a-t-il pas été porté à notre connaissance? »

Les témoignages des conseillers ministériels

« Ce dossier était particulièrement verrouillé »

L'audience consacrés sux anciens ministres fut aussi celle des anciens conseillers ministériels. Au point de transformer, durant douze heures, le prétoire de la 16 chambre correctionnelle en un amphithéâtre de sciences politiques. Ainsi a-t-on appris beaucoup de choses sur le rituel des réunions interministérielles de Matignon et sur l'évidente propension des notes rédigées par les conseillers à ne jamais parvenir iusou'aux ministres...

Mais, plus profondément, MM. François Gros, professeur au NIM. François Gros, proesseur au Collège de France et enclen conseiller scientifique de M. Laurent Fabius, Patrick Baudry, ancien conseiller de Mr Dufoix, et la docteur Claude Welsselberg, projen conseiller de M. Herué ancien conseiller de M. Hervé, sont apparus comme des hommes sincères. Les deux premiers conseillers ont été formels et ont assuré ne s'être occupés que de la généralisation du dépis-tage du sida.

Ainsi, M. François Gros, acien-tifique de réputation internationale, a-t-il indiqué : « Je suis absolu ment formel sur un point ; je n'ai pas été informé de la contemina-tion potentielle des plasmas ni des produits non chauffés, si ce n'est assez tard, en juin. Aucun document sur le chauffage pour mactiver le virus ne m'e été transmis. » Initiateur de la réunion Inter-ministérielle du 9 mai 1985, le conseller de Matignon, a en revanche, accéléré la mise en place du dépistaga du sida : «Je ne vois pas très bien comment nous aurions pu aller besuccup plus vite », a-t-il déclaré.

S'expriment très calmement, le professeur Gros n'a cependant

au le août. Ce sera mon action et j'ai l'impression que c'est pháôt posi-M. Nicole Dreyfus, conseil du

M. Nicole Dreyfus, conseil du professeur Roux, interroge: « Pourquoi aborde-t-on seulement la question du dépistage lors des réunions interministérielles? — C'est un fait, répond M. Dufoix. Le professeur Roux pourrait répondre à cette question. Pour moi, la mesure essentielle fui le dépistage. Le chauffage des concentrés sanguins représentait à l'époque une mesure d'accompagnement nécessaire pour que l'ensemble de notre dispositif soit complet. »

L'ancien ministre des affaires L'ancien ministre des affaires

sociales explique alors longuement ce que fut le contexte de l'époque. « Lorsque la décision de rendre le « Lorsque la décision de rendre le dépistage obligatoire a été prise, ma réaction a été: que va-t-on dire aux donneurs qui se révèleront positifs? On m'a répondu: cela signifiera qu'ils sont peut-être protégés de la maladie, peut-être infectés... Il y avait beaucoup d'incertitudes, des inconnues. Mais ma perception du danger était réelle. Pour mol, juillet a été marqué par la peur de manquer de sang en France. On m'a demandé d'en donner pour prouver qu'on ne risquait pas d'attraper le sida. J'ai été à la Salpêtrière. Si j'en ai un souvenir si marquant, c'est que ce souvenir si marquant, c'est que ce geste ne m'a pas été agréable...»

« Nous étions DOTTORIX N

Des exclamations interrompent M. Dufoix, qui reprend : « Non pas que je n'aime pas donner mon sang. mais pas devant les caméras. C'est une question de pudeur qui s'attache à ce don...» Me Morette, défenseur du docteur Garretta: «N'avez-vous pas discuté de la contamination des lots sanguins? - Nous avons discuté du dépis-

- Sa mise en place n'a-t-elle pas été freinée en raison de considérations financières?

- Cela ne correspond pas à ce que j'ai vècu. Je peux vous dire que j'ai

drame de l'affaire du sang conta-miné : «il est évident que s'il y a eu un retard et des morts... Vous imaginez dans qual état moral je me trouve. » Dans un tout autre style, M. Patrick Baudry, chargé en 1985 du dossier assurance-maladie au cabinet de M= Dufoix, a pris plaisir à reconter comment il avait géré la mise en place finan-cière du dépistage du side.

Révélant l'existence d'une note en date du 12 juillet 1985, M. Baudry a expliqué que son ministère avait eu le choix entre deux possibilités. Un premier projet proposait que « le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) soit au cœur du dispositifs grace à un système conven-tionnel avec un prix d'appel pour le test du side fixé à 24 francs. Le second projet leissait « libres les prix du marché » selsissent le test 15 france l'unité à 15 francs l'unité.

« Noas étions dans le brouillard»

C'est ce dernier qui fut retenu par le ministère des affaires sociales, et M. Baudry se félicita, comme dans l'après-midi M= Dufoix, d'avoir imposé la généralisation du dépistage à par-tir du 1" août au lieu du 1" octo-bre, date initialement fixée. « Très franchement, je n'al pas honte de ce que j'al faits, conclut M. Bau-dry. C'était à se demander si les avostes de la défense avalent fait cites le shorte conseiller. citer le «bon» conseiller.

Le témoignage du docteur Claude Weisselberg, qui fut conseiller technique de M. Edmond Hervé, fut plus long et douloureux. Situé au point de passage obligé de toute l'information que des gens normaix, et nous étions

normaux, réagissent autrement... - Çe qui manguait au têmoln pour bouger, c'est la certitude que les lots étaient infectés à 100 %, commente M. Paugam.

- Si la mesure n'a pas été prise c'est qu'elle n'a pas été proposée. Et je n'avais pas les compétences techni-ques pour en décider. Hélas! la connaissance de 1985 n'était pas celle d'aujourd'hui et cela fait du mai Ainsi se termine la déposition de

M= Dufoix, alors que le prétoire s'est transformé en serre. Tandis que l'ancien ministre sort, accompag de quelques quolibets, on sent une fatigue générale gagner et le public et les avocats. Il est 19 h 40 et le tribunal siège depuis 9 h 30, ayant seulement observé une suspension de trois quarts d'heure.

Le témoignage de M. Fabins

Le président Mazières demande que l'huissier fasse entrer M. Fabius, premier secrétaire du Parti sociaiste. Une rumeur hostile l'accueille, aussitôt interrompue par le tribunal "On se tait, s'il vous plait!" L'an-cien premier ministre est veau sans dossier, si ce n'est deux feuillets glis-sés dans la poche droite de son complet gris. Face au président Mazières, il jure de dire la vérité, toute la vérité. Et avant de répondre aux pre-mières questions, M. Fabius, très

caime, intervient par quelques mots: « On comprendra, j'en suis sur, que je veuille m'incliner devant la douleur des victimes et de leurs familles. » Des parents d'hémophiles familles. » Des parents d'hémop crient leur refus de cette compas-sion. Mais tout de suite, l'ancien premier ministre répond aux questions de Me Maryse Joissains (Aix-en-Provence), partie civile : « Pour ce qui concerne le dépistage, j'ai été informé et j'ai pris des mesures. Sur le problème du chauffage des pro-duits sanguins, je dois dire que cela n'est jamais venu à ma connais-

ministère et son ministre, il ne fut visiblement pas saisi assez rapidement de la contamination des concentrés destinés aux hémo-

«Si j'avais un sentiment, c'était que ce dossier était particulière-ment verrouillé, dit-il au tribunal. Nous étions dans le contexte d'un sujet largement traité par des experts comme caux de la com-mission consultative de la transfusion sanguine. D'autre part, une enquête de l'IGAS était en cours de réalisation.»

De toute évidence accablé par le drame des hémophiles, la docteur Weisselberg a indiqué : «Des années après, on est effrayé. Mais, à l'époque, on était dans le brouillard. C'est assez facile d'être clairvoyant a posteriori. Je n'al pas compris plus que les autres. Pardonnez-moi l'a Finalement, le conseiller avisera son ministre en juin de ce que «tous les lots sont contaminés». Mais les pro-duits non chauffés resteront rem-boursés per la sécurité sociale jus-

gu'au 1º octobre. «Je ralsonne alors en médecin, a déclaré le docteur Weissalberg. Si on est sûr qu'une personne ve mourir faute d'un produit, il faut lui donner le produit, même dangereux, » Pour le maiheur de la petite communeuté des hémophiles, personne - ni les médecins prescripteurs, ni les experts de la transfusion - ne frappera à la porte du doctaur pour lui dire qu'il est possible d'importer messivement des produits chauffés pendant cette

L. G.

ces réticences, et dès que les élèments scientifiques nécessaires ont été réu-nis, j'ai décidé que le dépistage serait obligatoire. C'est une décision que j'assume.»

Progressivement, un silence total, strentif, s'est installé dans la salle d'audience. M. Fabius continue: «Le 19 juin, j'ai annoncé cette décision à l'Assemblée nationale. Si l'on se reporte aux réactions de l'époque, cela fut accueill positivement, avec tout de même – ce qui falt réfléchir... – quelques réactions d'op-position : «Il aurait fallu davantage de consultations, il surait fallu...» Je voudrais faire simplement une remarque qui vaut pour tout ce que je dirai ce soir. Aujourd'hui, avec le recul, avec ce qui est désormais connu, avec ce qui est désormais connu, avec ce procès hi-mème, on sait beaucoup de choses. On peut donc être tenté de répondre avec les connaissances d'aujourd'hui. En juin 1985, j'ai pris une décision avec une intuition très bret une décision conintuition très forte, une décision con-tre ce que beaucoup recomman-

Debout, en retrait par rapport à la barre, le micro dans la main droite, l'ancien premier ministre ponctue ses déclarations avec la main ses déclarations avec la main ganche: «Si l'avais subordonné ma décision à des critères financiers, peut-être aurait-elle été reportée. Mais il s'agissait d'une affaire de grande urgence. J'ai été à l'Assemblée le 19 juin, le décret a été signé le 23 juillet et la décision a été effective le 1= août. Quand on connaît l'administration... La France s'est travèse en avancer à l'Al. trouvée en avance par rapport à l'Al-lemagne, la Suisse, la Grande-Brelagne, l'Espagne.»

Mª Joissains reprend: « C'est extrêmement grave pour un premier ministre de n'être pas au courant du problème du chauffage et des hémo-philes. On a beaucoup cité à l'occasion de ce procès la formule « respon-sable mais pas coupable». Etes-vous ni l'un ni l'autre ou les deux à la

J'ai essayé de dire que j'avais pris mes responsabilités, réagit M. Fabius. J'ai décidé le dépistage

Quelques traits cinglants

Et M. Fabius continue : « Dans son rapport, l'inspecteur général Lucas passe en revue un certain nombre d'hypothèses, sans trancher. Je dirais : ou bien les autorités de la Je dirais : ou tien les autorites de la transfusion sanguine sont autonomes et elles sont alors responsables, ou bien elles dépendent de l'Etat. Encore faut-il qu'elles dépendent vraiment de hui... Je pense qu'on s'est trouvé dans une situation intermédiaire. Et c'est pourquoi une réforme de la transfu-tion transfusion qui expire surfament. sion sanguine, qui arrive seulement maintenant, était indispensable pour dissocier la gestion et l'évaluation, le

Mr Charvet intervient à nouveau :
« La SEITA ou le ministère de la santé exigent que la mention « Nuit gravement à la santé» figure sur les paquets de cigarettes. Ne pensez-vous pas qu'il était de la responsabilité du secrétariat d'Etat d'imposer un étiquetage particulier sur les produits non chauffes?

- Monsieur le Président, je crois que ceux qui avaient connaissance de cette dangerosité devaient faire passer la protection de la vie avant toute autre chose», réplique M. Pabius.

Tout su long de l'audience, la piu-part des questions se sont singulière-ment émoussées. La chaleur aidant, deux ou trois personnes doivent quitter le prétoire – un avocat est même victime d'un malaise. D'autres deviennent agressifs et un échange assez vif, sur un sujet essez flou, oppose le ministère public à la défense du docteur Garretta. «Soyez devant le premier ministre », inter-vient le président. A plusieurs reprises, M. Fabius

répond par des traits cingiants. Ainsi, lorsque M. Morette demande au témoin ce qu'il a voulu dire en déclarant au début de sa déposition que personne ne saurait s'exonérer de toute responsabilité, l'ancien pre-mier ministre, sans se retourner, assène froidement : «Je crains qu'il y ait beaucoup d'autres choses qui vous alent échappé.» Après une heure et dix minutes,

tout semble donc dit. Aussi le pré-sident Mazières coupe-t-il court à un jeu de questions-réponses largement époisé: «Le tribunal vous remercie, monsieur le Premier ministre, de notre témoignage. » Il est 20 h 50. Et M. Fabius, après une hésitation, sort du prétoire par la porte des témoias sans que le public manifeste d'hosti-LAURENT GREUSAMER

C L'Hemanité: « dérisoire». -Dans l'éditorial de l'Humanité du
samedi 25 juillet, Claude Cabanes
commente les témoignages de
MM. Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix en jugeant « dérisolre » le fait que « les membres du gouvernement qui avaient en charge le destin de la avaient en charge le destin de la santé publique » aient cherché, seloa lui, à « se réfugier derrière les arguments de l'ignorance autoproclamée, de l'opacité technique, de la complexité des rouages administratifs pour rejeter sur d'autres le poids terrible du drame. » Il dénonce également « la véritable politique qui est à la source de la transmission du virus du sida pendant près de deux ans à des receveurs sans défense. Une polidu sida pendant pres de deux ans u des receveurs sans défense. Une poli-tique dont l'argent est le nerf. » Le rédacteur en chef du quotidien com-muniste ajoute : « Le marché et les affaires ont pris leur part de la logi-que de mort (...). Le gouvernement avait mis en œuvre un plan d'écono-mie sur les dépenses de santé. Le sida n'était pas prévu au proin f**erse**

THE WHEN THE THE PARTY OF

the same with the same of

THE PARTY NAME OF

-

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE ---The same of the sa I'M SO IN STREET IN THE

To the same the same The second secon

The second second

-

REPÈRES

que le système mesurant le niveau d'eau dens le cœur du réacteur

indiquait un niveau supérieur au

une fuite importante du liquide

Par ailleurs, la Commission

nationale de réglementation de l'énergie nucléaire américaine

(NRC) a damandé aux exploitants

des centrales de vérifier, et éven-

tuellement de remplacer, le sys-

tème d'isolation thermique des

câbles électriques qui équipe 87 des quelque 110 réacteurs

nucléaires en fonctionnement dans le pays. Ce système, baptisé « Thermo Lag », ne satisferait pas

aux règles de sûreté qui exigent une résistance au feu de deux

heures au moins. - (AFP.)

INTÉGRATION

révise à la baisse

à France Plus

les subventions accordées

A la suite des irrégularités

constatées dans la gestion des comptes de France Plus (le Monde

du 9 juillet), le conseil d'adminis-

tration du Fonds d'action sociale pour les immigres et leurs familles

solde des subventions 1990 et 1997's Yestociation ou avait été fondée en 1965 pour favoriser la participation civique des jeunes

issus de l'immigration. Selon le

FAS, «l'audit réalisé sur les

comptes de France Plus, de même

qua l'ensemble des pièces disponi-bles, font apparaître sur les exer-cices 90 et 91 que 10 % des

dépenses ne peuvent pas être jus-

tifiées à partir des objectifs

approuvés par la FAS». L'audit réalisé aveit évoqué la présentation par l'association de frais de mis-

sion exagérés. Le FAS a d'autre

part décidé de limiter son

concours pour 1992 au quart de la

subvention demandés - soit

450 000 francs.

RELIGIONS

Décès

(FAS) a décidé de ne pas va

Le FAS

100

27 1975

NUCLÉAIRE

dans des centrales

Problèmes de sécurité

américaines

agraphic State 4-1-6

A transfer of the

10 4 800 per

March 1998 St. Co.

المادية الرويجيون

فالطهد مبيعوز

garde of grant the se

 $\hat{\xi}_{ij} = e^2 \exp \frac{i}{2\pi} \left(e^{ij} e^{i\hat{k}_i \cdot \hat{k}_j} \right)$

Service of the servic

Section 12 ch as

14. ... 13 Pm

A Property of the

y - 2000 - 100 - 100

ME 14 . 1 4 - 15 L

Se to Summer

A STATE OF THE STA

....

- The second of the second

The second second

and the same

7 "

375 975 7

Service Services

A Section

troisième marche

En terminant à 40 secondes d'un impérial Miguel Indurain. vainqueur, vendredi 24 iuillet. d'un contre-la-montre de 64 kilomètres entre Tours et Blois La plupart des trente-six réac-teurs nucléaires américains General (à la moyenne record de 52,349 Electric à sau bouillante pourraient km/h), l'Italien Gianni Bugno êtra touchés par le fonctionnement défectueux d'un système d'alarma (Gatorade) termine en beauté un Tour dans lequel il n'avait guère important, a annoncé, vandredi 24 juliet, le commission de régle-mentation de l'énergie nucléaire brillé jusqu'alors. Au classement général, l'Espagnol Indurain aug-(NRC). Lors d'un arrêt normal de maintenance, début juillet, à la cantrale de Millatone (Connecticut), mente son avance sur l'Italien Chiappucci, tandis que Bugno s'adjuge la troisième place, reléles techniciens se sont sperçus guant Hampsten et Lino aux 4 et 5. places. Des positions que devraient confirmer les deux demières étapes, avant l'arrivée, niveau réel. Ce défaut pourrait dimanche 26 juillet, sur les avoir des conséquences dramati-ques en ces d'incident impliquant Champs-Elysées.

BI OIS

de notre envoyé spécial

C'est la fable d'un champion du monde, l'Italien Gianni Bugno, qui se présente devant le podium. « J'ai tout sacrifié pour lui, explique-t-il au gardien, y compris une invitation en Italie au très select Giro. » Il demande donc à s'installer sur la plus haute marche, celle d'où la vue sur l'avenir est, évidemment, la plus belle. « Désolé, répond le gardien, mais cette marche est occupée par un Espagnol de grande classe, Miguel Indurain, houtuit des suites roydes.». Le podium du Tour, l'Espagnol en a découvert les charmes, l'êté deraier, et il avait très vite exprimé son désir d'y séjourner de nouveau cette année. Il avait d'ailleurs déposé des arrises dès le 4 juillet, lors d'un prologue disputé à Saint-Sébastien, dans son pays. Une réservation qu'il son pays. Une réservation qu'il devait confirmer à Luxembourg, à l'occasion d'un étincelant contre-la-montre individuel. Installé sur cette première marche depuis l'arrivée à Sestrières, le 18 juillet, sa majesté Indurain a clairement lassé entendre

qu'elle comptait occuper les lieux jus-qu'à son sacre parisien. « Qu'à cela ne tienne, commenta sion, de sa visière. monsieur Bugno, je me contenterai de votre deuxième marche, celle que l'occupais déjà l'an dernier.

j'occupais déjà l'an dernier.

- Vous n'avez vraiment pas de chance, s'exclama le gardien, car elle est occupée depuis le 18 juillet par l'un de vos compatriotes, vous savez, ce bon monsieur Claudio Chiappucci, qui campait sur la troislème marche l'an dernier et qui a souhaité, cette année, après avoir caracolé de col en col, prendre un peu de hauteur. Et, cette place, il entend bien la conserva jusqu'à Paris, à défaut de pouvoir briguer, cette fois encore, la plus haute.»

Inacceptable camouflet

« Alors va pour la troisième, ron-chonna le champion du monde qui tenait manifestement à une place sur tenait manifestement à une place sur le podium. «Mais mon pauvre monsieur, s'exclama, visiblement embarmasé. le gardien, celle-là est investie par un dénommé Andrew Hampsten, un Amèricain qui, depuis sa victoire à l'Alpe-d'Huez, le 19 juillet, a pris des goûts de luxe. Sans parier d'un autre jeune, Français cetui-là, Pascal Lino, qui, ayant goûté inopinément, dix jours durant, au confort de la première marche, s'est mis à gamberger et se verrait très bien finir le Tour sur le podium, même à l'étage le plus bas.»

Pour le tacitume mais fier Bugno, l'affaire prenaît des allures d'inaccep-table camouflet. Passait encore de s'incliner devant un roi de France et de Navarre, ou de s'effacer, momentavente, de de senatet, inditen-tanément, devant un aigle lombard. Mais pas question, en revanche, d'en rabattre ainsi, sans combattre, devant un kid du Colorado expatrié en Suisse, ou un coquelet breton! On Suisse, ou un coqueiet breton! On décida donc que les prétendants à la troisième marche s'affronteraient dans un tournoi de 64 km, entre Tours et Blois. Combat à armes égales, bien entendu : coursiers profilés, roues lenticulaires ou à bâtons, heaumes aérodynamiques, encore

que l'Américain soit resté fidèle à une casquette, délestée, pour l'occa-

D'entrée, on nota que le damoiseau tricolore arborait son visage des mauvais jours. De fait, l'affaire fut vite expédiée, le champion du monde aspirant comme un spaghetti le faible écart qui le séparait du chevalier à la triste figure. En joue des le quin-zième kilomètre, le Français était estoqué au trentième, son retard final s'établissant à 4 min 35 s. L'Américain devait se montrer plus coriace, son avance initiale n'étant réduite à néant qu'au quarante-sixième kilomètre, avec, à l'arrivée, une «ardoise» de 4 min 53 s. Le podium ne faisant pas crédit, il pliait bagage dans la marche sur laquelle s'installait aussitôt un champion du monde en état de grâce. Pendant plus des deux tiers de la course, ne s'était-il pas permis de tenir la dragée haute au roi Indurain, obligeant ce dernier à sser le ton pour confirmer sa pré-

Et c'est ainsi que, par une belle journée de juillet, fut attribuée, sur les bords de la Loire, une troisième marche très convoitée.

PATRICK FRANCÈS

Les classements DIX-NEUVIÈME ÉTAPE

Tours-Blois

(64 km., contre-la-montre) I. Indurain (Esp.), 1 h 13 min 21 a; 2. Bugno (Ita.) à 40 s; 3. Jdanov (CEI) à 2 min 28 s; 4. Bernard (Fra.) à 2 min 37 s; 5. Ekimov (CEI) à 2 min 41 s.

Général: 1. Indurain (Esp.), 91 h 9 mn 46 s; 2. Chiappucci (Ita.) à 4 min 35 s; 3. Bugno (Ita.) à 10 min 49 s; 4. Hampsten (E-U) à 13 min 40 s; 5. Lino (Fra.) à

Après la disparition de leurs deuxièmes bureaux

Les armées recréent des «cellules» de renseignement

de l'air avec l'étranger.

marines étrangères dans le monde

et des mouvements de leurs

Un véritable

imbroglio

peut prétendre qu'elle a des besoins propres, que la DRM ne couvre pas, à commencer par les droits d'escales dans la marine, les

droits de survol dans l'armée de

l'air, on encore les échanges bilaté-

raux, la valise diplomatique, la

coopération, les relations avec les attachés militaires et les stagiaires

Certes, chacune des trois armées

En dépit de la créetion d'une direction du renseignement militaire (DRM) qui doit, notamment, centraliser et coordonner les activités des anciens deuxièmes bureaux (B2) de chacune des trois armées, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air conserveront des prérogatives en matière de renseignement. Chacun d'eux s'est organisé pour continuer d'avoir un ceil sur ce secteur, avec le risque qu'il puisse exister à terme des concurrences ou des « doublons ».

Avec quelque quatre cents ou cinq ceats personnes pour y servir, la DRM vient de se constituer, à cheval sur Paris et sur Creil (Oise), en regroupant le centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM), le centre d'information sur le renseignement électromagné-tique (CIREM), le centre principal Hélios-France (CPHF), l'école interarmées du renseignement et des études linguistiques (EIREL), le centre de formation et d'interprétation interarmées d'imagerie (CF3I), mais, surtout, les célèbres B2 qui, de tout temps, ont fait du renseignement pour le compte de chacune des trois armées. A la DRM seront détachés des représentants de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), de la gendarmerie natio-nale et de la délégation générale

pour l'armement (DGA). En théorie, la DRM devrait devenir en quelque sorte une insti-tution complémentaire de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) qui se veut, pour sa part, un service plus interministériel et à vocation plus globale. Cette centralisation du renseignement militaire a été voulue par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à la lumière des enseignements tirés du conflit du Golfe où, à l'en croire, la France fut « aven-gle et sourde » faute de moyens.

Les états-majors, auxquels ont été retirés les B2 au profit de la nouvelle DRM, ne sont pas restés les bras croisés. Dans l'armée de terre, d'abord. Un arrêté au Journal officiel du jeudi 23 juillet recrée, sous les ordres du sous-chef d'état-major chargé des opérations,

un « bureau renseignement-relations étrangers pour les trois armées. internationales » qui rappelle à s'y méprendre l'ancien B2 de l'armée Mais, en réalité, ces bureaux d'un nouveau genre, même s'ils délède terre. Dans l'armée de l'air, guent une part de leurs responsabi-lités antérieures à la DRM comme ensuite. « Certaines responsabilités internationales, est-il écrit dans le l'exploitation du renseignement ou la rédaction de bulletins de docudernier numéro de la revue Air Actualités de l'état-major, sont mentation, auront tout loisir de prises en comple» par un « nouveau servir d'intermédiaires - grâce à bureau » pour toutes les questions relatives aux activités de l'armée des officiers de liaison - entre l'état-major dont ils relèvent et l'institution dirigée par le général Duns la marine, enfin. Il est Jean Heinrich. D'autant que les grands commandements opérationprévu d'instaurer « un bureau des relations étrangères » qui devrait, nels, comme la Force d'action au Centre opérationnel de la marine (COM) situé sous l'état-manavale (FAN) ou la Force d'action rapide (FAR), pour ne citer que ces jor, rue Royale à Paris, s'occuper exemples, conserveront eux aussi des «cellules» de renseignement d'établir, parmi ses missions, la situation - dite de surface - des pour réunir des informations de

> Du fait de la rivalité qui ne manquers pas d'opposer entre eux ces différents moyens, le risque existe d'un véritable imbroglio dans la chaîne du renseignement. Les problèmes de coordination entre toutes ces « sources » ne seront pas les moindres de ceux que devront résoudre les spécialistes du renseignement avant même d'espérer entrer en action pour aider à la prise de décision gouvernementale en période de

situation en cas d'affrontement.

JACQUES ISNARD

Le « Dictionnaire des mes de Paris » et la rafle du Vel'd'Hiv'

Une lettre de M. Jérôme Lindon

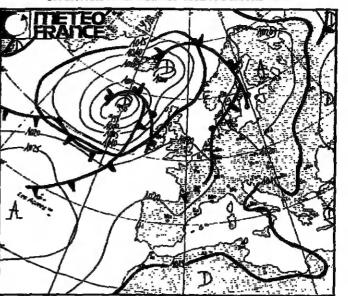
«Le 17 juillet, dans un encadré, le Monde disait son «indignation» le Monde disait son sindignation a que le Dictionnaire historque des rues de Paris, de Jacques Hillairet, ne signale pas, à propos du Vel' d'Hiv', le rafle des juils étrangers du 16 juillet 1942. » Comme je vous ai falt aussitôt remarquer que mention de ce cruel épisode figurait bien dans le Supplément, vous avez publié, le 21 juillet, un sractificatif ». Mais c'est pour déplorer qu'il «anrive (...) que le libraire amette de proposer à l'acheteur du Dictionnaire le Supplément, qui, d'aileurs, n'a pas sa place dans le coffret des daux tornes du Dictioncoffret des deux tomes du Diction-

Nous avons reçu de M. Jérôme
Lindon, PDG des éditions de ner votre première erreur, vous en commettez une seconde. Votre rédacteur, qui citait le 17 juillet l'édition de 1985, peut constater que, loin de constituer un volume séparé, le Supplément est incorporé à la fin des deux tomes du Dictionnaire, Aucun libraire na peut comentre » de proposer le Supplément aux acheteurs du Dictionnaira et aucun acheteur n'a à le demander puisqu'il a acquis le Supplément en même temps qu'il acquérait la Dictionnaire. Il

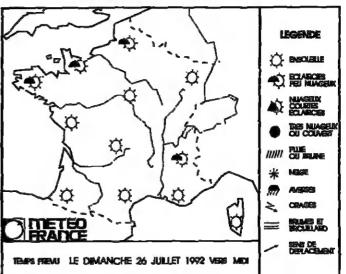
> [M. Linden a raison et nous avons en tort deux fois. Nons le prions, ainsi que uns lecteure, de nons en excuser doublement. — Br. F.]

Le Monde
 Dimanche 26 - Lundi 27 juillet 1992

SITUATION LE 26 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 JUILLET 1992



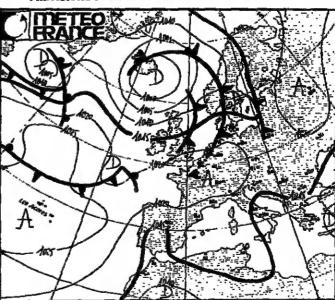
perturbation tentera dimancha de pénéper dans l'Hexagone, mais elle se heur-tera au champ de hautes pressions. Elle donnera toutefois le matin de nombreux nuages sur les côtes de la Manche, quelques gourtes de crachin sont même possibles près des côtes. Grâce au réchauffement diurne, ces nusges s'évaporeront lentement et pro-gressivement en cours de journée. Les rayons du soleil perceront lergement dès la mi-journée. C'est plutôt sur les massis qu'il faudra chercher l'après-midi l'ombre portée des nuages. Une averse pourrait même vanir localement rafraichir l'atmosphère dans les Pyrénées ou dans les Alpes.

En dépit de qualques brumas matinsies et de passages nuageux aussi fugaces qu'inoffensifs, il fera beau du matin au soir sur tout le reste du pays.

Au petit matin, les températures seront comprises entre 12 et 15 degrés au nord d'une ligne Bordeaux/Strasbourg, elles dépasse ront 15 dec és au sud de cette limit Le mercure ne descendra guère sous la graduation des 20 degrés près de la Méditerranée.

Les maxima resteront inférieurs à 23 degrés sur les côtes de la Manche, ils dépasseront 25 degrés partout ailleurs, pour atteindre souvent 30 degrés

PRÉVISIONS POUR LE 27 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Veleurs extrêmes relevées entre le 25-7-92 le 24-7-1992 à 18 heures TUC et le 25-7-1992 à 8 heures TUC								
FRANCE AJACI20 28 18 D BIABRITZ 20 18 C BORDEAUX 25 14 D BOURGES 27 14 D BREST 29 16 D CHEROURG 21 9 D CLEMOST-FEZ 25 16 N BUJOR 30 12 19 C LILLE 27 12 N LIMOGES 23 17 D MARSGULE 33 21 D MARSGULE 35 25 D PAUS MONTS 25 15 D PAUS MONTS 25 15 D PAUS MONTS 25 15 D PAUS MONTS 25 16 D PAUS MONTS 25 16 D PAUS MONTS 25 17 D PAUS MONTS 26 17 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICIAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICIAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C PERFICAN 30 21 D PAUS MONTS 27 18 C	TOULOUSE TOURS TOURS TOURS TOURS TOURS MONTE A PITE. ÉTRAN ALGER AMSTERDAM ATRÈNES BANGKOK BARCELONE RELGRADE BELLIN BELLIN BELLIN DELILE DAKAR DAKAR DAKAR DAKAR LONDRES LONDRES LONDRES LONDRES LONDRES LONDRES LONDRES	## 15 D D D D D D D D D D D D D D D D D D	LIDIEMER MADRID MARRAEI MERICO. MILAN MOSCOUL NEW YOR OSLO PALMADE PÉRIN RIO BEJAN RIO BEJAN RIO BEJAN RIO BEJAN TONYO TUNIS TUNIS VARSOVII VENISE VIESNE LIDIEMER PERIN TONYO TUNIS TUNIS VIESNE LIDIEMER LIDIEME	36 SCR 36	13 D 18 D 18 D 18 D 17 N 13 B 16 D 16 N 20 D 21 B 26 C 21 B 26 C 21 B 26 C 21 B 26 C 21 D 26 C 21 D 27 D 28 D 28 D 28 D 28 D 29 D 20 D 20 D 20 D 20 D 20 D 20 D 20 D 20			
A B C ciel convert	D N	orașe:	Pluie	tempéte	neige			

TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



d'immigrés russes, le Père Mayen-dorff avait fait ses études à l'Insti-tut Saint-Serge à Paris, à l'Ecole pratique des hautes études et à la Sorbonne. Ordonné prêtre en 1959, il avait enseigné dans plusieurs universités américaines, dont Harvard et Columbia, et publié de nombreux ouvrages, notamment sur saint Grégoire Palamas, théologien grec ortho-doxe du quatorzième siècle. Ancien membre du comité centrel du Conseil œcuménique des Eglises (COE), il avait été l'un des artisans de l'indépendance canoni-



HEURES LOCALES

Martin, le plantigrade développeur

Pour enrayer la désertification rurale et attirer les touristes quatre communes pyrénéennes envisagent de réintroduire l'ours

MELLES

de notre envoyé spécial

N connaissait les comités d'expansion et les sous-préfets développeurs. La vague écologique apporte un nouveau moteur au tourisme montagnard : l'ours! Quatre com-munes des Pyrénées garonnaises ont en effet décide de se grouper pour a créer un ellet decide de se grouper pour a creer un élan économique s'appuyant sur la mise en valeur et la protection du patrimoine natu-rel commun symbolisé par l'ours ». C'est en ces termes que, lors de sa réunion constitu-tive, le 19 octobre 1991, son président fon-dateur, M. André Rigoni, maire de Melles (Haute-Garonne), a fixé l'objectif de l'Association intercommunale pour le dévelop-pement économique et touristique de la haute vallée de la Garonne (ADET).

Alors que les élus des Pyrénées-Atlantiques s'ingénient à contrecarrer les mesures de protection des derniers ours prises par le ministère de l'environnement, l'attitude des montagnards garonnais semble para-doxale. Elle tente de répondre à une situation qui ne l'est pas moins. En bas, dans la vallée, c'est un défilé incessant de touristes et de poids lourds qui filent vers le val d'Aran et la Catalogne. En baut, dans les forêts abruptes, touffues et encore intactes, prolifèrent les bêtes sauvages. Martres, chats sauvages, blaireaux, sangliers, che-vreuils, cerfs et isards vagabondent entre valions et crêtes. Grands-ducs, lagopèdes, coqs de bruyère, gypaètes barbus et aigles royaux sont d'observation courante.

A ce bestiaire exceptionnel, il ne manque que les ours jadis fort nombreux. On en comptait encore une dizaine en 1980, mais cinq seulement en 1985. Aujourd'hui, l'ultime survivant ne laisse que des traces furtives. Qu'importe d'ailleurs, car au train où vont les choses, il ne restera bientôt plus personne pour l'apercevoir. Sur les bords de la Garonne, comme au flanc des hau-teurs, l'exode rural fait des ravages.

Ni la station de ski des Mourtis, pourtant à deux heures de Toulouse, ni les résidents secondaires qui colonisent les villages, ni la poignée de bergers qui estivent encore, ni même les exploitants forestiers ne parviennent à retenir les habitants. Sur les 12 000 hectares des quatre communes de l'ADET. le dernier recensement a dénombré 850 habitants, soit sept personnes au kilomètre carré. Toulouse et le désert pyrénéen! Comment stopper un déclin qui paraît

C'est André Rigoni, qui, le premier, a pressenti la solution. Il y a un quart de siècle que la passion de la chasse en montagne a attiré à Melles ce patron d'une entreprise toulousaine de peinture. Et il y a vingt ans que pour défendre son paradis contre la construction abusive d'une microe, il a pris la tête du conseil munici-



j'ai été confronté au problème de la survie de la commune. C'était l'époque où chacun révait d'avoir sa station de ski. J'ai opté pour la solution inverse : celle de la protection maximum.

L'exemple des Abruzzes

Classement de la commune au titre des sites, tranformation de mille hectares en réserve de chasse, interdiction des véhicules tout terrain, réduction du nombre des chasseurs, report sine die de coupes forestières : M. Rigoni a utilisé tous les moyens. Résultat : les vallons et les alpages de Melles sont devenus un havre pal (divers droite). « D'emblée, raconte-t-il. faune. Un seul animal manque à la fête : mine. Oh, très lentement, car les esprits

l'ours. Or, remarque monsieur le maire, lorsqu'ils pullulaient, il y a un siècle, le village comptait cent fois plus d'habitants permanents qu'aujourd'hui, et les estives dix fois plus de bétail. L'incompatibilité entre le plantigrade et la prospérité de la montagne est une fable. Pire, un contre-

Le maire de Melles en veut pour preuve l'exemple des Abruzzes, en Italie. Un parc national situé à deux heures de voiture de Rome abrite une centaine d'ours et ... 30 000 habitants. Il accueille plus d'un million de visiteurs chaque année. Pourquoi les montagnards français n'en feraient-ils pas autant?

Lancée il v a déià quatre ans. l'idée d

sont rétifs. Les naturalistes eux-mêmes débattent encore de l'opportunité du projet. Certains fonctionnaires levent les yeux au ciel Les bergers appréhendent le retour de leur eanemi héréditaire. Les forestiers ne veulent pas renoncer à leurs chemins de débardage ouverts à la dynamite et au bulidozer. Quant aux représentants locaux de l'environnement, ils ont braqué les Pyrénéens en relançant maladroitement l'idée

Mais M. Rigoni a réussi à convaincre les trois communes voisines de la sienne -Boutx, Fos et Arlos - de se joindre à lui. Et, comme le ministère de l'environnement tardait à réagir, il a accepté l'appui d'une association de défense de l'ours brun,

Artus, basée dans le Loir-et-Cher. C'est elle qui, lorsqu'il le faut, plaide le doszier pyrénéen à Paris et qui, sur son budget, a commandé deux études. La première est catégorique : les projets de développement touristique des quatre communes passent par l'affirmation d'une structure intercommunale solide. La seconde étude, conduite par M. Jean-Michel Parde, l'un des meilleurs connaisseur des Pyrénées garonnaises et de leur hôte invisible, montre que Melles et ses environs offrent des conditions idéales, voire uniques, pour une réintroduction des plan-tigrades.

Des mammifères venus de Bulgarie

La transplantation, propose-t-il, pourrait se faire avec quelques animaux capturés et anesthésiés en Bulgarie, amenés rapidement par avion puis par camion, relâches dans la montagne à raison de un à deux par an, et suivis grâce à des émetteurs-radio. Objectif : que trois couples se cantonnent et se reproduisent en six ans. Le coût de cette « première » s'élèverait à 1,3 million de francs. Un investissement dérisoire compte tenu de son intérêt scientifique et du coup de fouet qu'il donnerait aux com-

Au ministère de l'environnement, on dresse l'oreille. « Nous sommes prêts à appuyer un lâcher expérimental, expliquet-on, à la direction de la protection de la nature. Mais l'Etat ne peut pas tout faire. Il faut que l'initiative vienne d'une structure locale réunissant les communes, la région. les associations, les administrations et les organismes publics concernés. » Les Pyrénées garonnaises deviendrout-elles « le pays de l'ours »? Le plantigrade symbolise-rait à la fois la tradition pyrénéenne retrou-vée et la montagne sauvage : celle dont rêvent bien des citadins lassés des parcs d'attractions en fac-similé et des autoroutes. Martin plus fort que Mickey, quelle

MARC AMBROISE-RENDU

REPÈRES

AQUITAINE

Un carburant « vert » pour dix bus bordelais

PENDANT un an, à Pau, Agen et Bordeaux, trente-trois bus vont rou-ler au diester, afin d'expérimenter ce « carburant vert » obtenn par le mélange d'huiles végétales (colza ou tournesof) et de méthanoi. Le dosage diester-gazole variera selon les réseaux. Les dix bus palois fonctionnent depuis le 1º juin 1992 avec un mélange équilibré. En sep-tembre prochain, treize bus du réseau agenais utiliseront 30 % de diester et 70 % de gazole. Enfin, expérience la plus innovante, à par-tir du mois d'octobre, dix bus de l'agglomération bordelaise rouleront au diester pur. Des mesures de pollution seront effectuées tout an long de l'année. L'expérimentation permettra de déterminer les effets du diester sur l'usure des moteurs, ainsi que les contraintes d'entretien qu'il impose

Le conseil régional d'Aquitaine finance cette expérience à hauteur de 750 000 F, en association avec la FNSEA et Sofiprotéol, société financière du Groupement des pro-ducteurs d'oléagineux. Sofiprotéoi produit actuellement du diester dans une usine pilote proche de Compiègne, qu'elle a construite en association avec Elf-Aquitaine. Bien représentés dans la région, les producteurs d'oléagineux espèrent « rendre l'opinion sensible à l'intéressante diversification que représente, selon eux, le diester pour l'agriculture ». « Mieux vaut, disent-ils encore, brûler les produits des céréales que l'énergie fossile. »

BRETAGNE

L'arsenal de Brest va aider les entreprises civiles

L'ARSENAL de Brest, où se construit le Charles-de-Gaulle, pre-mier porte-avions nucléaire francais, va mettre ses compétences au service de l'industrie civile. Un protocole d'accord a été signé entre la direction des constructions navales et le technopôle de Brest-Iroise, aux termes duquel les nouvelles techno-logies développées à l'arsenal pour-ront être transférées vers des entreprises partenaires, notamment des

Il s'agit là d'une première tentative de diversification de l'arsenal. féritable poumon économique de Brest, avec 6 670 emploia, cet établissement doit être touché en 1993 par une diminution des crédits de la défense (le Monde du 29 avril), qui se traduira par la suppression de 400 emplois.

Mais ce protocole manifeste aussi un changement d'attitude. «Le temps est révolu où la direction des constructions navales de Brest pouvait, dans une atmosphère de secret. se contenter de donner des ordres sans se soucier du reste de la région», indique le directeur de

ILE-DE-FRANCE La Seine-Saint-Denis

valorise son patrimoine A FIN de valoriser le patrimoine d'un département dont l'image est jugée « trop systématiquement négative », le conseil général (PC) de la Seine-Saint-Denis a fait éditer, au début de l'été, une série de quatorze

dépliants sur ses musées. La nécropole royale de la basilique Saint-Denis, avec sa collection unique de soixante-dix tombeaux et gisants, et le musée de l'air et de l'espace da Bourget, l'un des plus riches du monde en matière d'aviation, avec une exposition de près de 160 machines volantes, accueillent chacun près de 150 000 visiteurs par an. En revanche, les petits musées associatifs ou municipaux ont du mal à attirer la foule des curieux. Ponrtant, certains présentent des collections intéressantes ou originales : céramiques pharmaceutiques au musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, art brut au musée L'Aracine de Neuilly-sur-Marne.

Cette page a été réalisée avec la col-laboration de nos correspondants : Giaette de Matha (Bordeaux),

Les Sanisettes à l'assaut de New-York

Jean-Claude Decaux tente d'implanter ses toilettes publiques outre-Atlantique

NEW-YORK de notre correspondant

ERRIÊRE le Madison Souare Garden, siège de la dernière convention du Parti démocrate, au milieu des multiples tréteaux sur lesquels viennent s'époumoner les contestataires, un prêtre en tenue a dresse son confessionnal portatif: siège abattant en bois, enseigne au titre ambigu (Portofess), et Christ

en croix. A deux blocs de là, sur la 34 Rue, l'une des artères les plus passantes de New-York, M. Jean-François Decaux, fils aîné de M. Jean-Claude Decaux et direc-teur des affaires internationales du groupe, affiche lui aussi son enthousiasme. « Plus de cent cinquante entrées par jour! Le double de Londres! C'est ce que nous faisons à Paris sur nos meilleurs emplacements ! », s'exclame-t-il, en recueillant l'impression des usagers

à la sortie.

Les Sanisettes Decaux, toilettes publiques en forme de colonnes Morris, ont été inaugurées au début du mois de juillet, devant les célèbres magasins Macy's, sur la princi-pale artère commerçante de Mannattan. Un événement à peine terni par la condamnation en Belgique, quelques jours plus tard, du « pape » français du mobilier urbain, pour une affaire de corrup-tion d'élu (le Monde du 17 juillet). Depuis, la demande ne tarit pas. L'aspect sanitaire de ces lieux d'aisance semble donner satisfaction aux New-Yorkais. En revanche, le problème de la sécurité

est plus délicat à traiter. Pour déjouer la criminalité, la prostitution et le commerce de la drogue qui trouveraient là un abri rêvé, les Sanisettes ont été installées dans des endroits très fréquentés, et ne fonctionnent que pendant la jour-

Les télévisions new-yorkaises, et même une chaîne japonaise, sont venues filmer des usagers souriants qui attendent patiemment leur tour, une pièce de 25 cents (2 francs environ) dans le creux de la main. Ailleurs, l'expérience n'aurait pas suscité une ligne de commentaire. lci, l'événement mérite un article dans The New York Times, et fait la «une» du supplément du Washing-

Des jetons gratuits pour les sans-abri

Voir la municipalité se préoccuper tout à coup du confort des New-Yorkais équivant, il est vrai, à une véritable révolution. Le maire, M. David Dinkins (démocrate), s'est, en fait, un tout petit peu fait forcer la main. En 1990, un sansabri avait traîné la ville devant les tribunaux pour absence de toilettes publiques, et failli gagner son pro-

Peu après, le groupe Jean-Claude Decaux, qui gère quatre mille Sanisettes en Europe, était pressent pour installer ces commodités urbaines. Il signait un contrat temporaire de quatre mois, à l'issue duquel la ville, si elle est satisfaite, s'engage à lui accorder la concession exclusive des emplacements publicitaires qui recouvrent les deux faces des toilettes. Le « péage », et, surtout, l'affichage, assureront dons les recettes de la société Decaux. Celle-ci devra « fournir un effort pour sensibiliser les agences de promotion à l'usage de ce nouveuu support, estime M. Decaux, en rappelant que, aux Elais-Unis, l'affichage constitue seu-lement 1 % des dépenses publici-taires, contre 14 % en France». De son côté, la société Decaux prend en charge la totalité de l'entretien et de l'investissement (80 000 dollars par unité, plus 60 000 dollars pour des installations distinctes destinées aux handicapés).

A terme, si les deux parties sont satisfaites, New-York pourrait compter une centaine de Sanisettes. M. Jean-François Decaux compte multiplier rapidement ce chiffre par dix, afin de servir une population de 7,2 millions d'habitants. « Nous avons pris un risque commercial et financier, car nous avons investi I million de dollars », précise-t-il, avant de s'effacer devant une cliente noire, empêtrée dans ses paquets, qui apprécie beaucoup «le miroir pour se donner un coup de peigne » et le lave-mains.

Les sans-abri, à qui les New-Yorkais doivent indirectement cette innovation urbaine, n'ont pas été oubliés. Magnanime, la société Decaux a accordé gratuitement vingt mille jetons à l'association de homeless qui avait attaqué la ville en justice. Ces jetons, régulièrement renouvelés, éviteront que les adhérents ne s'attardent devant les palissades couvertes de graffiti. Mais c'est un peu insuffisant lorsqu'on sait que New-York compte quatrevingt mille sans-abri.

Nouvelles recettes pour les grandes villes

E comité des finances locales cinquante sept communes éligi-a procédé, le 8 juillet, à la bles au titre de leur faible potentiel distribution de la dotation particulière de solidarité urbaine (DPSU) pour 1992, sur proposition du secrétaire d'Etat à la ville, M. François Loncie. Ce concours, créé par la loi du 13 mai 1991, en même temps que la dotation de solidarité urbaine (DSU) mais devant entrer en vigueur seulement cette année, est alimenté par des départements et non des communes, li s'élève à 147 millions de francs et concerne cent

fiscal et du nombre de leurs logements sociaux. Dix grandes villes, qui n'avaient pu obtenir la DSU, ont ainsi bénéficié de ce qu'elles appellent un «second tour de la solidarité urbaine ». Il s'agit de Bordeaux, Aix-en-Provence, Clermont-Ferrand, Dijon, Dunkerque, Grenoble, Nancy, Rouen, Strasbourg et Toulouse qui pourront inscrire, au total, quelque 35 millions de francs de recettes sur leur budget supplémentaire.

-(Publicité)-S.N.C.F.T. COMITÉ DES TRANSPORTS FERROVIAIRES MAGHRÉBINS C.T.F.M.

La S.N.C.F.T. est chargée, dans le cadre du C.T.F.M., de fancer un appel d'offres international portant sur la fourniture aux quatre réseaux algérien, marocain, mauritanien et tunisien de : Semelles en composite : AOI Nº 211462 du 1º jain 1992; - Entretoises : AOI N- 241 011 du 1- juin 1992 ;

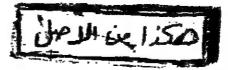
Batteries d'éclairage et de démarrage : AOI N- 231 409 du 1= juin 1992. Les producteurs concernés et intéressés peuvent se procurer le cahier des charges correspondant à partir du 15 juin 1992 auprès de la Direction financière, 1- étage, au 61, avenue Farhat-Hached, Tunis (Tunisie), contre le paiement de la somme de

50 000 dinars tunisiens en espèces. Les soumissionnaires seront engagés par leur offre cent quatre-vingts (180) jours après la date limite de remise des plis. Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard le 14 soût 1992 :

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER TUNISIENS Bâtiment de la Nouvelle Gare de Tunis-ville Bureau d'Ordre central

1001 - TUNIS R.P. - TUNISIE

le joug des doctrines kantiennes.





• Le Monde ■ Dimanche 26 - Lundi 27 juillet 1992 11

Jeux Olympiques Barcelona'92

EN CATALOGNE BIEN SÛR.

Barcelone se situe en Catalogne, un pays en Espagne une une culture, une langue et une identité propres.

Un pays qui uver seulement millions d'habitants connu une croissance qui l'a transformé en l'un des moteurs de l'Europe.

Un pays où de nombreuses entreprises étrangères —européennes, nord-américaines, japonaises...— ont investi et sont en train d'investir très fortement.

Un pays qui a compris et a stimulé le

génie de Picasso, la force de Miró, l'imagination de Dalí, l'innovation de Tàpies, l'art de Montserrat Caballé et de Josep Carreras, la maîtrise de Pau Casals, l'audace de Gaudí...

Un pays qui est visité par 16 millions de personnes du monde entier chaque année, à la recherche d'un climat et d'installations touristiques, sportives III culturelles uniques.

Un pays qui su gagner les Jeux Olympiques pour sa capitale, Barcelone.

Maintenant vous savez où est Barcelone; en Catalogne, bien sûr.



GENERALITAT DE CATALUNYA GOUVERNEMENT AUTONOME DE LA CATALOGNE

con de l'appres déspués que

THE TAXABLE PARTY

The state of the s

African As Took M

AND PARK A POWN WAS

to be the same of

STATE OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY AN

The second secon

with the second second second

NOT THE WAS ARREST

A STATE OF THE PERSON NAMED

The second of the

PARTY AND A COMMENTARY OF THE PARTY AND ADDRESS.

ATTENDED TO ANY THE PARTY OF TH

The state of the state of

The second secon

The state of the s

ATHLÉTISME :

. .

11

115 to 1

Regarding to the second

The second secon

to the engine

211

Drapeaux

Depuis Séoul, la famille olympique e changé. Nouveaux drapeaux, nouveaux hymnes, sigles remodelés : il m falloir s'habituer I la nouveile géopolitique des podiums. Sans parler des qui reviennent après une longue bouderie, de ceux que l'univers sportif boycottait **qui reviennent dans** le giron, ainsi que des frères ennemis qui m sont réconciliés. bout du compte, 🖿 traditionnel affrontement Est-Ouest devrait faire place un nouvel em des rivalités sportives, dont certains pays du Sud, comme 🖫 Kenye, espèrent profiter.

Le drapeau soviétique, rappelons-le, a donné naissance quinze nouveaux emblèmes. trois Pays baltes concourent en indépendance, voire un certain esprit de revanche | l'Histoire du basketteurs lituaniens. En ce qui concerne 🔤 douze autres ex-Républiques qui forment l'équipe unifiée (CE) + Géorgie), les victoires dans les épreuves individuelles récompensées d'un lever 📥 drapeau personnalisé. Dans les disciplines le le drapeau in l'hymne olympique qui retenus. Autant dire que marteau nostalgiques du marteau de la faucille ont peu de chances de les revoir : ille Kazakhstan 📰 le Tadjikistan 🔤 leur emblème. Certains hymnes d'autre part arrivés 🔤 CIO 🚃 forme d'enregistrements inaudibles. . Heurausement, il y avait 🔳 partition », soupira-t-on L Comité olympique. A Barcelone, m risque im courir

pour Beethoven. L'Hymne 🛮 🔛 joie, imposé 🚥 ■ Yougoslaves ■ (le Monde du 24 juillet), • également 🚻 👊 🗀 par l'Afrique du Sud, rentrée mi grâce après trente-deux ans d'absence. Lors III la cérémonie de a drapeau de délégation 🛮 Barcelone, 🝱 République d'Afrique du Sud = présenté une variante de l'emblème olympique, 🛺 les cinq anneaux sont soulignés 🖦 traits a couleur. I foulée, la Namibie, devenue indépendante, le son entrés Autre retour, après absence

volontaire im fois, ceiui im purs durs de Cuba, qui avaient jugé bon im poursuivre le boycottage des Jeux de Los Angeles jusqu'à Sécul, de Madagascar, Ma Seychelles, du Nicaragua, de l'Ethiopie, de l'Albanie et de la Corée du Nord. Malgré la dramatique pénurie qui règne 🛚 La Havane, 🔙 Cubains entendent montrer David socialiste peut tenir au Goliath américain, notamment sur le terrain de base-ball. Et, enfin, les réconciliations. Celle in deux Allemagnes, bien sûr; le drapeau commun 🔤 celui 🖦 l'ex-RFA. Et celle des deux Yémens.

qu'un, compétition, ce serait le drapeau du Il est jaune avec quatre bandes rouges. C'est celui de la Catalogne il il outrageusement sur les balcons de Barcelone. A ne confondre avec celui de la ville, aux mima couleurs man marqué 📥 croix blanches. Chacun a ses préférences. La concurrence fait rage sur les Comme quoi il n'y a pas petit champ de bataille pour les guerres 📠 drapeaux.

Mais s'il fallait n'en retenir

PROFESSIONNALISME: la participation des milliardaires du sport

L'effort gratuit des hommes d'argent

A l'exemple du numéro un mondial du tennis Jim Courier et du basketteur américain Michael Jordan, 🖿 milliardaires du sport appartiennent désormais I l'histoire des J.O. Faisant une parenthèse leur rai rière professionnelle, ils venus pour goûter à l'universalité de l'aventure olympique, 🛮 la grande joie a organisateurs du shows barcelonais, des téléviet des

RARCELONE

de man envoyée spéciale

Une médaille d'or sur la poitrine Jean-Pierre Papin, la plus marche du podium pour Florence Arthaud, im honneurs olympiques pour Miguel Indurain? Pourquoi pas? Michael Jordan, Jim Courier, Steffi Graf viennent gouter l'aventure olympique moissonner l'or, argent & E clé! Curieux paradoxe une compétition qui ne devait I l'ori-

grossissent olympiques. Yenus en démonstration Los Angeles en 1984, les joueurs le tennis font désormais le gratuite dans leur tour du monde OWN DEPTH AND

Los Angeles, Séoul, ce n'était

rien. C'est Barcelone qui fera d'un après, me pour symboles les étoiles d'équipe de basket-ball américaine. Déjà membre de l'équipe victorieuse Jeux de Los Angels Jordan était alors universitaire. Aujourd'hui, il alors universitaire. Aujourd'hui, il

le joueur le payé du circuit professionnel (environ 4 le dollars 1992,
soit près l'millions de francs)
débarque en héros de l'équipe
Chicago Bulls, vainqueurs du
championnat la richissime
National Basket-Ball Association
(NBA) lique professionnelle du (NBA), ligue professionnelle du Johnson de dix professionnels, le « dream team » ell le favori incontesté de tournoi.

Les Jeux olympiques doivent accueillir les meilleurs sportifs de monde dans was les sports. Or, I l'exception de quelques disciplines, seuls les professionnels peuvent aller au-delà du performances en s'entrainant six ou sept heures par jour », explique Philippe Chatriet, membre du Couille international olympique (ClO) changé de la pro-grammation olympique. L'objectif des Jeux et clair, ils de l'audience, les grands championnais du monde, réjouir des de monde de télé-spectateurs à la le monde et qui lumilions de dollar de espérant des numer-ciales exponentielles.

> Amateurs creme la infra

Même en me rapportant pas de médaille d'or au pays - ce qui semble peu probable - l'équipe américaine de basket-ball aurait déjà rempli son contrat. plus suivis des Jeux. Hand du du moment, assurant encore un peu plus la notoriété de la marque de vêtements de sport qui a

Jordan.

— Certains billets pour la rencontre Etats-Unis-Croatie du 27 juillet, qui promet d'être in plus beau de la phases éliminatoires tournoi, auraient loi vendus 12 000 francs an marché noir. quail le prix pofficiel est de 150 Le même jour, le de épreuves de lutte, pourtant troisième discipline olympique par la nombre de médailles distribuces, arm sam doute an écho

La professionnalisation - l'une révolutions l'êre Samaranch. En 1981, le amateurisme l'êre le Coubertin, fondateur Pierre de Coubertin, fondateur Jeux olympiques de la charte. En 1987, I stanbul, le Comité impouvoir participer de le le Comité impouvoir participer de le le Compouvoir participer de la Compouvoir participation de la Compouvoir d

privés des grands noms du football : In flamme olympique aurait risqué 🗺 griller 🕍 prestige Maria Coupe du monde. La Fédération internationale du cyclisme professionnel boude également Jeux, pour « proteger » propres épreuves.

Les risquent de devenir crève-la-faim des Jeux olympidisparaîtront peut-être. Le im de athlètes sélectionnés pour Jeux d'Atlanta à dix mille comme à Weil at I Manufelle Pour endiguer croissance, il faut élever le quotas selection ou disciplines olympiques baisse », tées | Paris en septembre 1994. 11 donc im toujours plus pour les premiers, toujours plus Et le CIO, was en sauce doit préserver un équilibre fragile. Rien ne di par l'esprit olympique n'est par soluble dann la stratégie de

BÉNÉDICTE MATHIEU

Dépité we échecs, Primo

Le triomphe de Samaranch tervention soviétique en Afghanis-

tation plus personnelle Catalans.

La publication récente de deux

(1) fait ressurgir un passé franquiste que le président du CIO avait réussi faire gommer, jusque dans in biographic publice dans l'édition internationale du libre's ahe. Dans une Catalogne bien décidée I rester fidèle gouternement de Front populaire du m 1936, ce fils d'industriels mi textile avait déserté l'armée républicaine, où il avait été enrôlé à dix-huit ans, pour rejoin-dre l'organisation de jeunesse de la Phalange qui soutenait Franco.

Après la victoire du genéralis-sime, Juan Antonio Samaranch, homme d'ambitions et de compromis sous des manières de courti-san, a su mener en parallèle une ascension méthodique dans les milieux du sport et de la politi-que: membre du Comité olympique espagnol (1953), conseiller municipal de Barcelone, puis conseiller regional I la Diputation (Parlement) de Catalogne (1954). membre de la Commission nationale pour le sport (1956), membre du ClO (1966), délègué de l'éduca-tion physique et des sports au gou-vernement (1967-1971), président de la Diputation (1973-1977), vice-président du ClO (1974). «Je suis quelqu'un qui a appartenu national pour une question de génération », dira-t-il plus tard.

La La (1975) aurait pu donner un coup 🕍 frein brutal ascension soutenue par Movimiento. En prévision 🖛 premières élections démocratiques depuis quarante and Juan Antonio Samaranch autom en 1977 la constitution d'un parti politique : Concordia catalana, « pour mi jutur, ma renonciation ou passé ». Deux semaines plus tard, il abandonne son projet après une mani-festation hostile devant le Parledécisions de un vie un intervenue quand je suis rendu comple vie publique m Espagne était

> Voix africaines sud-américaines

de manu envoyé spécial Les Catalans spoilés par gouvernement a Maria Les

Dans un souci m transition pacifique vers la démocratie, le nou-veau gouvernement espagnol cherche un arrangement rum le président du Parlement catalan. Juan Antonio Samaranch accepte, 17 juillet 1977, jour son cinquante-septième anniversaire, le poste d'ambassadeur I Moscou. ville désignée pour recevoir les Jeux de Déjà confronté difficultés d'organisation de cet événement, le gouvernement soviétique accueille avec empressement le premier vice-président du CIO. Ce demier déjà I la sion de Lord Killanin, dont le mandat la présidence s'achèvera

Grâce au soutien M Hale Dassler, patron d'Adidas et al mem-bre très influent du mouvement sportif, . Havelange, préla Fédération internationale de football, Juan Antonio Samaranch sait qu'il pourra compter sur i plupart de voix des membres animum a sud-americains du CIO, en plus me celles des Soviétiques II In leurs alliés. L'in-

tan, fin 1979, risque pourtant ruiner projets. Le gouverne-espagnol s'aligne Jimmy Carter qui boycottage Jeux. L'ambassadeur d'Espagne propose, mm succès, m démission. Il rentre à Madrid et réussit II convaincre le Comité national olyntpique de m pas suivre la recommandation de m gouvernement. Le 17 juillet, por jour tétiche, il est triomphalement élu la présidence du ClO. Le CtO fonctionne alors comme

un club anglo-saxon dont les

bres sont cooptés. Sa seule prérogative consiste il désigner in les quatre ans les villes qui accueille-ront les Jeux. A force in célébrer la puraté de l'amateurisme de pourchasser les marchands du stade, l'Américain Avery Brundage, qui avait refusé me remettre im médailles du ski alpin me Jeux de Grenoble (1968), a laissé un CIO financièrement exsangue et endeuillé pri'attentat palestinien à (1972). Lord Killanin, assiste, impuissant, au boycottage de Moscou. Le déficit colossal Iri Canada a décourage de candidatures, qui se limitent I celle de Los Angeles 1984. Très vite, Juan Antonio Sama-

ranch comprend que la survic du CIO deux objectis: donner une politique internationale et le doter E moyens financiers pour assurer indépendance. Contrairement à prédécesseurs qui géraient 🖿 CIO à distance, il s'installe à Lausanne pour fonctions à plein temps. Afin faire face à l'ampleur de la tâche qui l'attend, il aussi s'entourer d'amis ou conseillers de grande valeur : Samuel Pisar, un avocat international qui a me entrées la Maison Blanche, m Kremlin am à l'Elysée, l'homme d'affaires Anselmo Lopez ou le banquier Fernando Riba.

MADE IN SEC.

Catalans - nation, les

Espagnols and S'il y miles

cérémonie d'inauguration], c'est

le 11 juillet, n'est rum que le

leader indépendantiste 🛍 la

gauche républicaine catalane,

Angel Colom, ils n'ont rien ille

surprenant 44 la part 45 ce radi-

bune ineapérée qu'il compte

exploiter. Mai il n'est pur le seul.

parue dans la presse internatio-nale, dont Monde, avait

provoqué grimaces de la part des Espagnols. Payée par la

généralité ma Catalogne, elle indi-

quait, au moyen d'une carte,

Barcelone dans dans

pays a qui s'appelle « la Cata-

logne, sûr, Espagne, we culture, une

La double publicité

Fin stratège, le président 🕍 🖽 tirer profit des boycottages pour valoriser le rôle - Jeux politique internationale. En ambassadeur de 🖿 paix, il multiplie les visites aux d'Etat. C'est moment où il avoir convaincu Vari Andropov Soviétiques en plus il perdre qu'à lui pas il Los Angeles que ce il ment meurt pendant le Jeux d'hiver de Sarajevo. Usant de toutes me relations dans les milieux diplomatiques, il réussit quatre ans plus lirre à littre asseoir autour d'une même table les présidents des comités olympiques des deux Corées pour la constitution d'une équipe commune aux Jeux de Séoul. Les discussions n'ont pui abouti, mais les Jeux ont pu avoir lieu avec le grand retour des

> Un financement diversifié

profite de l'essor de télévisions pour little des trait in manufaire sion principale source de revenus. A Barcelone, de la steignent 625 de de plus qu'à bull et portent ces rentrées à 935 de pour portent ces rentrées à 935 de la serie de la se de de pour 1992 si on ajoute les Jeux d'hiver d'Albertville. Pour éviter une dépendance excessive vis-à-vis de 🖹 télévision, 🕍 ClC nouvelles sources de financement. Horst Dassier, qui a créé ISL en association avec Dentsu, la plus grosse agence de publicité japonaise, parvient, au nom de l'efficacité, à convaincre les comités d'amb d'exploitation de céder leurs d'exploitation anneaux au ClO. En mars 1985, il signe avec Juan Antonio Samaranch le premier program (The Olympic Program) Séoul qui regroupe neuf grandes plus 100 milion de dolpour associer leur image i inili anneaux olympiques.

Le deuxième TOP 170 millions de dollars per 🚾 Jeur

lanque et une identité propres».

Le pouvoir central a répliqué que

l'Etat avait, pour plus de la moi-tié, participé au financement des

Le président du gouvernement

autonome catalan, Jordi Pujoi, s'est étonné des critiques formu-

lées sur cette campagne par la presque totalité des partis politi-ques, et a affirmé qu'il s'agissait d'une campagne de criminalisa-

tion du nationalisme catalana. Le maire socialiste de Barcelona,

Pasqual Maragail, a, de son côté,

fait remarquer que les Jeux sont

bien évidemment ceux de Barce-

ione, mais que personne na peut

les approprier : «Les Jeux

appartiennent à l'humanité tout

Un pacte avait d'ailleurs été conclu, le 4 juin demier, entre les deux hommes, par lequel chacun

s'engageait à ne pas utiliser l'évé-

nement comme tribune politique.

Cet accord prévoir que le drapeau

catalan, la senyera (quatre barres sur fond d'or), flotte sur

les sites olympiques et que

d'Albertville en de Barcelone. Au (1989-1992), M CIO a Maria 1,9 milliard in dollars dont il conservé environ 7 🐂 🗷 distribué le aux comités d'organisation olympiques and distant apportives internationales. Le «tré-Jeux de l'armine 4. 171 253 dol-lars, dont 47,7 millions en actifs investis en la mala en propriétés

Pour perpétuer la prééminence du CiO sur le numera sportif, Juan Antonio Samaranch a tué ses efforts dans deux directions : l'amélioration du spectacle des Jeux el la cooptation au sein de assemblée les principaux dirigeants sportifs, «Les Jeux olympiques ne maintlendront leur olympiques ne maintendront leur prestige et survivront XXII siècle s'ils accueillent les meilleurs sportifs », affirme-t-il. Après avoir la la Charle olympique dès 1981, il a permis un miliardaires du tennis un le basketball d'intégrer Jeux (lire l'article de Martin Mathieu).

> Pouvoirs spéciaux »

En obligeant 🔚 membres 📶 CIO I prendre leur retraite à soixante-quinze Juan Antonio Samaranch a pu faire coopter trente-neuf nouveaux membres 🖿 huit ans, de le richissime Mexicain Mario Vasquez Rana, préside l'Association de l'actionaux olympiques (ACNO), des présidents de principales fédérations. En revanche, in faire entrer l'Italien Primo Nebiolo, président in la Fédération internationale d'athlétisme, le mamier sport olympique, avaient échoué. Son ambition surée e le accordent tricheries constatées aux championnats du monde on 1987 I I'm avaient effrayé 🔄 membres 👛 ClO.

Tremplin catalan l'hymne the la Catalogne, the Segadors (moissonneurs), ioué IIII III cérémonie d'ouversure. Tout a failli Man more en cause lors de l'arrivée M ill flamme olympique à Ampurias, où will bannière «Freedom for Chiminal a south left includes, Lo. parcours la la limen en Catalogne a également armi lieu à incidents provoqués par im indépendantistes qui me déployé plusieurs reprises un immense drapeau de mille région auto-

> Pour Jordi Pujol, il rus film pass écarter la la Catalogne. Il a rappelé qu'à Helsinki, il y el eup Meantain e in - millant langue offi-Jeux. Le prince Felipe. qui participe an JO, a Warran accueilli, has di ann persia tation, en catalan. Il a répondu

> > MICHEL BOLE-RICHARD

ses championnats in monde in in the pour concurrencer les Jeux et tenter de rafter une plus large part le limite le télévisée. Il envisageait men d'interdire la participation aux limit dei mbliffici de plus de vingt-trois de correcte de pour le tournoi de footpara into Antalia Materialia 🛤 📰 « pouvoirs spéciaux » pour l'imposer enfin CIO présidence um permis li Juan Antonio Samaranch de régner désormais en imitra librala = le ClO. Pour la candidature de librala lone, il m pu s'abstenir de prendre aux votes, Joao Havelange et sont charges de faire campagne as place pour assurer la désignation de la manufacture de la manufactur

Aux des souverains des chefs I had présents la reme nie d'ouverture, Juan Antonio Samaranch aura pu voir 🔄 💵 samaranca aura pu voir
hommes l'a plus populaires at la
Catalogne: Maragall; maire
socialiste et président
da d'organisation Jeux,
et Jordi Pujol, a president de la
Generalitad, a Parlement régional. Tous deux manuel - - - raisons de marquer les CIO. La sœur du premier, petite-fille II. grand poète catalan, a été persécuemprisonné 🚪 torturé.

* Samaranch devrait occuper la première place sur le liste le ceux qui le possibles le Jeux de Barcelone», estime Pascal Maragall. « Ses opinions n'ont pas les jours coincidé une les miennes, il apporté beaucoup Catalogne in tant un préside la CTO, répond Jordi Pujol. Un sondage S à la veille forconfirme T Juan Anto-nio C de 81 % d'opinions contre 5,6 mauvaises auprès format que, 💶 lui. 🛏 Jeux n'auraient 👊 🔚 leur ville.

Obermin installe sur Olympe pur avoir organisé il ville premiers Jeax l'après-guerre froide, premiers boycottage, et sans controverse, Juan Antonio Samaranch aurait pu meretirer dignement l'an prochain, a soixante-treize ans. la tentation de briguer un forte : il annoncé, jeudi 23 juillet, son intention 🍱 se représenter. applaudissements du CIO. En 1994, solennellement à la Sorbonne baron Coubertin Trans d'organideux ans plus tard Atlanta, du centenaire. Or, le ce jour la personnalité la plus marquante de l'olympisme, Juan Antonio Samaranch profiter de ces occasions pour a lum reconnaître comme le grand bâtisseur du leane de l'olympisme,

GÉRARD ALBOUY

(1) I of Rings, de Vyv
Simson Andrew Jennings (adaptation
Irançaise, les JO, I
marion) Deporte del poder. Vida
Milagros de Juan Antonio Samaranch, Jaume Boix et Arcadio Espada, ôd Thema de hoy.

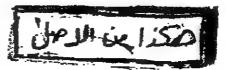
d'organis have plateaux

And the second s

A state of the sta The state of the s THE PARTY ME THE PARTY OF THE P The second secon

AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED

le joug 🖻 doctrines kantiennes.



But which have

The state of the state of

tige great it is painted

the transfer of the same of th

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

A Bearing and the

Marie State 1

维 运搬 医

Mary Tarketine Co.

The second secon

建设建设的

The west was a

The state of the state of

بالمحقق مارض والمتعققة

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

-

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

· ·

THE RESERVE

THE RESERVE THE PARTY OF

The state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The state and the

Tagastine ... no.

Marie Control of the Control of the

Antique de la constant de la constan

Mark Steel

The same of the sa

The state of the s

A PROPERTY OF

7

And the second

Belgin by the

Le retour des Africains du Sud

Quatre-vingt-dix-sept athlètes dont dix Noire mière sélection multiraciale africaine participant à des Jour olympiques. Trois femmes seront les meilleurs

JOHANNESBURG

de grand see a

 $(10^{-2})\log g_{\frac{1}{2}}$

No are of any

. 你就是 5

0.00

A SECTION LANGES

0.10.97

10 mg 100mg

 $|_{\mathcal{L}_{\mathcal{L}_{\mathcal{L}}}} = |_{\mathcal{L}_{\mathcal{L}}} \triangleq \mathcal{D}_{\mathcal{L}_{\mathcal{L}}}^{(1)}$ $= \int_{\mathbb{R}^{n-1}} \left(\frac{1}{n} \int_{\mathbb{R}^{n}} dx \, dx \, dx \right) = \int_{\mathbb{R}^{n-1}} \int_{\mathbb{R}^{n}} dx \, dx$

.

. . . .

 $(m,m) \in \mathbb{R}^{n}$

"TT

de notre correspondant

Queiques entrechats de ballerines en tutu et duo de chanteurs d'opéra. Pair Barcelona, d'opèra.

Un pop anglais
Queens, par Mercary
la cantatrice Monserrat Caballe, il
quelques années, que les athlètes
sud-africains ont quitté l'aéroport
international de Johannesburg pour
Barcelone, lundi 20 juillet. Quelq

étaient

Des voyageurs – surpris par son plus
passer l'occasion qui leur était passer l'occasion qui leur était offerte de saluer la première équipe olympique multiraciale de l'histoire sud-africaine. La la télévision ont longuement rendu

L'Afrique Sud, unanime, se réjouit de revenir par le grande porte la le giron le la manuel sportive internationale. Le sportive internationale. Le sport est de interdits qui de interdits des grandes rencontres, depuis plusieurs décennies, ont un impact psychologique beaucoup plus fort que les sanctions économiques d'abolition – officielle – de l'apartheid et négociations en mil d'appart mon demonstration de le combargos de boycot-qui frappaient de le sport de le combargos de boycotqui frappaient le

Le 27 1991, le Comité international olympique (CIO), recon-certaines conditions, l'Afrique du Sud, puis l'apprendit de l'inviter officiellement l'perticiper leux de Barcelone, le 1 du même mois. Le CIO effaçait Sud-Africains n'ont plus participé aux Jeux olympiques depuis ceux de Trans en 1960. Quatre ans plus tard, ils annu suspendus, et ne envoyer d'équipes ni à Tokyo en IIII ni Mexico en 1968. En 1970, le CIO décidait d'exclure le pays de l'apartheid de la famille olympique.

De 1901 & 1960, to Sud-Africains ont remporté seize médailles d'or, nin d'argent et vingt de bronze. Exclus depuis longtemp de compé-titions internationales de haut niveau, han chances de briller I Barcelone sont minces. Leurs Barcelone sont minces. Leurs espoirs reposent sur trois jeunes femmes: Elena Meyer qui courra le 10 000 m, la marathonienne Frith van der Merwe et la spécialiste du 400 m haies, Myrtle Bothma. Zola Budd-Pieterse, la révélation aux pieda nus des Jeux de Los Angeles, qui aurait pu remporter la finale du 3 000 m (sous le maillot britannique) sans son accrochage avec Marie Decker, semble être à court de forme.

Quatre-vingt-dix-sept sportifs sudafricains sont à pied d'œuvre, à Bar-celone. Cette première équipe multiraciale n'inclut cependant and illa noirs : IIII marathoniens; trois coureurs in 100 m, 400 m et 10 000m; ze jeune femme qui participera au 200 m; deux boxeurs une po L'héritage de l'apar-lourd. Les Noirs, droits depuis si longtemps, n'ont pu exprimer leurs talents. Les sportives qualité, in modernes réservés Blancs, leur étaient inderdits, quelle era all he valeur.

«Si was in Illiand سأنما وسيحه احتاظة

Abel Mokibe, un petit gabarit de vingt-six ans, a remporté in mois devint premier un noir gagner sa place une équipe sud-africaine pour les Jenx olympiques. Il vit et s'entraîne dans le ghetto noir Tembisa, près de Johannesburg dépit qualités intrinsèques bur du commun, il fut exclu il Boksburg Allaines n'entendaient laisser Noirs unicipales. En chance d'avagir groisé la chance and d'avoir croisé la man

d'un entraîneur la d'origine por-tugaise, Francisco Andre, qui l'a recruté, en 1989, dans le vice qu'il dirige au sein d'une grande entreprise industrielle.

«Francisco, c'est mon ami, patron, mon entraineur. Il me com-prend. Juli memprends. On fini par-tie de la même famille. Si tous les Blancs étaient lui, aurions meilleure Afrique Sud's, affirmait Abel Mokibe, dimanche 19 juillet, la veille son départ pour l'Espagne.

matinée, il avait participé
course de 15 km, l'Germiston, dans
l'Johannesburg, ultime entraînement wall hi grande pure

Line un style d'une incroyable légèreté d'une redoutable effica-cité, E jeune marathonien a pulvérisé le record de la course, «Il a de bonnes chances in le podium», la cutraineur, pour qui « les talents à l'état pur » sont légion en Afrique de la Francisco Andre line un belen apo-calyptique des autolites et vie illi athlètes poirs : « lis n'ont mu de moyens, pu d'entraineurs, connaissance technique u pas de

sponsors pour les soutenir. » Il fallu quatre-vingt-huit pour que Noirs sud-africains retrouvent le chemin des Jeux olympiques. La première participation officielle de l'Afrique du Sud remonte Londres. | quatre ans auparavant, lors Jeux Saint-Louis dans Missouri, deux Zoulous, Lentauw et Yamasani, participèrent marathon, terminant respectivement l'épreuve 🛮 🖶 neuvième 🔳 🗓 quatorzième place. Les registres l'athletisme sud-africain n'ont performances. L'histoire dit pas non plus comment deux Zoulous, manus aux pieds nus, partis du bout 🖦 l'Afrique. arriverent au unu du Missouri.

Le président De Klerk peut mettre à mail l'apartheid, préalable | la réintégration | l'Afrique du Sud dans III ment olympique. La c'est le prédu Congrès national africain (ANC), Mandela, qui annu la cérémonie d'ouverture, 25 juillet.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ATHLÉTISME :

une nouvelle génération de coureurs kényans

Le souffle des hauts plateaux

NAIROBI

de notre correspondant

s'entraîner quelques-uns meil-leurs coureurs du "Terrain vallonné, sol meuble air pur : quoi de mieux pour parfaire mise en forme?», explique Paul Ereng (vingt-cinq ans), à la wille du départ des trente-neuf athlètes ken (dont neuf femmes) pour

Jeux Séoul, en 1988, eu de le chance. Il e le «repêché», lors de chance. Il arepeché », lors sélections olympiques nationales, l'ujuillet, malgré quatrième place éliminatoire, tout comme Tanui, champion du 1991 à Tokyo. Par contre, John Ngugi, cinq m champion du cross-country, n'a même retenu. An cepreuves, sept de Tokyo ont le siminés par une nouvelle génémes casse-tête », John Anzrah, entraîneur en chef. « Sur le 3 steeple-chase, il quinze qui étaient quinze qui étaient une m

Pourquoi cette hauts plateaux hauts plateaux du Kenya, la vie en l ficie surtout d'un système éducatif organisé. Les entreprises publiques et l'armée prenuent ensuite le relais pour les graines les graines les dischampions.

Enfin, il y l'exemple des héros, dont le Kipchoge Keino (deux médailles d'argent à Munich) a inspiré plus d'un sélectiolympique d'aujourd'hui. Sa réussite sociale pas étrangère vocations qu'il président l'a bien promis compris. qui promis de la drapeau »
le départ pour

Dans l'équipe olympique,
plusieur soldats, étudiants l'étranger membres
club européens, Patrick Sang
(la du mêtres steeple
à Tokyo eu 1991) la figure
franc-tireur. Depuis sortie l'université, il deux ans, il se
Laissant l'enménage l'épouse, îl
s'entraîne seul l'épouse, îl
s'entraîne seul l'épouse, îl
s'entraîne qui lui d'un
club le qui lui quelques déplacements en Europe.

DOPAGE : malgré les progrès techniques des contrôles

Les tricheurs courent toujours

7115 contrôles antidopage seront Barcelone, 📩 20 🖁 🌬 plus qu'à Sécul. Malgré les progrès techniques me contrôles et le recui du depage « politique » I grande contre les tricheries reste cependant controllin à de difficultés.

BARCELONE de mile envoyé spécial

Ben Johnson sera là. Quatre qualification, le dopé le plus d' de l'histoire olympique s'alignera à Barcelone dans ce 100 mètres dont il fut le roi banni. Mais le Ben
Johnson le 1992 n'est plus celri de
1988, symbole l'ui seul de ces Jeux
de Séoul devenus en du
dopage (i). Ses performances et prétentions ont baissé. Le sprinter

reviendra la piste après s'être publiquement confessé, — peine : années de suspension — et anabolisants purgés. En un singulier retournement de l'histoire, le — maudit de Séoul est devenu un exemple pour l'alle cation des masses athlétiques, puteur d'un message le CIO aura habilement substituer au alle cation de la lutte antidopage foncpuisqu'elle n'a craint de taire chuter une tête d'affiche et qu'elle aujourd'hui m

> D'est **66 175**

«Le 📨 📥 🦰 Johnson a contrirale », peut ainsi se mi le prince Al Mérode, qui fêtera Barcelone in vingt-cinq and la médicale du CIO, qu'il créée et qu'il préside. Ces derniers il aura vu avec satissimplifier la La suspendus sportifs suspendus patien s'est allongée au fur mà mesure que Jeux approchaient. Dernier cas

Les autorités olympiques se la trant plus optimistes que l'histoire leur aura délivré une antre Phistoire leur aura délivré une autre nouvelle au cours I olympiade qui vient e s'écouler. Cel de la chute des régimes communistes de l'Europe de l'Est qui a entraîné avec elle leurs politiques de dopage à grande échelle. Les pratiques en vigueur dans l'ancienne RDA – et aussi, dans une moindre URSS, Bulgarie ou en la commune, après les manures de deux dernières années (le Monde du

largement cités. Les performances des sportifs de l'Est ont ainsi été tout à coup frappées d'un net recul. Pourtant des athlètes de l'an-

Pourtant des atmetes de l'au-cienne RDA, cités pour avoir consommé des anabolisants à forte dose, s'aligneront à Barcelone dans l'équipe de l'Allemagne au l'équipe de l'Allemagne au l'epuipe d'entraîneurs sieurs dizaines d'entraîneurs
pour leur pratique d'un dopage
intensif sont passès d'Est en Ouest,
à la recherchii de postes mieux
rémunérés. Les sportifs de l'ancienne RDA, excédés par la chasse
aux sorcières organisée contre eux à
l'Ouest et dont ils voient le dernier
avantar dans l'affaire krabbe pe se avatar dans l'affaire Krabbe, ne se privent pas de faire remarquer que l'un des décès les plus dramatiques dus au dopage avait touché une athlète de l'ancienne RFA.

En 1987, l'heptathlète Birgit Dressel, vingt-six ans, était morte dans des souffrances atroces, d'une overdose C'est que la carte in dopage mail in e confond pas forcément avec celle défunts. Et la CIO, s'il se frotte les mains de l'effacement de certains pays «à risques», peut difficilement se décla-rer vainqueur de sa longue bataille contre le dopage.

Si les pratiques systématiques, à l'échelle d'une nation, semblent désormais en régression - des regards soupconneux se tournent néanmoins vers la Chine - M. de Mérode reconnaît ainsi rencontrer Mérode reconnaît ainsi rencontrer aujourd'hui des difficultés avec les contrôles inopinés, hors compétition. « Ces contrôles ne dépendent pas du CIO: ils sont effectués à l'initiative des fédérations, « comités olympiques nationaux ou asouvernements. Il aux États-Unis, « exemple, leurs résultats rarement au d'effet, » ne nous sont pas transmis. » Des athlètes américains « sont fait prendre ces dernières années, mais prendre ces dernières années, mais presque tous lors de compétitions. Les contrôles inopinés et les sanc-lur qui en déconient disparates pour manière disparates pour efficaces. Eux sculs, pourtant, garantissent que le sportif ne s'est arrêté de consommer des substances interdites juste avant les Juste avant n'avait per su le l'arrive de Johnson.

> Preuve d'impuissance

Pour un tricheur, les chances de passer au travers des 1840 contrôles de Barceloue (2) restent encore très grandes. Comparée retrospectivement aux révéla-lime le dopage à l'Est, la proportion de 0,4 d'athlètes contrôlés positifs au cours six derniers Jeux olympiques d'été devie t une preuve d'imparent des Jeux d'Albertags davantage rassurant pas davantage rassurant sur l'efficacité des moyens de recherche. En fait, à Barcelone, seuls les maladroits, les mal renseignés ou les athlètes trop peu fortunés pour s'offrir les aubstances les plus soubisionnées rienness concernissimment encours plus sophistiquées risquent encore de se faire prendre.

L'éventail des produits indétecta-bles lors des contrôles d'urine s'élar-git en effet au fil des progrès de la science. Le dopage hormonal – les hormones de croissance, comme la testostérone on la cortisone natu-Laissant l'enige i mépouse, il

l'enil

l'enl'es hormones de crossance, comme la

testostérone ou la cortisone naturelle - pose ainsi des problèmes

administrées, souci

des substances illicites absorbées et toute manière? Eric Navet a manière de la courte de la c Quito de Beaussy, démontrant qu'il sécrétait naturellement il cortisone.

Surtout, l'érythropolétine, substance de plus plus et qui multiplie globules rouges le me n'est détectable par des examens sanguins. Or, maigré l'insistance la commission médicale du CIO, examens ne seront effectués | Barcelone. alls le arms sans doute à Lillehammer en 1994, dit M. Mérode lls semblent plus poser de problèmes religieux, mais n'avons pas eu le temps de les tester un échantillon assez large. Sans ces derniers résultats, pouvons pas devant un tribunal de prouver la tricherie.

Un staket de l'athlète

C'est sur doute la principale nouveauté în l'olympiade écoulée. Les athlètes condamnés pour dopage un découvert un ultime produit masquant : le ma in pro-cédure. Ils hésitent de moins m moins 1 attaquer devant im tribunaux civils in mail qui empechent in leur métier. Ces derniers mois, deux affaires ont sérieusement ébraulé la lutte antidopage. Katrin Krabbe, la sprin-Alma Maria accusée d'avoir triché 🛌 d'un contrôle antidopage, a ainsi réussi l se faire acquitter at ainsi reussi i se laire acquitter a aurait pu participer aux Jeux de Barcelone (le Monde du 30 juin). Harry Butch Reynolds, le record-man du monde américain du mètres — Indu pendant aus principe de l'Obio et a disputé le tribunal de l'Ohio, et a disputé 🖿 sélections américaines pour les Jeux. Selections américaines pour les Jeux. sauvé l'alliform mondial d'un meurtrier la fédération internationale et sale d'Amé-C'est à mu de parsenir a unifier contrôles a l'endre mu any

Mérode envisage égale-mise au point d'un social de l'athlète, a ce travailleur oublié qui doit être protègé in lui-même les exigences manière de sortir le la politique de répression, malanta à l'imperfection, pour le problème du moderne :
empêcher les vouloir plus loin que possibilités quand impératifs du spectacle qui i fait vivre demandent

JÉROME FENOGLIO

(1) A participants avaicut dopés, dopés, dopés, dimpions olympiques et dimpions de bronze. (2) Ce chiffre correspond une moyeane d'un athlète sur six. Les premiers chaque épreus de leur drine, ainsi que que sportifs sort. L'athlètisme surveillé, sur contrôles, devant volley-ball (144), l'haltérophilie (116) et la (93).



OBLIQUES

Olympic City

BARCELONE

a la envoyée spéciale

Les atolls, les péninsules, mempires. Les neutres, les convertis, Les rescapés, Sous la palmiers du village olympique de Mou, la dans le désordre. Voici le Vanuatu. Belize et de l'Angola, Vive Chinois. C'est mondial, jusque dans la morphotypie. Des perits râblés, des double-mè-tres à Deux
Un tatoué,
Guatémaltàques ce qui
empêche Un jindien à catogan. Un gamin
Maputo chaveux Un belge qui traduit en français.

Mongols, qui rigolent, dont un lutteur à démarche d'ours. Coiffés d'vingt d'une guinguette de Kensas City. Un fou rire les a pris. tent un ring. Un match de troupier. Mais saura-t-on jamais de qui pousse vingt Mongols I. l'hite-nité ? Un village olympique, c'est plein De d'impossibilité communiquer.

A chacun sa couleur, aux Fran-cais le bail emphyréotique le canotier. Les Commandarine. jaune. Chi ne peut manquer, ils se promènent beaucoup. Tout nouveau, gratuit. Et l'air leur retard. Tous ces gens pays , soupire cycliste Jacqueline Martin. Fana Thwala, le boxeur noir de l'équipe, pèse 48 kilos. Il n'en plus, il in heureux.

Comment le monde? Vu d'Olympic City, c'est la forme.

logne, pour une fois, reste sur ses Et Nou a plutôt l'air d'une marina calliomienne jeu de bowling, et projection au cinéma du
Demier Tango Peris, un film
physique, il est vrai.
c'est pour Un Nigérian a boîtes boîtes neuves sous le bras, l'important de participer, n'est-ce pas? boxe, c'est dire si le régime adoumoeurs. Its cherchent pellicules photo. Un coureur in fond mauritanien in par l'ordinateur qui connaît sa 🔤 🖿 Et judokas yámánites, qui se par la main comme au pays, par la machina reme qui leur la en bas. Somaliens finisport supplémentaire? Le CIO a tenté par le joindre Mogadiscio, l'un la famine. Peut-être ne désespérer. Un Son voisin du dessous nais, et, d'entrée, il plaint qu'il n'a rien sur 🗎 🕮

Olympic City, oul. Car la Cata-

Lan interes paintralities pers là. maigré l'embargo. Un bloc anti-Américains dix-huit di distribution di distrib journalistes, qui 📰 dû aller en voiture jusqu'à Amman prendre l'avion. logés au cin-quième étage l'un brique du village, nent salon dans l'escalier, font ques remords, Marie ? monde. Saddam au là, un restricted sur chaque main. Et Aathami, a car de mission, a plutôt récriminations. Son survêtement Le pistolet 🏙 l'unique tireur 🚞 l'équipe eté égaré per la compagnie aérienne espagnole pendant le voyage. Puis retrouvé à Casa-Et il date a conze anse.

On de s'inquiéter... CORINE LESNES

Où est passé Gallotta?

Le chorégraphe se perd dans sa recherche des grands mythes

LA LÉGENDE DE DON JUAN la Cour d'honneur

Avis de recherche : le chorégraphe Jean-Claude Gallotta, l'un inventeurs pointe de danse contemporaine française, a danse contemporaine française, a disparu. Un quidam qui fait pour lui présente actuellement Avignon une pièce dont la banalité et un vocabulaire classique étriqué ne le fait l'auteur de Daphnis Chloé, Survivants, Mammames Docteur Labus.

Commande 1º Exposition universelle 1º Séville, où elle a été créée le 18 juin dernier, cette Lègende de la Juan de suite la Lègende de Roméo et Juliette la le cadre de la « relecture des grands mythes populaires » entreprise par Jean-Claude Gallotta • le sigle DTM (cessons il le chicaner sur prétendue « nouveauté » 🚺 cette association danse-texte-musique, vicille comme III monde). Juan, devenu chanteur III rock - III n'était une mauvaise de de départ - souvient de quatre femmes qu'il a aimées, baptisées Eva, Mona, Elena, Maria, Ela desolante simplicité répétitive : féminin, ensemble rock, solo féminin, ensemble rock, quatre

L'utilisation al l'espace Ja la Cour d'honneur ne brille ingéniosité : le scénographe Yves C projeter sur le carré de lumière

C'est un brun, m taitle

moyenne, en sombre grand col blane-immaculé-amidonné. Il

est français, mais là il se trouve en Hollande. Son nom nous dit quel-pescartes. s'est approché de fenètre. tient un

livre, des de la comme pour l'empêcher de tomoer. Il des

livres, il n'aime pas trop ça, pour lui le meilleur de pours c'est l'aube, il n'est plus tout à fait endormi, pu éveillé tout à fait, e/e

mèle mes reveries du jour celles de la nuit», il peut prolonger délices jusqu'à midi. Il pendant qu'il écrit il regarde autre

Ecrire livres, bagne, il le doit un rève, cette il il il endormi. Nuit du 10 au 11 novembre 1619, a vingt-

trois === Il a eu trois rêves. L'un

trois: Il turne sur mille

mis.» cinquante pas plus
tôt, il décidera que ca sulfit, qu'il a
droit de rèver même
heures de l'après-midi : « Je
crois que le mieux je p
faire doré
faire livres... le n'écrirai plus

📥 📰 🚾 lettres à mes amis. » 🐧

mes A droite de la dans le jour de laquelle

Descartes tient son livre, une jeune assise. Qui? Elisabeth

in Bohème, Palatine? Christine, reine Suede?

Miettes

de confidences

C'est Jean-Pierre Andréani qui

Trais-Faucans

qui sera scène, et de faire promener au fond une vilaine tour rectangulaire. In parois ornées d'assez méchantes peintures (des portions de corps humains, semble-t-il, et d'un cheval). Yves Cassagne et guère été mieux institutes de la corp cassagne guere ete mieux inspiré pour la costumes, en s'efforcant la varier : les ensembles
portent la la impers la
bordeaux, puis la bermudas et
la noires, puis la chemidecessaises style chantier
leurosses Don Juan La du blane jeunesse. Don Juan = 1 du blanc, deux guitaristes qui l'accompagnent passent du rouge feu, perru-comprise, au noir. Les quatre héroïnes portent la même robe dorée style années 50, laide.

La musique (Henri Torque, Lirge Houppin, Local Groupe) fait elle Houppin, Local Groupe) fait elle alterner une régularité du métronome piano solo, d'un la Satie, pour les qualité pour les ensembles. Avec quelques intermèdes silence, bruits vent, d'avion ou in bombardement. In oublier le phone dont joue l'une Gravat (Don Juan): gentiment, mais une le proposition de la company de l'une de l' (Don Juan) : gentiment, mais le plus le monde. Il chante mieux, m bougeant comme

> Le mythe escamoté

Dans Légende de Roméo Juliette, on avait la consterné par la platitude de la de Claude-Henri Buffard. Celui de Juan,

dge qui était peu louche v (c'est-à-dire qui louchait peu). Une autre fois, il note sur la page de garde d'un livre : Enfant conçu le dimanche 15 octobre 1634 ». Nous n'irons pas dire qu'il n'est pré-

cis. C'est sa fille, Francine, le le 19 juillet 1635. Elle allait mourir

19 juillet 1635. Ete anait moorii in 7 septembre 1640, et ce peu d'années passées avec la petite, et sa Hélène, une Hollandaise protestante, il semble qu'elles

turent, pour Descartes, les moins

proche, paraissait croire

qu'il faut savoir maîtriser. A son ami Constantin Huyghens, effondré

perte de son père, il écrit :

in larmes un la tristesse n'appar-

tiennent qu'aux semmes. » Et puis

il y eut ces trois mots, glissés

l'inaccessible princesse de le « Encore qu'on aime beaucoup, en désire peu lorsqu'on

Quel intérêt, quel

residence outsidence in l'un

des plus grands philosophes de l'Histoire? C'est que l'amont a

été un homme simple aussi, tou-jours droit et clair lorsqu'il

quelque chose, in donc d'une approche généreuse. Et rien n'était

négliger, autour de lui. En lui.

Data un a bis autant & soin

attentif i say in sai-

aimer plutôt qu'une
autre», qu'à prouver
Dicu,

Voir entendre un Calenda

qui se bat m duel more qui l'accuse d'être mécréant, qui lama

l'érin des vers par mais en a la

la reine Christine, qui noum d'ail-leurs que la poètes disent des

beaucoup plus profondes que pauvres philosophes, tout cela joué mis en che par Jean-

Pierre Andréani, Louise Lemoine,

Philippe Klein, c'est un plaisir bien

vif, parce que toutes la pages Descartes, qui mal là derrière.

and un meter make prove

m conçoit aucune espérance.»

Les heures de l'aube

Quand le philosophe de la raison **prend le vouloir rêver**

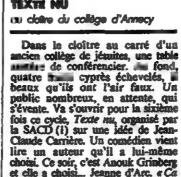
d'abord, il est dit mi-voix par 🖢 📢 héros 🗷 non vociféré plusieurs de premier, ensuite, m n'en comprend IIII Maitié. Ce qu'on perçoit n'a quoi quoi La vérité artifice de artifice songe », ou « Wa principe je a crois Dieu, IV. III tisane
passer II III». Comprend
que la pauvre Elena, qui ii droit ii
discours métaphysique, fuie iii

quittent I Juan est séducteur Séville? Le mythe escamoté. Certes, Gala prévenu que al «la part cachée a solitaire de séducteur, cacner i sontaire i sentetri, introspection, ses faiblesses, fèlure » qui l'avaient intéressé. il un plus que l'avaient pour gérer an dais s'hée desenti

Zamun h mm déception majeure, la chorégraphie. Il piqués, grands jetés, chassés, il controlle de la cadémique qu'on parfois l'on ne pas trompé d'adresse, la Cour d'honneur — I qu'au
la Carnier évidemment, c'est
mieux dansé... A peine
voit-on par-ci-par-là, brièvement,
petits inattendus petits inattendus, incongrus, fantaisistes, Jean-lançait naguère M pelle.Par-dessus le marché, 🖦 parcours d'une imagination les l'etrop des des traversées de plateau franche

Char un affrit éperdu pass sequelque ce ce spectacle malgré tout sympathique, retiendra les variations jolies duatre perperphine Benois, Christiae Cloux,
Ariatta, Harsch, un
nocturae, milieu,
aux ralentis non dénués de douceur de poésie, peut-être l'image finale, femmes roulant le sol comme des et engloutissant Don Juan. Sur une heure cinquante,

SYLVIE DE MUSSAC Les 25 et 26 juillet,



Tandis qu'elle s'installe, qu'elle Tandis qu'elle s'installe, qu'elle ouvre un petit carton à dessin vert, qu'elle ressemble, figée dans un trac mortet, à une acrobate avengle juste avant le triple saut périlleux en arrière, Claude Santelli explique qu'il va s'agir du procès, seulement des minutes du procès. Recueillies surtout dans l'adaptation qu'en avait faite Georges Pitoéff pour sa femme Ludmilla et dans le scénario de Robert Bresson. Annuk a réalisé le

u.l'ai voulu m'enfuir et je le voudrais encore, u.le dirai la vérité
mais ne dirai pas tout. A travers
Anouk Grinberg, c'est extraordinaire, des siècles de récupération
nationaliste et guerrière quittent en
un instant l'image de Jeanne la Lorraine. La gosse qui au combat, portait, elle, l'étendard « pour éviter de
nuer» est là, tout près. Elle parle, elle
pleure, elle dit des choses de grand
bon sens et de grande beauté. Saint
Michel et Sainte Catherine avaientils des vêtements? « Pensez-vous que

Anouk Grinberg change de voix quand elle devient un juge, mais pas beaucoup, ce n'est pas la peine. On est avec Jeanne, on ne perd rien de son courage ni de sa peine. L'acte d'accusation : séditieuse, maudite et malfaisante, et encore hérétique, achismatique, apostate paro delle a quitté les habits de son de La condamnation «au pain de douleur et il l'eau d'angoisse», avant de l'être à mort. «Je veux bien mourir

immédiate, danger revendiqué, Parfois, Anouk Grinberg se trêbuche les sur les pierres d'un mauvais chemin. Comme trébuchait, aussi, le pucelle. On met à Jeanne le ches

suppliciés. Elle a cette dernière ques-tion dont elle espère la réponse : « Où serai-je, ce soir ? » Jamais texte ae fut plus nu, et l'on sent soudain un grand seu impardonnable s'élever dans cette cour sereine. C'est fini. Avec un dernier sangiot tout doux, Anouk Grinberg est redescendue du bûcher. Elle a refermé son petit carton à dessin vert. On ini a offert un bouquet de roses blanches. Des anges, ou quelque chose comme ça, volaient encore.

Demain, les lectures continu Maud Rayer et Prévert, Jean-Louis Trintignant et un dramaturge argen-tin inconnu, Judith Magre et Jean Vilar, Henri Virlogeux et Gaston Bachelard associé à Louis Jouvet.

(1) Société -

Anouk au bûcher

lire un auteur qu'il a lui-même choisi. Ce soir, c'est Anouk Grinberg et elle a choisi... Jeanne d'Arc. « Ça fait dix ans que j'aime cette fille, ce Sahara de fille», a-t-elle dit.

Robert Bresson. Annuk a réalisé le montage, elle sera seule face à ses juges. Ceux-ci ne seront pas nom-

Réquichot peintre défroqué

beaucoup plus alsé de beaucoup plus alsé de consoler, et de reprendre tranquilité d'esprit accoutumée, qu'il n'y a plus du tout de remède, lorsque aviez occasion de craindre d'espèrer. » Oui, les bien, lorsque meurt la petite Francine : Je L'exposition fort bies inte du centre d'art de Tanlay (Yonne), où Louis Détédice sort des sentiers battus (l'autre d'il avait exposé ment le revisiter Réquichot. Avec bon choix peintures, de « dessins en spirales», d'« écritures à la d'îlustres, telle à bêtes, « reliquaires ».

De quoi consacrer le peintre défroqué qui sacrifiait l'art, qu'il bien, l'inl'art, qu'il sacrifiait l'art, qu'il sacr

Un artiste opérer l'imment, échapper aux grandes lignes jusque-là les histo-les dire pour du la qu'il ne partage que, pu qu'il n'el le son temps. Réquichot pourrait bien d'avoir été de le 50, d'avoir voulu explorer les internes la distance des les constant de les consta désintégration » dont Camille Bryen (un de sa la spi-rituelle, qu'on reble trop mucl a citer) disait, en 1957, qu'elles étaient inépuisables. Réquichot l'aurait-il = = 7

wife or board parties or Par « désintégration » il entendre, depuis Cézanne, le entendre et la dissolution de man confiance, en mili détente, pour la forme. MICHEL COURNOT B, rue Pétramale, A

ment plaisir à monter ses pâtes ment plansir à monter ses pares sanguinolentes, à parfaire, avec détermination, ses explosions viscérales qui, rétrospectivement, peuvent être perçues comme la répétition générale de sa propre mort. Autant dire que cette gestualité prenante, extrême, se démarque de tous les autre mes alors en visique un par exemple chez les

L'exposition ne le montre pas, mais les toutes premières peintures de Réquichot, qui n'est pas devenu moine ou curé, mais avait pris le chemin des écoles religieuses plus que d'autres gamins, étaient d'inspiration chrétienne : entre 1941 et 1948, elles avaient pour thèmes la Cène, la Crucifixion, la Descente de croix. Une histoire de corps donné déià, traitée sur le mode donné, déjà, traitée sur le mode des arts primitifs crispés, ou d'ex-votos maladroits.

Une vie organique

Après quoi, moins par l'idée de sacrifice que le souci d'ex-périences plastiques, le jeune Réquichot circule d'atelier en atelier, an service militaire, rengéométrie en relief dans un nus, yes benfs, ses in (d'hommes ou le veaux qu'il promenait des valises), pour les pièger dans un dessin et le ou toile d'araignée. Puis, en toute logique, le reintre fuit voler la figuration en le peintre fait voler la figuration en éciats, multiplonger au cœur de son mais originel, de recommenal à zéro, avec par exemple un tableau titré : Au commencement,

Andrew Andrews and the second second

Il accoste quelque temps au bord des volcans, des rivages lunaires et des grottes tapissées de végétations coraliennes, s'essaie aux tracés de couleurs an contean, embrouille ses calligraphies, qui font des nœuds, et peuvent ressembler à des racines germées ou i de durument d'épines. Désormais, il m produira plus rim qui ne relève d'une vie organique, qui ne assi-milé il des formes le vie régétale ou animale, rimante ou cérébrale.

des nerfs, grand will a 1957, tellement mieux que grandes mill et line à mp de fleuret moucheté m Mathieu, il mêle e deux, peint un magma aux sang plus ou moins frais, auquel il colle bonts de carton découpés is ses propres qu'il la de traits a man à boudin, d'une agitation plus que

Des dessins en spirales veloutés comme des champignons aux mil-liers d'anneaux de rideaux assempend en sculpture ou met en boîte, des agglomérats de couleurs direc-conglo-peinture, racines, de plumes, ou d'escargots, de frag-peintes peintes choisis qui mèlent fruits, fourrures, légumes, coquillages, saucissons, médaillons truffés et étiquettes de vins en un tissa serré, spectaculaire, Réqui-chot, volontiers boulimique, aura vouin

Il aura traité de la chair, au excès, mais aura vanité, dé-molli 🎚 peinture, qu'il une vicilie peau. Balancant, du pélican Saturne. Alle savoir lequel des deux a fait le saut dans le side, vraiment, irré-médiablement, Film de distance

la terre de informe et de les entre soi et l'œuvre, autrement dit ténèbres couvraient la face de faute d'avoir le de limites. faute d'avoir le la limites. Un res comme de Staël, Il l'opposé d'Yves Kiein, en qui l'on pre voir un cas de figure symétrique inverse, de part et d'autre de la ligne d'horizon. Celui-ci = célèbre. Réquichot la tortueux, la torturé, l'impur, Mass peu mones sorti da purgatoire, malgré l'étude de Roland Barthes at 1973.

Malgré l'exposition Westkunst, I Cologne, au où Réquichot était un de dum artistes français invités, en bal qu'initiateur du name de la company Ce qui III Mas doute exagéré. Main le Militian mériterait //W/A creusée. Celle IVIII III IIII également, men Dubuffet, et lien in mlum individus Mark i chercher jusqu'où on per la

GENEVIÈVE BREERETTE

▶ Hommage à Bernard Réqui-Centra Contemporali, de Tanlay, 89430. jours, de 11 heures à 19 la Jusqu'au :

CINÉMA

d Décès de l'actrice britannique Maxine Andley. - L'actrice britan-nique Maxine Audley, qui avait interprété la ille il inc mire dans In roi | New | (1957) au 14 Charlie Chaplin, est I le 23 juillet à l'âge soixante-neuf

Maxine Audley avait com-ca 1940, devenant interprète du répertoire Shakespeare. Au cinéma, elle a joué sulument Man I Prince I M Danseuse (1957), Laurence Olivier et Marilyn Monroe, II Alex III La Havane (1959) THE Alec

C'est Jean-Pierre Andréani qui nous montre ainsi le la chambres la La Haye, Leyde, Amsterdam... Chaque is de juillet, en «off», Jean-Pierre Andréani convoque un fauteur de livres. In fut Montaigne. Puis Rabelais. Aujourd'hui rapide sur sa intime, the Elisabeth, ll crit: « Une mère qui mourut, peu après naissance, d'mal causé par quelques déplaisirs. » Qu'els déplaisirs? Qu'avait-on pu «faire» à la mère de Descartes, pour qu'enfin elle en mourût? E qui? Et manuel le sut-il? Par vieille nourrice, qui l'éleva, qui lui survécut?

Ecrire un livre, les Passions de l'âme, oui, pas mai in prier par Elisabeth. It son cœur a lui, non. Juste deux mots, trois fois vic. « Lorsque j'étais 8, re enfant, j'aimais fille mon 17 heures.

le joug doctrines kantiennes.

L'UNEDIC, premi

The second secon

 $\sup_{k \in \mathbb{R}^{n+1}} \left(\frac{1}{n} - \frac{k}{n} + 1 \right) = - k^{2} k^{-1}$

May some your

1000

1.1.0

41

5. The state of

No. of the latest and the latest and

STATE OF THE PERSON AS ADDRESS. The Court of the Park of the Court of the Co For Complete 100 tours 1242 1940

Andreas Bourseling

The same of the same of the same of when the is history

CAM LINE ARTS HEADING

Market San and Arts San Arts

Colombia Col

Tiercé, Météo et Tapis vert. 23.20 Feuilleton : Le Secret du Sahara. 0.50 Sport : F1 Magazine.

Journal et Météo.

20.50 Série : Tatort. 22.25 Magazine : Le Bar de la plage. 23.40 Journal et Météo. 23.55 Magazine ; Les Arts au solell

0.00 Série : Un privé sous les tropiques 20.45 Séria : La Petit Docteur, 21.40 Traverses. 22.35 Journal et Météo.

22.55 Magazine : Aléas. 0.40 Magazine : L'Heure du pri

19.50 d'ouverture. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Cinéma : Dark Angel, D 0.40 Jaux olympiques.

In III Fun glisse. 20.38 des plages. 20.40 Téléfilm : Queenle. Force d'un destin. 23.50 Musique : Turne 1.00 Six minutes d'informations

1.15 Musique : Dance Machine 1.40 May : Nouba,

20.40 Documentaire :

Documentaire : Les Démisse noires. 23.45 Jan Masters.

Dimanche 26 juillet

TF 1

13.15 Jeux olympiques.
13.25 Magazine : F1 is lune.
15.35 Série : Duo d'enfer.
11.10 Divertissament : Vidéo gag.
16.45 Disney Parade.
18.05 Magazine : Ushuala.
19.06 Série : Tonnerre de feu.
20.00 Journal, résumé des JO, Tiercé, Météo et Taple.

Cinéma : Le Pont de Cassandra, m 20.50 23.00 Magazine : Ciné dimenche

23.05 Magezine : Club olympique. Journel et Météo.

Sèrie : Aux marches du palais. 13.35 Sport : Cyclisms. 16.50 Sport : Le Journal du Tour.

17.35 Sport : Jeux olympiques. 18.55 Magazine : Stade 2. 18.50 Magazno 19.59 Journal, Résumé des JO, Journal des courses 20.50 Série : Taggert. 22.36 Sport : Football.

FR 3 13.30 Magazine : D'un soleil à l'autre.

Documentaire : Au pays des kangourous. 14.55 Téléfilm : Meurtre à rebours. 16.30 Tiercé. 16.45 Dessin animé : Our Gang. 17.00 Les Vacances de Monsieur Luio.

18.30 Opéra : Un petit peu d'exercice. 19.00 La 19-20

CANAL PLUS

M 6

ARTE

Un voyage andalou. 22.30 Cinéma d'animation I

MAN Jeux olympiques 22.30 Journal et Météo. 22.50 Cinéma :

Je l'ai été trois fols, ww 1.10 Musique : Méloma **CANAL PLUS**

> 13.00 En clair. 14.00 Jeux olympiques. 16.00 Le Journal télévisé olympique.
>
> Jeux olympiques.
>
> 20.50 Cinéma : Tripies. a
>
> 22.20 Flash d'informations. ciympiques.

> > M 6 13.00 Série : Equalizer. 13.50 Série : La Joker. 14.40 Multitop. 16.10 Série : L'Heure du crime. 17.05 Série : Le Saint.

14 : E8 19.00 Série : Les Routse du paradis 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 NAM : Madame set servie. Magazine : Sport 6. 20.38 Magazine : Sport 6. 20.40 Télétilm : L'Espace d'un orl.

22.25 Magazine : Culture pub. 22.45 Téléfilm : Trouble jeu. 1.00 Sb minutes d'informations.

ARTE

19 10 8 1/2 Journal. 19.15 Documentaire: Le Danemark. (1940-1943). 20.00 Documentaire : Le Danemark en résistance (1943-1945).

21.05 Téléfilm : Les soldate ne chantent plus. 22.35 Documentaire : L'Attaque de la Norvège. 23.20 Documentaire :

Le Monde

Comité 📺 direction : Jacques Lesoume, gérant
de la publication
Bruno Frappat
la rédaction
Jacques Guiu
la gostion
Lucbert
socrotaire général

Marian and State of the Control of t

Yves Jacques Amaino Thomas Ferencei Philippe sques François

Danjel |

Ancions directi urs : Beuve Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1969-1982) Laurens (1982-1985) Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
TO (1) 40-65-25-25
Telècorieur 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1. PLACE HUBERT BEUVE MERY
TO (1) 40-65-25-25
Tolécorieur 49-60-30-10

CULTURE

L'Été festival

Avignon

Dernières nouvelles de nos cousins

Invités par l'Association française d'action artistique, deux auteurs québécois sont venus à Avignon

Jean-Marc Delpé ont participé aux Rencontres de la Chartreuse, où ont été lues leurs pièces, « traduites » par Noëlle Renaude et Eugène Duril: « Vos acteurs, paraît-li, sont gênés par la musique de notre tangage et sa syntaxe. Quand ils nous écoutent, ils pensent « paysans ». Quant à nous, nous connaissons mai les auteurs français. On joue chez nous le répertoire mais peu de contemporains. L'an dernier il y a eu les Trompettes de la mort, de Tilly, les Paimes de Monsieur Schutz. La saison précédente, Dans la solitude des champs de coton, de Koltès, C'est à peu près tout, Comprendre les mots que l'on dit n'abolit pas toutes les barrières. Nous sommes Tout I I'hiver. Nous devenons latins lorsque, bru-

talement, éclate le printemps... Quoi des meilieurs, le coût d'un décor tout cas, elle a réveillé les gens. ques, Michel-Marc Bouchard et qu'il m soit, nous n'avons pes la même histoire. Quand on me parle du « régime de Vichy » par exem-

ple, je pense li l'eau minérale. » Avignon nous a permis de rencontrer d'autres auteurs, on verra ce que ça donnera. Nous avione entendu perler du Festivel, naturellement, mais c'est sur piace que nous nous sommes randu compte de son importance. Il est plus Important que ceux de Toronto, de Chicago. Auparavent, nous avions invités à Limoges aux Francophonies, où, semble-t-il, il n'y a pas d'auteurs français. Nos pièces étaient présentées per des Balges.

 Le répertoire québécols est en
 de naître. Les comme de créapar repport aux vôtres. Ainsi, au a failli tuer le spectacle vivant. En Théâtre du Monde, l'un même temps, dans le province en

tourne autour de 150 000 francs - Nous avons trente-deux chaînes. des francs, oui, pas des dollars. Le dont certaines interactives, avec jury qui accorde les bourses tient compte de la valeur artistique des projets et de leur budget. Les acteurs répètent six semaines sans être payés, touchent environ 600 francs per représentation, et n'ont pas droit aux allocations de chômage. Its doivent être syndiqués ou bien obtenir une autorisation des syndicate. Tout m mail au théâtre. Le marché est plus ouvert un cinéme et la télévision. Mais la plupart sont obligés d'avoir des lobs à côté, Nous fonctionnons sur le modèle américain. Dans le style de jeu également, très marqué par le « stanislavskisme » de l'Actor's tion sont nombreux, mais pauvres Studio. Comme partout, le télévision

des émissions programmées pour que l'on puisse intervenir, comme avec un jeu vidéo. Demièrement, le public u baissé, L cause des prix des places. Il a été question 🖮 taxar les spectacles comme l'alcool et le tabac, 1 27 %. Les protestations ont été unanimes, et le gouvernement a dû reculer. ■ Ca que nous espérons ? Des échanges. Pas seulement des

visites de festivals. Des projets commencent à se monter dens ce sens, qui tablent sur la durée. Mals peut-être bien que notre hiver effrale les Européens. »

Propos recuellis par **COLETTE GODARD**

Le conflit des intermittents du spectacle

L'UNEDIC, premier mécène de France

des intermittents du spectacle a mis en évidence les inquiétudes de toute une profession, attachée I son régime d'assurance-chômage. I au-delà des motions de principe pour la défense de la culture, les enjeux réels du dossier ont souvent été ignorés par les principaux intéres-

Depuis qu'un accord est intervent pour le régime général d'assurance-chômage, dans la nuit du 17 au 18 juillet (le Monde daté 19-20 juil-18 juillet (le Monde daté 19-20 juil-let), les intermittents du spectacle ont enfin la confirmation de ce qui était dès l'origine acquis, malgré les soup-cons entretenus par le syndicat CGT. Leur système particulier d'indemnisa-tion n'a pas été modifié et ne le sera pas avant le 30 septembre, date pré-ma dans le précédent accord du 5 décembre 1991 pour la révision des fameuses annexes 8 et 10. Simdes fameuses annexes 8 et 10. Sim-plement, mais comme tous les autres salariés, leurs indemnités sont désor-mais soumises à une dégressivité, cal-culée en fonction de la durée de con-

Cela ne suffirs sûrement pas à ras-surer toute une profession qui, depuis trois ans, sait que le traite-ment spécifique dont elle bénéficie est fortement critiqué, voire menacé. Au sein de la commission spéciale constituée pour procèder à un exa-men, des propositions ont été expri-mées qui limiteront nécessairement les avantages accordés jusqu'à pré-sent. Tour à tour, M. Jean Kaspar (le Monde du 17 juillet), Mas Martine Aubry et le CNPF ont d'ailleurs tracè les contours des règles futures qui pourraient être décidées.

Situation particulière, réponse particulière

Sur le fond pourtant, et quelles qu'aient pu être les réactions souvent ambiguës pouvoirs de il reconnaître que techniques ues,
techniques ues,
droit commun ou, pis, en même
temps qu'il est basé sur série de
confusions, les conditions des intermittents accumule les confusions, est les conditions propices aux abus. Est exemple, quand un la brinal» pent préquand un la brinal» pent préd'indennisation
par l'UNEDIC, la la cours des six derniers mois (quatre
mois au cours des huit derniers mois partir du le août), la situation de l'intermittent est autrement favora-ble. Pour III (trois mois) effectuées Fannée, soit l'équiva-convertis temps de travail, ce dernier une

De fait, les artistes et les techniciens du spectacle disposent ainsi, non d'une assurance-chômage, mais non d'une assurance-chômage, mais d'une garantie de revenu renouvelable tout au long de leur carrière. Un privilège accordé sans contribution supplémentaire à une catégorie professionnelle; ce qui n'est pas le cas des intérimaires, moins bien protégès, alors que les sociétés de travail des propaire origent plus ni celui des temporaire cotisent plus, ni celui des travailleurs du bâtiment et des tra-

De l'Odéon à Avignon, le conflit dus aux intempéries. Certes, personne ne nie que le manufacte a tents du spectacle une réponse appropriée, les périodes d'inactivité pouvant être plus longues que ces reures de l'exercice effectif de leur public de l'exercice effectif de leur ces effetires en plus des décidires en plus des des leurs des des leurs de l'exercice en plus de l'exercice e more, que ces secteurs Mui sans

Le chômage royal des redettes

A chaque instant, la culture court le risque d'être sinistrée, et il est vasi que, majoritairement, les intermit-tents sont faiblement indemnisés, tents sont faiblement indemnisés, malgré les avantages dont ils profitent, exceptionnels au regard du sort commun. Et, pour tontes ces raisons, il fallait blen que la solidarité interprofessionnelle accepte des dérogations. Mais, pour autant, est-il logique d'aboutir à un mode de fonctionnement qui fait de l'UNE-DIC le premier mécène des arts et spectacles en France? Toute la quesspeciacles en France? Tome la ques-tion réside là quand on sait que, selon des décomptes réalisés sur l'an-née 1991, les 537 millions de cotisstions payées par les professions du spectacle correspondent à 2,350 mil-liards d'indemnités versées par le régime d'assurance-chômage. Une sination à comparer aux 20 milliards de déficit cumulé sur les deux demannées, pour 2,5 millions de chômeurs indemnisés, qui entraîné, on vient de le voir, l'adoption de châmeurs au le voir, l'adoption de châmeurs au l'adoption de la contrainé de la cont

tionnement si particuliers, et de l'équilibre économique d'une activité si hautement spécifique. Alimentés si hautement specifique. Alimentes par les cotisations des silarlés et des employeurs, les fonds de l'assurance-chômage ne sauraient être affectés à une mission d'intérêt général qui devrait plutôt revenir à la collectivité nationale, et donc à l'impôt. En bonne logique, il fandrait admettre que la défense de l'outil cultural et la recteritor des artistes font partie des protection des artistes font partie des bieis de subventions. Avec une diffi-culté, cependant : sens parler des cri-tères de sélection ou de reconnaissance, cela reviendrait à créer un

abel d'artiste d'Etat... Dans la pratique, aussi, le système en vigueur révèle ses effets pervers, qui ne font qu'ajouter à l'incompréhension réciproque. Par la force de l'habitude, les intermittents voient dans le dispositif un moyen de rémundantes une accurance autre un doit nération, une assurance avec un droit de tirage, quand les partenaires sociaux raisonnent en imme il mutualisation d'un risque. De même, employeurs du spectacle, à la employeurs du speciacie, a la leurs obliga-tions e sont e établir leurs budgets en tenant compte de l'apport des ASSEDIC, alors que, en droit, les allocations de chômage ne sauraient faire partie des éléments de

C'est ainsi que naissent des excès. Les durées officielles de travail sont tion de drastiques mesures d'économies et de recettes.

Une première clarification s'impose. Au-delà d'un certain seuil, à définir, l'UNEDIC ne peut supporter seule le poids financier, à la fois

tions ou les repérages. Par suite, la vaieur du salaire de référence augmente, qui détermine en pourcentage le montant de l'allocation versée. De plus, et dans un document interne, l'UNEDIC constate que, en additionnant les jours indemnirés et le nombre de jours en équivalent d'houres d'activité on arrive « souvent », nas bre de jours en équivalence d'heures d'activité, on arrive «souvent», par ce moyen, à un total supérieur aux jours de l'année. Par exemple, «55 cachets isolés, soit 660 heures d'affiliation, équivalent à 117 jours, alors que 310 jours auront pu être indemnisée dans l'année».

DE, ON A VII SE CE officines qui proposent aux dirigeants d'entreprises de spectacles, contre rétribution, d'aoptimiser» les capaci-tés fournies par l'UNEDIC. Souvent, des employeurs ne versent pas les cotisations dues, et particulièrement les professionnels occasionnels que sont les collectivités locales et autres organisateurs de manifestations épi-sodiques. Enfin, et cela est mieux consu, la réglementation profite beaucoup aux vedettes, y compris de l'audiovisuel, dont les cachets royaux, bien rassemblés, servent à définir de confortables rentes, hors saison, entre deux tournées ou deux feuilletons.

Mais ces utilisations habiles de la règlementation, qui ont abouti à un détournement des objectifs d'origine, ont également des conséquences cause. L'abus l'intermittence, commode pour tous, employeurs et salariés, a provoqué une baisse de l'emploi stable et, de fait, a indult une aggravation de la précarité. C'est d'ailleurs en évoquant ce travers que M= Anbry, ministre du travail, a proposé l'ouverture de discussions sur les conditions de travail.

ALAIN LEBAUBE

CARNET DU

Mariages

- M. m M Jean RICHARDSON, Le Fetzi OWHADI Ages OWHADI-RICHARDSON. heureux d'annoncer leurs parents et amis le mariage de leur petit-fils et fils,

OWHADI, avec Mª Valérie LEPÊTRE, ce m juillet 1992, à Montpellier.

214, em Christian-Dior, Aqueduc-II,

Montpellier.

Décès

- Le Guillon, professeur la la faculté de mèdecine de Nantes,

son mari,
Ses petits-enfants,
Et la famille,
ont la la mari de la part du décès de Colette GUILLON. Hazard,

le i juillet 1992, i ans, l'espérance de i résurrection.

ie religiouse s le mardi juiller, à 10 heures, s Saint-Nicolas L

Correard,
Saint-Pierre,
présidente
la formation E, Saint-Pierre-J, Cor-

Et tous membres (dont le but présenter pour régliser unité intérieure pouvoir vivre dans l'Amour véri-

Dieu, le mercredi 8 juillet 1992, de Jacqueline CORRÉARD,

qui, pendant années, par ses écrits, ses cours, ses conscils, a une et d'es-poir à nombreuses lieu 🚾 l'inti-

Jacqueline Corréard, les dimanches 26 juillet et 13 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph Epinettes, Paris-17.

me tient lieu de faire-part.

Pierre-J. Correard, 94, rue des Moines, 75017 Paris.

- Mª Yves Decourt. son épouse,

Marie et Clara, ses filles, M. et M. Bernatets, sa mère et son beau-père,
M. et M. Decourt,
son père = belle-mère,

Jacques, Pierre, Michel, Gulllaume familles Decourt, Alexandre, Bergeaud, Pilato, Gilli et Martinaud-Deplat. et Juliette.

ont la douleur de faire part du décès de Ym DECOURT,

rappelé à Dieu, le 21 juillet 1992, and sa treate-huitième Le service religieux le le lundi 27 juillet, à 15 h 45, en l'église Saint-Léger, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

L'inhumation aura a cimetière nouveau Saint-Oermain-en-Laye, dans la sépulture a famille. 41, rue Fourqueux,
Saint-Germain-en-Laye.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

📠 nous prie d'annoncer 🎫 🗰 M. Georges CLÉMENT,

ancien polytechnique,
de l'ordre Mérite,
de guerre 1939-1945 Priez pour lui.

la part de M= Georges Clém Ses enfants ■ petits-enfants. La cérémonie religieuse a 📟 🔤 🚥 l'église de Rives, le samedi juillet, 11 15 h 30.

Chateaubourg, 38140 Millian

<u>Anniversaires</u>

 Pierre-Frédéric BOYÉ nous a quittés il 🛚 a deux ans, 🖿 27 juillet 🌃 à l'âge 🖿 vingt-deux

Que ceux qui l'ont me pensent ! - fl y a le le juillet 1989,

François PIGEAUD quittait.

Que qui l'ont connu = =========

مهد متن 100 _ 100 mm m

Grade Comme

Stage of the second

.

graphical called the

Jacob Comment

 $(\omega_{i})_{ij}=(\omega_{i})_{ij}\omega_{ij}$

Approximate property of

AND THE PERSON NAMED IN

The second second

Last 1

. "

Section 1

Company of the second

THÉATRE

AKTÈON-THÉATRE (43-38-74-62). Courteline... Guitryl: 19 h. la Journal intime la Mara I la h 30. L'arnour est aveugle : 22 h. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Fille sur la banquette

h 45, dim. 15 h 30. ARTISTIC - ATHEVAINS (48-06-36-02). L'Éloge la la h et 21 h. BERRY-ZEBRE (43-57-51-55). Eh

Joel : 20 h 30, dim. 15 h.Dim. Les Champètres de joie : ESSE 80BINO (43-27-75-75). Télé-folies : BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).

mentir : 18 h et 21 h, dim. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé

la menthe ou t'es citron : 20 h. La Gra-phique Boscop : 22 h. CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Tableaux : 18 h 19 h CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Le Jeu | l'amour | du hasard : 20 | 30.

CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE (48-05-95-95). Le Mahabharata : 0 h. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pétaouchnok : 21 h. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

Voltaire's Folies: 13 h et 21 h. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Comebis-Française (40-13-00-13).

Comesse d'Escarbagnas ; George Dandin : 20 h 30, dim. 14 h.Dim. Le Malade imaginaire : 10-14 h.Dim. Le CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Livre d'heures : M h 30. Le Mil Lear 18 h 15, dim. 17 h.Dim. Les Larrons

15h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le
Mariage Figaro : 18 h, dim. 17 h
La Mouette : 20 h, dim. h 30. Feu la
mère madame : 20 h, dim. 18 h.
GRAND EDGAR (43-20-90-09). Qui
à la chasse... : h 15. Eric Thomas :
22 h

22 h. HEBERTOT (43-87-23-23). sur maman : 21 h.
HOTEL DE SULLY (44-61-21- Coup HUCHETTE (43-26-38-99). La Centa-trice chauve : 19 h 30. La Leçon :

LUCERNAIRE FORUM (45-44-67-34). Tchéknov . 21 h 30. Théàtre rouge.

🔳 la matière. - IV.

Revient fréquemment

en 🚐 🖹 🗀 -

fier certains vision- VI

M. Rama au Japon, Sou-

dan. Il w a toujours 🖦 galona

autour 📟 🚌 nappes. Symbole. -

X is a c'est celui qui nourrit le mieux un homme. Sujet

inviolable. - III I) faut une vigouses coups. Il apprit il dépens que les projets en l'air limit par

tomber I'eau. Titre toujours

bien coté à Londres. - AL Pilles

Qui apparaîtrait « net » II un le

dépouillait 👫 nan entourage.

Charme ou same l'épouvante. -

XIII Garcon donneur, Lui, Dragueur

de - XIV. Radis d'Espagne.

Tardive réfection. On n'en trouve pas da une croûte. - XV. Est plus fonctionnel qu'esthétique. Est bien

VEHTICALEMENT

1. Caractéristique

feuilles de chênes verts et aux

feuilles d'impôts. Traduisait une

- 2. Lili du cygne IN MANUAL CILIE IN US IN COU-

tumes de l'Administration. -Effet de la limitation de vitesse de la circulation. Mot

inconnu d'un ane. Petite voiture

décapotable. - 4. Auteur mour-

ritures arrivered. Find the board

par une entrée engageante. Pro-

- 5. Coule à l'étranger. Il roi

iequel on ne III ma pas prier pour tirer m révérence. Vieille pro-

Gascon, - 6, Amuse-

ment pour les Nourrissons des

Muses. Emprunté par un sujet

l'embarras, Quartier de Sens. -

7. Manifestation virulente d'une

peste. Sommation donnant lieu à ima poursuites. Elle oblige à

connu en general.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5831

HORIZONTALEMENT

1. Des roses, il ne voit que wa épines, Bâtissauses d'étages. - II. Façon,

certaines grues, de pigeonner un dindon. Etat l'Arabie centrale. —

ill. Elles parfols retour râveurs.

12 3 4 5 6 7 8 6 40 44 40 47 47 47

Revient frequentment

clercs. Pour pruneifes, un monarque
libertin quitta sa reine
- V. Est fami-

ier ii certains visionnaires. Iii voit ii jour VII
que quelques heures
eprès iii naissance. VI. Pronom. Peut quaIX
I un « cousin » qui X
I touche parfols
III près. Atteints XI
d'inaptitude au serVII. III XIII
compagnie. Iii XIII
d'herbivores. - VIII. XIV
Prénom. Un qui nous
en IIII VIII XIV
en IIII VIII XIV
en IIII VIIII XIV
en IIII XIV
en III XIV
en III XIV
en III
en III XIV
en III XIV
en III XIV
en III
en III XIV
en

Bereshit : 18 h 15 Feu la mère 🕋 : 20 h. Silence, bougel :

MARIE STUART (45-08-17-80). In MATHURINS (42-65-90-00). de M, Schutz : 20 h IV, dim. MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70).

Marchand de rêve : 21 h. dim. 15 h. MICHEL (42-65-35-02). Les Aviateurs : MICHODIÈRE (47-42-95-22). La | oreite : 17 h = 20 h 30, dim. 16 h.

Negrabox : 19 h. PLACE DU MARCHÉ-SAINTE-CA-THERINE (40-28-40-33).Dim. Negrabox : 18h.

Cartière: 21 h, dim. 16 h.

PRÉ-CATALAN, JARDIN SHAKESPEARE (43-71-14-26). degrés
l'ombre: 15 h. Mangeront-ils?:
19 h 30. dim. 17 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44).

style: 20 h 30. dim. 17 h. La TroiLigne: 22 h, dim. 20 h

RENAISSANCE (42-08-18-50). La

mémoires: 17 h = 21 h.

mémoires : 17 h = 21 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La Fernme déposés : h. La mort viendra yaux : 21 h. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). SAINT-MARTIN ordonnée :

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Prends garde 2 20 h Christian Tout show-baise : 22 h. THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-

DE-MAI (48-05-67-89). De petite dou-leur : 21 h. dim. 17 h. THEATRE MAUBEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). David : 20 h La Démagogue : 1 h L1
THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Bel Indifférent : 19 h. Douce : 20 h 15. THÉATRE DU TAMBOUR MUNUL

(48-06-72-34). Un jeune homme pressé ; On purge 1111 : 21 h. dim. TOURTOUR (48-87-82-48). L'Homme le parapet du pont : 19 h. Feu mère : 20 h 30, dim. 15 h.

RÉGION PARISIENNE

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE) (47-45-75-80). Tueur 20 h 30.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

à la pour qu'elle rende.

l'esprit. - Il Un peu si inc

vue sur la continue de la continue d

USA. Est 11. 11. Peut
sur la surpeuplé

en ville. Vérificateur 💵 niveau.

12. L'adresse du premier autre.

Degré. Ouvrages 🗪 génie. -

13. Participe. Le paradis d'Allah.

Affublé d'une jambe et plutôt gauche. - 14. Le qualifier un

blement im femmes. Terme musi-

cal. - 15. I am capable and management

le problème d'une personne

membarrassée ». 🗀 qu'on appré-

cie, par exemple, in poésie.

Quand il quitte Furmi n'es pour

Solution du problème nº 5830

to one the Table

I. — II. — III. Urus (graphie admise). — IV.

teur. - V. Is. Entera. - VI. IL. - VII. Auto. Eaux. - VIII, III. -

IX. Rir. - X. Obtempère. - XI. Tré-

Value and the last

- 3. Esus. TT. Eté. - 4. Indiana

E.P. - 5. Te. ENA. Arms. -6. Egoutier. PS. - 7. Earth -

Réunira. – 9, Cara.

1. Soupira. Inc. - 2. Phase Br.

jours of Artificial

1

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHARLOT
(47-04-24-24)

Une du film policier français:

In mur (1957), In Molinaro,
16 h 30; Tirez de pianista (1960), de Français Truffaur, 18 h 70; fs Lune dens le (1983), de Jean-Jacques Beinaix,
21 h.

Une him du film policier français:

In mur (1957), In Molinaro,
16 h 30; Tirez de pianista (1960), de Français Truffaur, 18 h 70; fs Lune dens le (1983), de Jean-Jacques Beinaix,
21 h.

Une him du film policier français:

Manèges (1949), d'Yves Allégreu,
16 h 30; Elle us dens le rapide (1991), de Christophe Barathon, les Tontons fin1963), de Georges Ludner,
In 30; Buffet froid (1979).

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE
(42-78-37-29)

Le Caráma polomis: Un bomme sur la voie (1957, v.o. s.t.f.), de Munt.
14 h 30; Tout ast à (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
14 h 30; Tout ast à (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
14 h 30; Tout ast à (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
14 h 30; Tout ast à (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
15 (1985), de Georges (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
16 h 30; Français (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
16 h 30; Français (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
16 h 30; Français (1988, v.o. s.t.f.), de Munt.
17 (45-63-67); Gaumont Parassas, 14 (45-63-67); UGC Convention, 15 (45-67-67); UGC Convention, 15 (45-67-67); UGC Convention, 15 (45-67-67); UGC Convention, 16 (45-67-67); UGC

LES FILMS NOUVEAUX

L'AGE DE YTHE Dritannique bourg, 3- (42-71-52-36); George V. 8- (45-62-41-46); Gaumont Par-14-(43-35-30-40);
14-(43-35-30-40);
Alésia, 14- (36-85-75-14); v.f. :
Français, 9- (47-70-33-88);
Fauvena), 13(47-07-55-88).

L'AIGLE DE FER III. Film L'Atgle DE FER III. Fim.
y.o.: George V. L. (45-62-41-45); v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93);
Montperrasse, L. (45-74-94-94);
Opéra. L. (47-42-56-31);
Lyon 12* (43-43-01-59);
Gobelins, 13* (45-61-94-95);
14* (45-38-52-43);
LE 224-734 chy, III (45-22-47-94).

LE COBAYE, Film américain 🔤 🎟 Leonard, v.o. : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Bierritz, 8e (45-62-20-40); v.f. : Rex. 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59]; UGC Gobelins, 13- (45-43-01-59); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Wepter, 14- (45-22-47-94); Le Gembetta, 14- (46-36-10-96).

FRANC-PARLER, Film américain de FRANC-PARLER. Film américain de la litte d 12-06); Pathé W. 1, 11 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

PANIQUE CHEZ LES CRANDELL

STAR TREK VI, TERRE INCON-NUE. Film de Nicholes Meyer, v.o. : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); George V, 8- (45-62-41-46); v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); (43-43-01-59); (43-43-01-59); (48-43-01-59); (48-65-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14); (48-68-75-14) SUP DE MIT Film français de

Gion : Forum Hartzon, 1" (45-08-57-57) ; Rex. 2" (42-36-83-93); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40): 12- (43-43-04-67): UGC Lyon 12- (43-43-01-59): UGC 13- (45-61-94-95); Miramar, 14- (43-20-89-52); Mistral, 14-(45-39-52-43); Pathé Wepler II, IIII (45-22-47-94).

14 h 30 ; le Labyrinthe (v.o. s.t.f.), de Jen Lenica ; Walk Over (1 85, v.o. s.t.f.), de Jerzy Skolimowski, i 7 ll 30 ; le Départ (1967, v.o. s.t.f.), de Jerzy Skolimowski, 20 h 30.

<u>VIDÉOTHÈQUE DE PARIS</u>

2, Decides 140-(40-26-34-30) NAME OF TAXABLE PARTY.

DIMANCHE

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.): Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85); v.f.: Les Mantparnos, 14-(43-27-52-37). (43-27-52-37).
LES I T DU PONT-NEUF (Fr.):

Besubourg, 3- (42-71-52-38); Denfert, 14- (43-21-41-01).

APRÈS L'AMOUR (Fr.): I L. S.

(43-62-20-40).

ARRETE DU MA MÈRE TA TIRER! (A., v.I.): Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

ATTACHE-MOII Thp., v.o.): Lating, 4 (42-78-47-86); Studio Gelande, 5-(43-54-72-71).

(45-22-47-94); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96). SEZNESS (Fr.-Tun.): Images 5-(45-87-18-09); 14 Juillet Parnasse, 6-(43-26-58-00).

(43-26-58-00), 14 Juillet Parnasse, 5-(43-26-58-00), BOB MARLEY: TIME WILL TELL (A., v.o.): Cné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Trisnon, 18º (46-08-63-68), CADENCE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); George V, 8º (45-62-41-46); v.f.: Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Unill Gobelins, 13º (45-61-94-95); Pathé Clichy, 18º (45-61-94-95); Pathé Clichy, 18º (45-26-48-11), CARNE (**) Fr.): Seizz-André-dee-Arts I, 6º (43-26-48-11), CELINE 6T-J: Utopia, 5º (43-26-84-65), CINQ FILLES ET UNE CORDE (TAIWAN, v.o.): 14 Juillet Parnasse, 10º (43-26-88-00), CROC-BLANC (A., v.f.): Choches, 6º CROC-BLANC (A., v.f.): Choches, 6º

CROC-BLANC (A., v.f.): Cinoches, 6-(48-33-10-82); Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68). (45-32-91-68).

| Harman Les Loups (A., v.o.) : Impérial | (47-42-72-52).
| LLH AGAIN (*) (A., v.o.) : Gaumont Ambassada, | (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Gobelins (ax Fauvatte), 13-(47-07-55-68).

(47-07-95-9B).

DELICATESSEN (Fr.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8* (45-74-93-50); Saint-Lambert, 15* (45-32-91-88).

DEVENIR COLETTE (A., v.o.): Sapt Parnassiens, 14* (43-20-32-20); v.f.: Saint-Lazero-Pasquier, 8* (43-87-35-43).

DIEN BIEN PHU (fr.): Grand 15* (45-54-46-85); Seint-Lambert, 15* (45-32-91-68).

DIVERTIMENTO, LA BELLE NOISEUSE

DIVERTIMENTO, LA BELLE NOISEUSE

| Au | Y | Des Juliers (Fr.) : | Au | Y | Des Juliers (Fr.) : | Au | Y | Des Juliers (Fr.) : | Au | Y | Des Juliers (Fr.) : | Au | Y | Des Juliers (Fr.) : | Au | Y | Des Juliers (Fr.) : | Au | Y | Des Juliers (Fr.) : | Au | X | COEURS DES TÉNÈBRES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-12-71-52-36) : | LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Lucarnaire, 6-(45-44-57-34). | FAUTE DE PREUVES (Briz., v.o.) : UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94) : UGC Bierritz, 3-(45-32-91-68). | SASIC INSTINCT (**) (A., v.o.) : Forum | Harris (A., v.o.) : Cinoches, 6-(48-33-10-82). | (47-42-72-52) : UGC | GLADIATEURS (**) (A., v.f.) : | Lx, 2-(42-36-83-93). | (47-42-72-52) : UGC | La | Complete (Fr.) : | Lx, 2-(42-36-83-93). | (47-42-72-52) : UGC | La | Complete (Fr.) : | Lx, 2-(42-36-83-93). | (47-42-72-52) : UGC | La | Complete (Fr.) : | Lx, 2-(42-36-83-93). | (48-33-10-82). | (47-42-72-52) : UGC | La | Complete (Fr.) : | Lx, 2-(42-36-83-93). | (48-62-20-40). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10-82). | (48-33-10

Pernasse, 8: (43-25-58-00).
LES IMPOSTEURS (Brit., v.o.):
Pavois, 15: (45-54-46-85); Studio 28, 18(48-06-38-07).
IMDOCHINE (Fr.): Forum Orient Express,
1° (42-33-42-26);
(45-62-41-46);
(45-74-95-40); Sienwenüe Montparnasse,
15: (45-44-25-02).
IPS (67-1):
Heflen, 1°

15- (45-44-25-02).

IPS (Fr.): Land Hafles, 1(40-28-12-12); Opéra, 2(47-42-80-33); 14
(43-25-59-83); Bretagne, 6(38-65-70-37); Gaumont Ambassade, 8(43-59-19-08); Gaumont Grand Ecran, 13(44-90-77-70)

d aneurs, 3 (4-8-8); (statio rands, 15- (45-54-48-8); MEDICINE MAN (A., v.f.); Puris Ciné I, ID (47-70-21-71). MY GIRI (A., v.o.); LEC Tricomphe, 8- (45-74-93-50); v.f.; Saint-Lambert, 18- (45-32-91-68); MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.); Sudio des Ursalines, 5- (43-11-19-09); Lucernaire, 6- (45-44-57-34). LES NERFS A VIF (*) (A., v.o.); Sept Purnessiens, ID (43-20-32-20). MIGHT ON EARTH (A., v.o.); Ché Sequend, J. (42-71-52-36); Images d'alleurs, 5- (45-87-11-11). OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.); Reflet Médicia Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34); Lucernaire, ID (45-44-57-34); Denfert, 14- (43-21-41-01).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.):

14 Juillet (43-26-5):

(43-26-5):

UGC Triampha, (45-74-93-50);

Pevois, 15: (45-54-46-85).

TRULY, MADLY, DEEPLY (8rit., v.o.):

Studio des Ursulines, 5: (43-26-19-09);

Studio 28, 18: (46-08-36-07).

TRUST ME (A., v.o.): Epèe de Bois, 5: (43-37-57-47).

(43-37-57-47).
TWIN PEAKS (*) (A., v.o.): Geumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Marignan-Concords, 8- (43-59-92-82). URGA (Fr.-Sov., v.o.) ; Lucemaire, (45-44-57-34). VAN GOGH (Fr.) ; Seedio des Ursaines, 5-(43-26-19-09). VAN GOST (17.3 SAN GOST (14.3-26-19-09).

LE VENT SOMBRE (A., v.o.): UGC Dan(42-25-10-30).

VERSAHLES RIVE GAUCHE (Fr.): SaintAndré-des-Arts II, 6- (43-26-80-25):
Publicis Champs-Elysées,
(47-20-78-23).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA
MER (Fr.): Ciné Beaubourg. 3(42-71-52-36);
Pavois, 15445-54-48-85).

(42-71-52-36); Pavois, 15-(45-54-46-85).

E. (F1): Forum Express, 14-(42-33-42-26); Danton, 6-(42-25-10-30); UGC Memparnesse, 8-(43-58-19-08); Saint-Lazara-Pasquier, 8-(43-87-35-43); Biarritz, 45-82-20-40); James Français, (47-70-33-88); Les Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); Gobelins, 13-(45-65-75-14); Miramar, 14-(43-20-89-52); 14 Juillet Baugranelle, 15-(45-75-179); UGC Maillot, 17-(40-68-00-16); Clichy, 14-(45-22-47-94); Les Callety, 14-(45-22-47-94); Les Callety, 14-(46-36-10-66).

LES SÉANCES SPÉCIALES A TOUTES VITESSES 0 : 19-

DIVA (Fr.):

(43-54-72-71) 18 h.

DOMANI, DOMANI (R., v.o.) | Le Berry
Zèbre, 11: (43-57-51-55) 17 h | Li

T NUMBERS (Brit., v.o.):

(43-21-41-01) 21 h 40.

If RIDER (A., v.o.):

bert, 15: (45-32-91-68) 21 h.

EVA (Fr.-Brit.): Le Chempo - Espace Jecques Test, 5: (43-54-51-60) 16 h 10, 18 h | Ul 20 h 10, 22 h 10.

EXCALIBUR (A., v.o.):

HAIRBPRAY (A., v.o.): La Bestille, 11: (43-07-48-60) 0 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) 0 h 35.

L'ILE NUE (Jep., v.o.): Serie 15: (45-32-91-68) 19 h.

IN SED WITH MADONNA (A., v.o.): Studio Gelande, 5: (43-54-72-71); Studio

METAL HURLANT IA., V.O.): STORM PRIORS, 15- (45-54-46-85) O h 30, LES MILLE ET UNE NUITS (R., V.O.): 5- (46-33-88-86) 17 h 30. LA MORT D'UN MAITRE DE THE USP.

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jep., v.o.): Studio a Uraulinea, (43-28-19-09) 17 h 1.

PINK FLOYD THE WALL (Srit.-A., v.o.): Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) 0 h 30.

POINT BREAK (*) (A., v.o.): Grand ..., 15- (45-54-46-85) 22 h 15.

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN (A., v.o.): La Berry III (43-57-51-55) 19 h.

LE PRINCE DES MARÉES (A., v.o.): Studio L. Ursulinea, 5- (43-28-19-09) 21 h 50.

ROUTE ONE-USA (A., v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83) III h 45, 22 h.

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE ..., v.o.): Proposition of the control o

(*) (A. v.o.): Studio Galande, 6-(43-54-72-71) 22 h 30. TINTIN ET LE LAC AUX PULINS (Fr.-8al.): Saint-Lambert, 16-17 h. LA VIE DES MORTS (Fr.) : L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63) III h.

PARIS EN VISITES

LUND! 27 JUILLET

Fastes Gar(a personnes).

11 h 30, vestibule,
Luii (Monuments historiques).

Passages, insolites, jardins. plafonds et inconnus 14 h 30, sortie Saint-Paul (I. Hauller).

(deuxième parcours) », 15 heures, 3, rue (Paris autrefols). ela : : : : : : : : : :

religion orthodoxe», 15 heures, 12, rue (P.-Y. Jasiet).

« Mabilion, un quantier préservé entre Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Prés, qui garde sa « cayenne» des Compe-gnons du Devoir», 15 heures, sortie du métro Mabilion, à l'angle de la rua Montfaucon (Monuments historiques). « L'église Saint-Sulpice et les cryptes souterraines, interdites eu public», 15 heures, porte principale de l'église, e Saint-Sulpico (Paris et son histo

« Chemins inconnus ■ jardins secrets de la butte Montmartre », 15 heures, métro Place-de-Clichy, sortie Caulaincourt (C.-A. Messer). e Hötels, jardins ruelles du Marais nords, 17 Saint-Paul/le Marais.

«Les hôtels célèbres 🔝 📖 minés », 21 heures, métro Saint-Pal (Lutéce visites).

1.12

egt, #N t

2018年 7課

post of the second

1112-8 1112-8 114:153

A STATE OF S

्राप्ता । स्टूटिंग कुम्मू (**स्ट्रांट के** स्टूटिंग

. / ** * The second secon

The state of the s

- 1946 - 1975 - 1975 - 1976 - 1976 - 1976 - 1985 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976 - 1976

100

2000 and a second of

Section that

The state of the state of

The same of the t

12 1987年 - 18日本東京新田東

1.00

Contract of the

Treatment (1887)

orthographic PE

y 1 − 23 − 3 − 3 10 mm and 10 mm

100 mg 200 mg 20

And the second of the second

Annual transfer of the soft

The second of the second 1. 34 12

Contract Contract

Control of the Artist Control

40.00

Garage to the men

Carrier Commence

tale that the same

Entransport to the second

-4 Strategic Contract Care

计正式 计二型操作

30 Sept. 10 Sept. 10

75 1 Sept. 1 2 40

Transfer of the second 3150 St. 11 114

24 - 1 - 1 - 14 harden

Charles State and Charles

May 3

11 P

11:

Take 11:

TANGAN STEEL OF THE ALTONOTE SAND

The second section is the second second

Alleger Control of the

. . .

12.2

1.6

中部 人名英格兰 医电影电影

water to a second second

Sold of the following and the 1000 100 to \$1.50 p.

gard Corner Co

Philippin in

1.00

 $s_{\mathcal{F}}(t) = s_{t}$

77 7 111 1

100,000

7 12 TO 0004 85

er transfer og skrive

the second - 10 mm - 17 mm - 17

1 3 742

traces and distinct affara parellega in I William der die Milliam der der Ber

to the said the said the said mark of the Walter States Market TARREST P. Indiana & saling A - A THE PARTY MANUAL PRINT MAN CARLES THE ME SHE SHEET THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T THE PARTY OF THE P

The second secon The same that the same of the

THE RESERVE AS A SECOND The same of the sa transfer the proceedings for the contract of t THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO PERSONS AND PARTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO PERSONS AND PARTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO PERSONS AND PARTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO PERSONS AND PARTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO PERSONS AND PARTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO PERSON NA

AND SECURITY OF SAME SPECIAL S

The same of the sa

The coast is stated to be a second Excess largest largester lands ladaritation on a free-station for course and these last states a first valuation groups are these The second of th THE PARTY OF MANAGEMENT OF

the second to be for a second with The second secon The state of the s

大學的 美 精神

THE AND THE PROPERTY AND THE

Contract to the Table of

le joug La doctrines kantiennes.

BILLET

Un format de compromis?

Un seul satellite pour deux

normes : le compromis qui

s'ébauche actuellement pour la

télévision directe sur le satellite Télécom 2A prend des allures de cohabitation. Un «bouquet» de sept chaînes thématiques du câble (jeunesse, sport. documentaire, etc.) parrainé par Canal + serait exploité en Secam, la norme terrestre actuelle. En échange, Canal + participerait à la mise en place de plusieurs chaînes diffusées en D2 MAC, et au nouveau format d'écran 16/9 que seule cette norme autorise. Les partisans de ce compromis - qui suppose encore des accords complexes sur la répartition de la facture, et sur les engagements réciproques y voient le moins mauvals moyen de sortir de l'impasse actuelle et d'accélérer la pénétration de ce format du futur. Pour eux, peu importe la norme, c'est le format qui compte, qui créera le marché et fera vendre des téléviseurs fabriqués par Philips ou Thomson. Et si d'eventure la télévision haute définition s'affaiblissait, cas téléviseurs 16/9 pourraient toujours s'adapter à d'autres normes qu'il s'agisse du PAL-Plus terréstre allemend ou des

futures normes numériques en chantier aux Etats-Unis. Ainsi présenté comme une façon de ne pas insulter l'avenir, ce compromis serait aussi une façon de ne pes s'alléner Canal +, dont l'expérience en matière de programmes est vitale. Les dirigeants de la chaîne cryptée ne cachent plus MAC, très critiqué hors de France, Il est vrai que les trois «piliers» de la politique suropéenne d'évolution progressive sont fraciles : une directive qui ne prend vraiment effet qu'en 1995, un ■ mémorandum of understanding > qui ne contraint pas juridiquement ses signataires professionnels, un plan de soutien communautaire encore sans crédits. Mais la diffusion en Secam a pour Canal + d'autres avantages que de limiter la risque technologique. En y associant ses propres décodeurs Syster, la chaîne cryptée limite aussi son risque commercial. En ajoutant le contrôle des chaînes payantes par satellite à sa concession de

INDICATE URS

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

service public terrestre, Canal + conforte une position de

« guichetier » de la télévision

concurrence s'ouvrira sur ca marché, vraisemblablement

payante qui restere quasi inexpugnable même quand la

ETATS-UNIS

grâce au câble.

 Commandes de biens durables : hausse de 2,3 % en juin. - Les commandes de biens durables aux entreprises américaines ont fait un bond de 2,3 % en juin, effa-çant la baisse de 2,2 % accusée en mai (chiffre révisé), a annoncé, vendredi 24 juillet, le département du commerce. Les experts tablaient plutôt sur une hausse de 1 %.

FRANCE

\$ 1. C 2. C

· Consommation : légère baisse en juin. – La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé légèrement en juin (de 0,4 %), chiffre égal au recul de mai. Dans le secteur des biens durables, la consommation progresse d'environ 1,7 % en raison de la reprise de la radio-télé-hi-fi. Dans l'habillement, elle baisse fortement pour le deuxième mois consecutif (- 3,8 %,

La recrudescence des faillites

La loi sur les défaillances d'entreprises est accusée d'avoir des « effets pervers »

La nombre de mises en redressement judiciaire a pro-gressé de 31 % au premier semestre à Paris pour un passif en hausse de 50 %. Des voix s'élèvent, de plus en plus nombreuses, pour dénoncer « les effets pervers » de la loi Badinter de 1985 sur les défaillances

d'entreprises.

Les juges du tribunal de commerce de Paris sont pris sous une avalanche de faillites d'entreprises : il y a quelques jours, pour la première fois, ils ont enregistré 100 déclarations de cessations de paiement en une seule matinée. Au premier semestre, le tribunal a mis 2 683 entreprises en redressement judiciaire, soit 31 % de plus qu'au cours des six premiers mois de 1991. Dans le même temps, le montant des passifs a augmenté de 50 % (compte non tenu de La Cinq). Le passif moyen, qui était de 300 000 francs il y a encore deux ans, atteint désormais 2 millions de francs.

Face à cette explosion, les milieux

Face à cette explosion, les milieux patronaux et bancaires font pression sur la chancellerie pour obtenir une modification de la loi Badinter de 1985 sur les défaillances d'entreprise, accusée d'avoir des « effets pervers » (le Monde du 16 mai). Depuis 1970 le nombre de défaillances provers (le Monde du 16 mai). Depuis 1970, le nombre de défaillances pro-gresse sur un rythme de 10,3 % l'an en France. Mais, depuis cinq ans, le mouvement s'accélère (13,3 % de hausse par an). Sur la France entière, 52 965 entreprises ont déposé leur bien l'au pressé à comdéposé leur bilan l'an passé, à com-parer avec 28 202 en 1986 et... 8 979 en 1973.

Ces chiffres alarmistes doivent Ces chiffres alarmistes doivent être relativisés par l'accroissement du nombre d'entreprises (de 1 % à 1,5 % l'an depuis 1973) : finalement le taux de défaillance (nombre de défaillances/nombre d'entreprises) s'est étevé à 1,64 % en 1991 contre 0,97 % en 1986 et 0,35 % en 1973. Ce qui place la France en tête des Ce qui place la France en tête des pays développés (0,9 % en Grande-Bretagne, 0,5 % aux Etats-Unis, 0,4 % en Allemagne, statistiques à manier avec prudence vu l'hétérosénéité des données). Analysant les causes de ces évolutions en France, mercredi 22 juillet, la BNP avance plusieurs hypothèses, mais conclut, elle sussi, à une remise en cause de la loi de 1985 : «Au total, les nouvelles dispositions juridimes des a loi de 1953 : wax total, les hou-velles dispositions juridiques des années 1984 - 1985 expliqueralent environ la moitié de la progression du nombre de défaillances de 1986 à 1991 (14 000 sur une progression totale de 26 540).»

Les causes structurelles

En effet, la BNP réfute l'argument selon lequel la grande cause des défaillances est la fragilité financière des entreprises. Selon elle, ce critère a été valable jusqu'en 1984 seulement. Depuis, la relation de cause à effet est plus incertaine. Elle écarte également les cycles conjoncturels, qui n'ont qu'une « influence limitée», privilégiant au contraire les composantes structurelles. composantes structurelles.

Ainsi, elle note que le dépôt de bilan devient «un recours en voie de banalisation»: le chef d'entreprise répugnerait moins que par le passé à y recourir car « l'opprobre autrefois attaché à la faillite s'est atténué». La nouvelle législation a rendu sa situa-tion personnelle « beaucoup moins inconfortable»: il « conserve ses pouinconfortable»: Il «conserve ses pou-voirs à proportion inverse de ceux de l'administrateur pendant la période de la procédure», alors qu'aupara-vant il était soit dessaisi, soit assisté d'un syndic; « Les sommes ou les biens récupérès pendant la période suspecte (NDLR: d'observation) sont affectés à la trésorerie de l'entre-prise et non plus à la masse des créanciers qui ne possèdent plus la personnalité morale»; « Les créances sont éteintes, payées ou non payées, à l'issue de la procédure». Finale-ment, « il n'y a plus de poursuite possible des créanciers contre le chef d'entreprise, sauf fraude ou faillite

Deux membres de la CDCA inter-pellés à Périgneux. — Deux membres de la Confédération de défense des commerçants et artisans (CDCA), scissionniste du CID-Unati, jugé trop mou, ont été interpellés dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 juillet à Périgneux, à la suite de dégradations commises au siège de la CORPA (Caisse organique de netraite du Péri-(Caisse organique de retraite du Péri-gord-Agenais). Selon la police, envi-ron 150 manifestants, de retour de Clermont-Ferrand, ont fracturé la porte d'entrée de la CORPA, ren-versé du matériel informatique,

ECONOMIE

personnelle». Résultat : alors qu'avant 1986 le redressement judiciaire intervenait rarement sur dépôt de bilan du dirigeant, c'était le cas pour la mode du « tous chefs d'entreprise » est passée et le nombre de créations baisse (ou est passé de 224 000 en 1989 à 189 000 en 1991). En consé-56 % d'entre eux en 1989. Est remise en cause aussi la quence, l'impact sur le nombre de

grande vogue de la créstion d'en-treprise, grand mythe du milieu des années 80 encouragé à coups d'avan-tages fiscaux. Ceux-ci, explique la BNP, «élèvent artificiellement et pro-visoirement la rentabilité » de l'entre-prise nouvelle de terriprise nouvelle qui tombe de haut une fois passée cette période eupho-rique. Le taux de mortalité des rique. Le taux de mortalité des jeunes entreprises s'en trouve élevé de deux à cinq ans. Ces entreprises nouvelles sont extrêmement fragiles: dans leurs deux et trois premières années d'existence, le taux de disparition culmine à 4,04 % contre une moyenne de 1,47 %. La poussée actuelle des faillites reflète ce phénomène: «Au cours de la période 1984-1989, les créations nouvelles ont fortement progressé. Cette évolution a été à l'origine d'une augmentation des défaillances de 1986 à 1991 plus importante que ne l'indique la tendance pluri-décennale, » La BNP estime que le flux de surdéfaillances qui en a résulté a évolué lances qui en a résulté a évolué entre un minimum de 13 500 en 1985 et un maximum de 18 300 en

1991, soit une hausse de 4 800 représentant près d'un cinquième de la progression des défailisnees au

surdéfaillances des jeunes entreprises devrait entraîner un raientissement

des faillites. En concluant pourtant que « la persistance de la tendance empêcherait toute stabilisation».

Dernier facteur expliquant le boom actuel, les délais de paiement en France. La BNP rappelle une étude récente de l'UFB-Locabai

selon laquelle un cinquième des fail-lites provient de la défaillance des

clients et celles du CEPME, un

Finalement, les services d'études de la banque prévoient une nouvelle

progression des défaillances de 10 % en 1992, inférieure à ce que constate

le tribunal de commerce de Paris

pour les six premiers mois. Sur l'en-semble du territoire, leur nombre a accusé une hausse de 17,1 % au pre-

mier trimestre (comparé aux trois

premiers mois de 1991) et de 8,1 %

sur la moyenne de 1991. L'an pro-

chain, la combinaison de l'améliora-

tion de la solvabilité et le recul des

Le gouvernement néerlandais ayant donné son feu vert

Accord à l'arraché pour la reprise de Fokker par Dasa

de notre correspondante Après cinq mois de négociations difficiles, la reprise par le complete industriel allemand Dasa (Deutsche Aerospace) du fabricant d'avions néerlandais Fokker semblait, vendredi 24 juillet, avoir tronvé une issue définitive. Les négociations avaient pourtant failli achopper à la avaient pourtant failli achopper à la mi-juillet alors que l'Etat néertandais, qui possède 31,6 % des actions de Fokker et se trouve ainsi être le plus gros actionnaire de l'entreprise, était intervenu pour déclarer que le plan d'accord jusque-là établi était insuffisant. Le premier ministre, M. Ruud Lubbers, avait lui-même laissé entendre, le 14 juillet, que sans une amélioration de l'accord le gouvernement s'opposerait à la fusion, ce qui avait s'opposerait à la fusion, ce qui avait provoqué de vives critiques de la

Le nouvel accord de principe sur lequel les trois parties ont mis fin aux négociations, le 24 juillet, a sen-siblement amélioré la position de Fokker au sein du futur conglomérat curopéen d'entreorises d'aviation. Si Dasa obtient 51 % des actions de Fokker, l'Etat nécrlandais pourra; grâce à un fonds d'aide financière, garder une influence sur les décisions importantes concernant le développement de Fokker. Aussi, 49 % de la valeur ajoutée des avions de 65 à 130 sièges fabriqués par Fokker

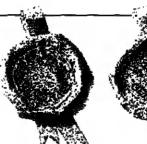
fabriqués par Fokker, resteront aux Pays-Bas. Mais les Néerlandais n'ont pu obtenir de garanties en ce qui concerne le turbopropulseur Fokker 50 qui devra subir la concur-rence d'appareils semblables de l'Aérospatiale et Alenia, qui font, elles aussi, partie du holding. Enfin, le droit de veto de huit aus sur les Fokker, anquel le gouvernement néerlandais tenait tant, a, devant le refus catégorique du président de de la reprise n'a pas encore été fixé, mais il est probable qu'il tournera

🗅 Land Travel en liquidation. - La compagnie britannique Land Travel, specialiste des voyages en bus sur le continent (notamment en Autriche et en France), a été placée en liquida-tion vendredi 24 juillet. cinquante mille personnes environ, qui ont déja réservé leurs vacances, tentent de retrouver leurs fonds. Deux mille retrouver teurs touds. Deux mille cinq cents voyageurs, déjà sur le continent, essayaient de rentrer chez eux vendredi soir, une fois connue la liquidation. Land Travel, basée à Bath (sud-est du pays) n'est pas membre de l'association des agents de voyages britanniques et les tou-ristes bloqués à l'étranger n'ont seront versés au compte de l'entre-prise néerlandaise. Les activités d'as-role de cette association.

QUANTOR.

Pour votre P.E.A., une gamme DE PLACEMENTS QUI VOUS PERMET DE DOSER PERFORMANCE ET PROTECTION DU CAPITAL.

DE TOUTE FAÇON, NOUS NOUS ENGAGEONS SUR LES DEUX.





Demain, avec le lancement du Plan d'Epargne en Actions (P.E.A.), vous pourrez investir en actions françaises dans un cadre fiscal très avantageux.

Dès aujourd'hui, la Société Générale lance Quantor, pour vous permettre de construire un P.E.A. répondant à vos objectifs de performance et de sécurité.

Avec la gamme Quantor, votre P.E.A. comptera davantage:

· Davantage parce qu'avec les placements Quantor, la Société Générale s'engage doublement: sur une performance indexée sur la hausse de la Bourse (mesurée par l'indice CAC 40) et sur la protection de votre capital en cas de baisse.

· Davantage aussi puisque c'est vous qui dosez le dynamisme de votre P.E.A. en choisissant ou en panachant, selon vos objectifs, Quantor Sécurité, Quantor Equilibre et Quantor Performance.

Vous bénéficiez des avantages liés à ces fonds sur votre capital d'origine, hors droits d'entrée, dès la fin de la 5° année, puis à tout moment et à votre convenance jusqu'à la fin de la 8° année.

Votre P.E.A. peut aussi accueillir des investissements directs en actions françaises, en Sicav et FCP actions... Renseignez-vous auprès de l'un de nos conseillers.

Pour être sûr de profiter des conditions actuelles de la gamme Quantor, réservez dès maintenant votre P.E.A. dans l'une de nos agences.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Pour se protéger

contre les OPA rampantes

BSN va limiter

les droits de vote

de ses actionnaires

taire français. soumettra à une assemblée générale extraordinaire.

en septembre, une modification

des statuts, aux termes de laquelle

un actionnaire ne pourra exprimer en assemblée plus de 6 % du total des droits de vote s'il détient des

actions à vote simple, et 12 % pour

tenir compte des votes doubles.

Cette disposition cesserait de s'ap-

pliquer si un actionnaire parvenait à détenir au moins 90 % du capi-

En clair, cela veut dire que

M. Antoine Riboud, président et fondateur de BSN, anxieux de sau-

vegarder l'indépendance de cette « cathédrale », estime maintenant

que le danger des offres publiques d'achat (OPA) a changé. Il y a dix ans, le groupe valait 17 milliards

de francs en Bourse, était donc vul-nérable à une OPA totale, et M. Riboud avait créé Gemofim, un «club des amis de BSN» prêt à

intervenir pour souscrire 20 % du

capital, en riposte à une attaque extérieure. Aujourd'hui, le même groupe vaut 66 milliards de frança

de 100 miliards de francs pour réussir : c'est beaucoup... Mais pour utiliser cette potentialité

exceptionnelle que représente, pour un groupe mondial, BSN, véritable

« porte » de l'Europe agroalimen-

taire, il suifit de lancer une OPA

rampante avec l'acquisition de 15 % à 20 % du capital, suffisants

pour devenir un «actionnaire de

D'où la modification des statuts

qui interdira ce genre d'OPA, à

l'imitation des mesures analogues prises chez Lafarge. Alcatel-Als-thom, en accord avec l'article 177

de la loi sur les sociétés et avec l'agrément de la Commission des

opérations de Bourse. Seule origi-

nalité, la clause echappatoire des 90 % dans une seule main, qui

M. Marc Braillon

affirme avoir vendu

le groupe RMO

M. Marc Braillon jette l'éponge.

Pressé par la levée de la caution de

son pool bancaire, le patron du

groupe d'intérim grenoblois RMO

signé un protocole de vente de RMO avec un repreneur dont il n'a

pas révélé l'identité. Il s'agirait

d'une société de service française

extérieure au secreur du travail

Cette cession n'est pas encore effective. Plusieurs réserves figurent dans le protocole de vente. La transaction doit aussi recevoir l'aval des banques. Ces dernières

sembleraient disposées à couvrir les salaires de juillet des 14 000 intérimaires de RMO, a indiqué M. Braillon. Numéro cinq du tra-

vail temporaire en France, RMO a terminè son exercice 1991 sur une perte de 61 millions de francs pour

un chiffre d'affaires consolidé dans

l'intérim de 1.98 milliards de

francs. Surtout, les fonds propres du holding RMO SA ne s'élèvent plus qu'à 14 millions de francs.

M. Braillon avait évoqué à plu-

sieurs reprises (le Monde des 20 mars et 22 juillet) l'arrivée de

mystérieux investisseurs basés au

Luxembourg et à Londres dans le capital de RMO SA dont il est

resté l'unique actionnaire. Dans un communiqué, jeudi 23 juillet, la fédération CFDT des services, jugeant la situation «scandaleuse»,

réclame la mise en œuvre de la garantie financière pour les intéri-maires et les salariés de RMO qui

☐ Paribas : appel à la grève pour le

27 juillet. - L'intersyndicale CFDT. CFTC, FO et SNB-CGC a

lancé un appel, vendredi 24 juillet, pour une grève de l'ensemble du

personnel des agences de la banque Paribas, le 27 juillet. Elle entend

ainsi protester contre le plan social présenté par la direction, et qui

sera examiné par le comité central d'entreprise le 28 juillet. Selon elle, ce plan «ne permet pas d'éviter les licenciements». L'intersyndicale

voudrait que soient réellement

lavorisés « les congés création d'entreprise pour tous et les conges de

conversion ", el assure que « ces deux mesures garantiraient le retour en cas d'échec, dans un délai

qui permettrait que des postes

n'ont pas été payés.

s'est résigne à céder la totalité de ses parts. Il vient d'annoncer avoir

référence» et imposer ses vues.

Le conseil d'administration de

, numero un de l'agroalimen-

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 20 AU 24 JUILLET 1992

PARIS

Les illusions perdues

INDICE CAC 40

suivent et se res-semblent à la Bourse de Paris dont le ressort semble bel at bien cassé. En

moins de deux mois, les valeurs françaises ont effacé l'ensemble des gains accumulés au cours du premier trimestre. Et après une nouvelle baisse de l'indice CAC 40 d'un vendredi à l'autre de 3,77 %, la place française affiche depuis le début de l'an-née un recul de 1,76 %.

Les espoirs de reprise de la croissance économique, d'amé-lioration de la rentabilité des entreprises et de baisse des taux d'intérêt, se sont envolés les uns après les autres. Si la premier trimestre avait pu donner l'illusion d'une reprise de l'activité aux États-Unis et en Europe, la quasi-stagnation des demiers mois a mis un terme à toutes les prévisions optimistes. «Le marché a perdu toutes ses illusions s, explique un gestionnaire de fonds. «Il en est devenu sens consistance, friable à force d'attendre un soutien qui ne vient de nulle part, ni des marchés de taux, ni de Wall Street et encore moins de Tokyo », ajoute-t-il.

Conséquence, la liquidation du mois boursier de juillet, qui est intervenue le vendredi 24, est une des plus mauvaises des deux dernières années avec une perte de 8,50 %. Il faut remonter au mois d'août 1990 et à l'invasion du Kowelt par l'Irak pour trouver une liquidation plus défavorable avec, il est vrai, un plongeon de près de 22 % .

Le coup de grâce a, en fait, été porté à la Bourse de Paris en fin de semaine dernière par la décision prise le 16 juillet par la Bundesbank de relever son taux d'escompte. « C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », estime un banquier. Passé le moment de surprise initial, l'ansemble des marchés, de changes, de taux et d'actions ont brutalement accusé le coup. Car la hausse des taux allemands a deux conséquences : elle réduit à néant tout espoir de baisse rapide du loyer de l'argent en Europe et en France, de fait elle éloigne encore un peu

plus une reprise économique qui joue les Arlésiennes.

Enfin, les incertitudes politiques, aux Etats-Unis sur les résultats de l'élection présidentielle et en France avec le référendum du 20 septembre sur le traité de Meastricht, sont venues brouiller un peu plus les anticipa-tions des investisseurs.

Scénario catastrophe

Dans un tel contexte, la séance du lundi 20 juillet a commencé comme un scenario catastrophe. Dans la foulée des baisses du vendredi 17 juillet, l'ensemble des places finan-cières a continué à réagir brutalement à la heusse des taux allemands. En début de journée, où certains professionnels ont été jusqu'à évoquer une «psychose de krach», Paris, à l'image de l'ensemble des marchés suropéens et asiatiques, a perdu au plus fort de la tempête 3,7 %. Il a fally une intervention massive des banques centrales sur les marchés de change pour soute-nir le doller pour que les Bourses se redressent. Après un ultime sursaut, le marché parisien limi-tait ses pertes en ciôture à

Le jendernain, mardi 21 juillet, la Bourse a tenté de retrouver ses esprits dans un environnement international redevenu plus calme. Mais une extrême prudence était toujours de mise et, après avoir ouvert en hausse, le marché est reparti à la baisse, victime du faible volume des transactions, d'opérations d'arbitrages avec l'indice et de la défiance de petits actionnaires En clôture, la perte s'établissait à 0,30 %.

Après la relative accelmie de mardi, le mercredi 22 juillet s'est de nouveau traduit par de fortes baisses et de mauvaises nouvelles. A commencer par le relèvement du taux d'intervention de la banque d'Espagne (de 12,45 % à 12,75 %) et l'annonce d'une progression de la masse monétaire allemande de 8,7 % en juin. Une confirmation que la croissance monétaire outre-Rhin reste très supérieure aux objectifs de la Bundesbank de 5,5 % sur l'année, Après

de repli en début de séance, le CAC 40 a cédé jusqu'à 2,34 % avant de se reprendre un peu et

Jeudi 23 juillet, la reprise

technique tant attendue se pro-

duisait enfin et, à l'issue d'une journée indécise, l'indice CAC 40 parvenait à gagner 0,41 %, après sept séances consécutives de baisse l Pas de quoi pavoiser pour autant, cette petite hausse était essentiellement la consé-quence d'arbitrages à la veille de juillet. Les déclarations opti-mistes faites la veille par le pre-mier ministre, M. Pierre Bérégovoy, sur RTL, ne semblaient pas avoir eu beaucoup d'influence sur les boursiers. M. Bérégovoy avait notamment appelé « les responsables des marchés finan-ciers au sang-froid, car la situation économique de la France est saine», «Il n'y a aucune rai-son pour que la Bourse baisse et pour que nous ne trouvions pas dens les mois qui viennent les moyens à nouveau d'agir sur les taux d'intérêt, compte tenu de nos performances économiques », avait-il ajouté.

Pour la demière séance de la semaine, vendredi 24 juillet, la Bourse de Paria réussissait à nouveau à limiter la casse et, après avoir été en baisse tout au long de la journée, terminait inchangée en clôture. Une relative performance compte tenu de l'annonce de la baissa de 0,4 % en juin en France de la consommation des ménages en produits manufacturés qui confirme l'inertie de l'activité

A noter enfin que la BNP a déposé un projet d'offre publique d'achat (OPA) sur les actions de la Compagnie du cré-dit universel dont elle détient actuellement 92 % du capital. Le prix proposé est de 430 francs par action. Ces actions sont négociées sur le marché au comptant de la Bourse de Paris. La société Financière Saint Dominique a également déposé un projet d'OPA sur les actions de la société initiative et Finance, cotée au second marché, au prix unitaire de 145 francs.

ERIC LESER

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 24 juillet 1992 Nombre de contrats : 208 794 environ

COURS	ÉCHÉANCFS				
	SEPT. 92	DEC. 92	MARS 93	JUIN 93	
Premier	106,10	106,42	106,82		
+ haut	106,16	106,46	106,82	106,90	
+ bas	105,56	105,88	106,30	106,90	
Dernier	105,66	105,98	106,40	106,90	
Compensation	105,66	105,98	106,40	106,82	

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	17-7-92	20-7-92	21-7-92	22-7-92	23-7-92
RM	2 819 811	2 746 326	1 859 941	3 881 002	2 980 914
R. et obl. Actions	9 323 869 148 256	21 820 762 104 747	23 312 014 115 482	13 161 421 90 668	13 176 552 932 338
Total	12 291 936	24 671 835	25 287 437	17 133 091	17 089 804
INDICES	S QUOTTO	iens (ins	EE base 10	0, 31 décem	bre 1991)
Françaises . Etrangères .	105,8 104	102,1 93,1	102 94,2	100,3 92,7	100,7 92,3
-	INDICE	S CAC (du	lundi au v	endredi)	
	20-7-92	21-7-92	22-7-92	23-7-92	24-7-92
îndice gén.	486,6	484,7	481,5	476,9	476,4
	(bas	e 100, 31 d	lécembre 19	87)	
Indice CAC 40	1.767.90	1.762.67	1 727.49	1 734 56	1 734.62



Fraudes, Escroqueries, SUPERCHERIES

« Les clés de l'info »

Au sommaire : la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, le drame de la Bosnie...

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RIM)

Pechaney INTL	Valens	Haosse %	Valcurs	Baiser	
LVMH 8,9	RhPuerl. CTP Polist EBF (Ep. Ber.) Claries Coles Colipar Selectibanque Galeries Laf SAT Sopbia	**********	BIS CAP Gem Sog. UFB Locabail Novig meate SFIM Eurobannel ERAP-ELF Meri in Geria Dynaction Legris Ind. Schneider CCH-Inform.	- 13,6 - 13 - 12,6 - 12,6 - 10,1 - 10,1 - 9,7 - 9,7 - 9,3	

	ÉES AU RIV	''' }
	Nore de	Val. es
Alcatel Alsth	titres 2 240 630	CBD. (F)
Elf Aquitaine	2833910	944 483
BSN	701 545	765 087
Peugeot	1056075	710238
Total	2321850	544 267
Pernod Ricard.	406 050	526 337
LVMH	145 395	515962
Suez	1 771 845 219 220	493 705
Eaux (Gle des). St-Gobain	881 730	467 914 466 678
L'Oreal	481 060	442 456
Michelin	1 926 500	392023
arrefour	128 215	327 066
Soc. Génér	672 405	300 842

10-7-92	Cours 17-7-92	Cours
Or fin fidio en barrel	68 800	57 950
- fals en lingati	58 960	58 350
Pièce française (20 fr.)	326	334
e Piles française (10 fr.)		419
Pièce suissa (20 fr.)	325	338
Price latine (20 fr.)	328	335
e Pièce tuditione (20 fr.) .	328	328
Sourcesia	419	426
e Souvernin Eleabeth II	430	433
o Demi-couverain	328	315
Pièce de 20 dollers	1 845	1 820
- 10 dollars	942,50	980
- 5 dollars	615	620
- 50 peace	2 130	2 155
- 50 pages	406	415
- 10 florins	336	
- 5 roubles	219	339 220

TOKYO

Au plus bas depuis six ans

16 000 points.

niveau le plus bas depuis le 17 avril 1986, alors que per-sistent les craintes d'une nouvelle dégradation des bénélices des sociétés durant le second semestre de l'année fiscale

L'indice Nikkei a fini la semaine à 15 497,79 points, cédant l 050,28 points, soit un recul de 6,3 % par rapport à la semaine précédente, où le Nikkei avait perdu 235,65 points. Le marché est resté extrêmement instable, le Nikkei passant deux fois cette semaine au-dessus et en-dessous de la barre des

Selon un opérateur du Crédit Lyonnais Securities Japan, « ce piongeon de la bourse est du principalement à la faible croissance de la masse monétaire et aux sombres perspectives – bien qu'attendués – de bénéfices des sociétés fors du second remutere de l'année firesle second semestre de l'année siscale en cours ».

Déjà choquée par l'annonce, le 17 juillet, de la progression de 0,9 % de la masse monétaire en juin par rapport à juin 1991 (contre une hausse de 1.1 % en mai), la Bourse de Tokyo a plongé, lundi 20 juillet, de 4 % en réaction à la déprime générale sur les taux d'intérêt au niveau international, après la hausse du taux d'escompte allemand. Les perspec-

tives hésitantes sur la croissance La Bourse de Tokyo a plongé cette semaine à son économique, tant au Japon qu'aux Etats-Unis, ont également renforcé la morosité des investisseurs. Reprise mardi, dans un marché à la recherche de bonnes affaires (+0,74 %). Amélioration de courte durée puisque le Nikkei chutait mercredi de 2,9 %, atteignant son plus bas niveau depuis six ans et trois mois. Nouveau rebond jeudi, où l'in-

dice clôturait en hausse de 3,2 %. Selon les opérateurs, les investisseurs ont été encouragés par les propos du premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, selon lesquels le gouvernement et le Parti libéral au pouvoir (PLD) vont tenir une réunion d'argence pour discuter des moyens de soutenir la Bourse. Le marché a enregistré une nouvelle baisse vendredi (-3,4 %), indifférent aux mesures ou'allait prendre le gouvernement lors de la réunion d'urgence qui devait se tenir. Indices du 24 juillet : Nikkei, 17 497,79 (c. 16 548,07); Topix, I 204,55 (c.I 271,10).

	Cours 17 juil.	Cours 24 juil.
jinomoto idgestone mon ji Bank moda Motors atsushita Electric itsubishi Heavy my Corp. nyota Motors	1 270 1 120 1 330 1 370 1 200 1 300 540 4 100 1 500	1 140 1 090 1 260 1 270 1 150 1 200 505 3 850 1 418

NEW-YORK

Une certaine résistance devant la commission bancaire du recul des

Le recui des
Bourses européennes et japonaise, déclenché par
la hausse des taux
d'intérêt allemands
et la faiblesse de et la faiblesse de l'activité économi-

que dans les princi-paux pays industrialisés, ent donné le ton à Wall Street cette semaine. le ton à Wall Street cette semaine. Si la grande Bourse new-yorkaise a plutôt mieux résisté à l'accumulation de mauvaises nouvelles que la plupart des autres places financières, l'indice Dow Jones s'inscrit tout de même vendredi à 3 285,71 points, en baisse de 45,93 points (1,38 %) d'une semaine sur l'autre.

La hausse du taux d'escompte allemand il y a une semaine, qui a pesé sur le dollar, a également des-tabilisé Wall Street, mais l'inter-vention concertée des banques cen-trales pour soutenir le billet vert

Les incertitudes sur l'issue de l'élection présidentielle américaine, quelque peu apaisées par le retrait de M. Ross Perot de la campagne, ont tout de même contribué à inciter les investisseurs à la prudence. Ils ne semblent pas d'ailleurs avoir les aucques préseit en discours beaucoup réagi au discours,

Nouveau recul

-2.2 %

LONDRES

La Bourse de Londres a désormais effacé tous les gains réalisés depuis le début de l'année, reculant pour la neuvième semaine consécutive dans un climat d'incertitude sur l'état de l'économie britannique et de montée des tensions internationales entre l'ONU et l'Irak. Sans compter les autres facteurs d'inquiétude, avec, d'un côté, les conséquences du relèvement du taux d'escompte allemand et, de l'autre, la

chute record de la Bourse de Tokyo. Du coup, l'indice a évolué en dents de scie rout au long de la semaine. L'indice Footsie des cent valeurs principales recule finalement de 2,2 % sur la semaine, perdant 54,7 points pour terminer à 2 377,2 points, son niveau le plus bas depuis

le 23 décembre 1991. Indices «FT» du 24 juillet : 100 valeurs 2 377,20 (c . 2 431,90); 30 valeurs 1 789,10 (c. 1 852,10); mines d'or 93,10 (c. 94,00); fonds d'Etat 89,19 (c. 89,33).

	Cours 17 juil	Sours,
Allied Lyons P TTR Adbury De Beers Haxo GUS CT Leuters TTZ The Inikever	6,15 1,99 4,44 4,88 11,12 8,80 19,63 11,57 11,65 5,45 4,71 9,48	6,13 2,96 4,22 4,65 - 7,02 19,63 10,94 10,07 5,47 4,59 9,28

Sénat, de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, qui a déclaré que la reprise de l'économie américaine sera modeste dans les prochains mois, tout en étant suffisante pour faire baisser significativement le chômage en 1993. Indice Dow Jones du 24 juillet :

3 285,71 (c. 3 331,64)

	1,0-1,	
	Cours 17 juillet	Cours 24 juille
Alcoa	72 3/4 44 1/2 40 1/4	72 1/4 43 1/8 39 3/4
Chase Man, Bank De Pool de Nesours Eastman Kodak Exxon	26 3/8 49 5/8 42 1/8 62 1/8	25 49 1/8 41 5/8 62 3/8
Ford General Electric General Motors	44 3/4 77 1/2 40 3/4	74 3/4 39 L/4
GoodyearIBM	65 3/4 95 64 3/4	63 92 5/8 65
Pfizer Schlamberger Fexaco	63 7/8 76 3/4 62 5/8 63 1/8	64 75 3/8 63 7/8 63 3/8
JAL Curp. (ex-Allegis) Jaion Carbide Jaited Tech	116 L/8 12 7/8 51	111 1/8 13 3/4 53 7/8
Vestinghouse Lerox Corp	17 1/8 71 3/8	16 3/8 72 1/2

FRANCFORT Forte chute - 5,42 %

A l'image de la plupart des places financières mondiales, la bourse de Francfort a beaucoup souffert cette semaine, perdant plus de 5 % en cinq jours, en réaction à la hausse de taux directeur allemand et à la chute du doller . L'indice DAX a terminé la semaine à 1 610,42 points, en recul de 5,42 % par rapport à vendredi dernier et l'indice Commerzbank a reculé, lui, de 6 %, à 1 807,27

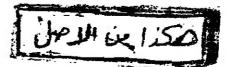
Le marché a particulièrement souffert lundi, alors que le dollar frôlait son niveau record à la baisse, en dessous de 1,45 mark. Le DAX a aiusi perdu 3,11 % en

une seule séance. Après la forte baisse des cours des derniers jours, la banque West LB s'attend à une réaction technique à la hausse. Les valeurs classiques, comme les industrielles, particulièrement mises sous pression, devraient profiter de la reprise. Indice DAX du 24 juillet : 1 610,42 points (c. 1 702,66)

	Cours 17 juil.	Cours 24 juil.
AEG BASP Bayer Courner chank Deutschebank Hotelst Karsadt Mannesman Siemens Volkswagen	184.50 231,50 271,50 251 683 245 613 282 30 649,16 371	173,50 213,19 259,40 238 642,58 225,50 584,80 271 621,50 348,80

le joug des doctrines kantiennes.

soient devenus vacants ".



CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La situation s'aggrave

La situation s'est considérablement aggravée ces derniers jours sur le marché international des sar le marche international des capitaux. Le compartiment de l'écu traverse une crise si profonde que d'aucuns craignent qu'il ne s'en remette jamais vraiment. Il n'est en tout cas pas question d'y émet-tre, pour l'instant, de nouveaux empeture ces passes l'estiteme et l'est emprunts, pas plus d'ailleurs qu'en lires ou en pesetas. Les banques ont beau faire valoir la montée impressionnante du niveau de l'intérêt des emprunts libelés dans ces monnaies, elles ne réussissent pas à allécher les investisseurs. Ceux-ci, déroutés par les incertitudes de la construction européenne, retrouvent de vieux réflexes et se tournent vers des solutions moins rémunératrices, mais qu'ils jugent plus sûres. Le deutschemark, en particulier, figure parmi les monnaies de placement les moins affectées par les difficul-tés du moment. Cette devise bénéficie d'ailleurs d'une publicité nouvelle que lui fournissent certains des plus prestigieux emprunteurs du moude.

SIT AND

Acres March . . .

14 1- 11 L

are diser - - - -

இருநாகைக்க பட்ட

Ser Darsonelli von 1911 - 19

Park A

THE PERSON

years and water a

Company of the

 $\label{eq:local_local_local_local} \lambda_{i} h_{i} = - \left(\frac{1}{2} \log (\frac{1}{2} \log \left(\frac{1}{2} \log \left(\frac{1}{2} \log \left(\frac{1}{2} \log \left(\frac{1}{2} \log (\frac{1}{2} \log \left(\frac{1}{2} \log (\frac{1}{2} \log$

The second second second second

والمستواد والمستواد

The Control of the Co

graph region in the contract

The same of the same

for constitution and

Salar Salar Francis

Special a million of

The same of the same of the same of

The same of the same of the same

STATE OF THE STATE

product on the sentence.

gy a shipe to

A Property of

1

7 m 4 7

াত্র শহরীর স্বাস্ট্র তথ্য বিভিন্ন ক্রমণ

Segment of the Control of the Contro

36 151 6 332

And was the second

Deux organisations supranationales, dont le crédit est particuliè-rement apprécié, viennent de faire part de leurs intentions de lever des fonds en marks. La Banque mondiale envisage de lancer un emprunt de type planétaire dont les caractéristiques lui permettront de se placer sur tous les continents à la fois. De telles opérations ont déjà été émises en dollars et en yens, mais aucune n'a encore vu le jour dans une monnaie européenne. De son côté, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) a décidé d'ajouter le mark à la liste des devises dans laquelle elle pourra émettre des titres de crésnees ou des obligations dans le cadre d'un programme de bons à moyen terme. Ce n'est pas un hasard si ces projets sont dévoilés actuellement. L'accès au marché allemand des capitaux va être facilité au début du mois prochain grâce à différentes mesures de libéralisation prises par la Banque centrale de Francfort.

français ne dispose, malheureuse-ment, d'aucun appui nouveau de nature technique qui pourrait atti-rer l'attention sur lui et l'aider à rer l'attention our in a sur pour surmonter ces difficultés qui, pour surmonter ces difficultés qui, pour dues à l'inquiétude l'essentiel, sont dues à l'inqu suscitée par le référendum du 20 septembre. Le ton était si néga-tif qu'aucune nouvelle euro-émission n'a vu le jour durant la activité remarquable. Cette banque semaine qui vient de s'achever.

a ctivité remarquable. Cette banque a émis la semaine passée en deut-

Pour ce qui est des emprenteurs français, il a'y a guère eu qu'une société du groupe Peugeot à solliciter un marché étranger ces derniers jours. L'opération, d'un montant de 500 millions de francs luxembourgeois, est d'une durée assez courte, d'un peu plus de trois ans, ce qui a contribué à sa réussite. L'emprunt est placé sous la direction du Crédit européen, qui en a arrêté les conditions de façon à procurer aux investisseurs un rendement de 8,72 % l'an. Les obligations, libellées en francs luxembourgeois sont normalement. bourgeois, sont normalement acquises par des particuliers qui font confiance aux signatures qui leur sont familières et qui, dans la conjoncture actuelle, ne sont pas prêts à s'engager à long terme.

> France Télécom en évidence

Un autre débiteur français vient de se mettre en évidence : France Télécom, dont la dernière transaction en francs suisses a été introduite en Bourse vendredi 24 juillet. Le prix auquel les obligations se sont négociées dans les premiers échanges correspond à un rende-ment de 7,01 %. Les spécialistes n'ont pas manqué de comparer ce taux à celui de 7,11 % que rapportait alors le dernier emprent de la Confédération suisse, une affaire de 500 millions de francs d'une durée de neuf ans. La comparaison est certes très flatteuse pour le débiteur français, dont c'était le premier emprunt étranger, mais, d'une façon générale, les spécialistes voient dans ce succès la marque d'une possible renaissance du compartiment suisse. Ce dernier a été une des grandes victimes des projets d'Union économique et monétaire en Europe, qui font attendre une convergence des taux de rendement liée aux différentes devises de notre continent. Comme les taux suisses sont plus bas que les autres, beaucoup considéraient qu'ils ne pouvaient que monter pour rejoindre ceux du mark. Cette perspective apparaît actuellement moins précise qu'il y a quelques mois, et l'amélioration du compar-timent suisse pourrait bientôt atti-rer d'autres émetteurs français de qualité à lever des fonds dans cette

Par ailleurs, l'attention s'est por-tée sur le marché des euro-warrants où la Société générale déploie une

a émis la semaine passée en deut-schemarks et en francs français des hons qui permettent de profiter de l'évolution des cours de change de la Bourse, telle que la rellète l'in-dice CAC 40, d'une action, celle de la compagnie d'assurance AXA, et du niveau de l'intérêt à long terme. Pris isolément, le montant de chacune de ces transactions calculé à leur prix d'émission, est plutôt faible pour l'enromarché. Mais, si on en fait le total, on arrive à des

Des instruments très sensibles

volumes très importants. Ensem-

bie, les dernières émissions de la

Société générale atteignent près de 950 millions de frança français.

L'animation extraordinaire du marché des warrants s'explique par l'inquiétude et la fébrilité actuelles des marchés financiers. Ce sont des instruments très sensibles qui répercutent, en les multipliant de beaucoup, les mouvements de l'indice ou du cours auquei ils se rattachent. On peut s'en servir soit pour spéculer, soit pour se protéger contre une évolution donnée. Cer-taines opérations sont toutefois recherchées dans quelques pays pour d'autres raisons. En Allemagne, par exemple, les gains que les investisseurs penvent en retirer ne sont pas imposables, à condition que leurs détenteurs aient conservé les warrants pendant six mois au moins. Certains émetteurs profitent de la situation pour lever des fonds à des conditions très avantageuses, Le Conseil de l'Europe a ainsi lancé, par l'intermédiaire de la banque Trinkaus & Burkhardt, une série de bons de deux ans de durée dont le prix de remboursement est lié au change. La transaction est scindée en trois tranches qui sont vendues ensemble et qui sont ainsi construites qu'elles devraient rapporter 8,44 % l'an. Ce gain sera assuré si le dollar à l'échéance se situe entre 75 pfennings et 3,50 marks. Si la devise devant être sortie di cette plage, l'investisseur ne retrou-verait que sa mise initiale. Un placement normal, d'une durée de deux ans, rapporterait de toute façon beaucoup plus, environ 9,50 %. Mais il n'y aurait pas

moyen de se soustraire à l'impôt. CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar sous surveillance

Une sacrée semaine, marquée par les interventions massives des banques centrales pour stopper la chute du dollar, engagé dans une spirale baissière qui se nourrissait d'elle-même! Lundi matin, en effet, la devise américaine, déjà très éprouvée la semaine précédente par le relèvement du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, qui l'avait fait glisser sous la barre des 5 francs, continuait de s'enfoncer. Elle tombait de 4,95 francs à 4,90 francs et, surtout, de 1,47 DM à 1,45 DM, à deux doigts de son plus bas cours historique atteint le 11 février 1991 à 1,4430 DM. La chute paraissait irrésistible, les détenteurs de dollars se hâtant de s'en débarrasser, et les spéculateurs jouant à la baisse en vendant à découvert.

Trop c'était trop, et ce même lundi, en début d'après-midi, treize banques centrales firent donner l'artillerie lourde, achetant des dollars par centaines de millions. Elles intervenaient à deux reprises dans ce même après-midi, trois même pour la Réserve fédérale des Enats-Unis, et parvenaient à faire remon-ter le « billet vert» à plus de 5 francs et de 1,48 DM. Par la suite, les cours oscillèrent entre 5 francs et 5,08 francs et entre 1,48 DM et 1,50 DM. La devise américaine fut un peu soutenue par les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, suivant lesquelles « l'éco-nomie américaine ne bénéficierait pas d'une poursuite de la baisse du dollar ». Ensuite, l'annonce, vendredi après-midi, d'une progression de 2,3 % des commandes américaines de biens durables en juin, contre 2,2 % en mai, su plus hant niveau depuis juin 1991 alors que les analystes n'attendaient qu'une

fait du bien. Ajoutons-y la tension croissante dans le golfe Persique et une évolution plus favorable de l'inflation en Allemagne (voir ci-dessous) et l'on trouvers les élé-ments nécessaires à une stabilisation du dollar aux environs de 1,50 DM.

« Un cantère sur une jambe de bois»

Toutefois, de nombreux opéra-

teurs estiment que les interventions des banques centrales, même si elles se renouvellent, ne seraient qu'a un cautère sur une jambe de bois». Pour eux, un écart de taux d'intérêt de 6,5 % entre les taux à court terme sur le dollar et sur le mark reste absolument « dissuasif et destructeur ». Rien ne peut y résister. Les détenteurs de devises américaines jugent la rémunération insuffisante. Quant à la spécula-tion, si elle veut jouer le dollar à la hausse, il lui faut vendre des marks, qu'elle empruntera très cher rour scher une devise qui cher, pour acheter une devise qui rapporte beaucoup moins : l'opération est trop perdante. Donc tant que les taux d'intérêt allemands seront aussi élevés, il n'y a rien à faire pour le dollar, assure-t-on dans les milieux financiers internationaux. Au sein du système monétaire européen, le ralentissement de l'inflation dans le Land de Hesse a renforcé le mark, notamment aux dépens des monnaies faibles du SME, lire et peseta, que les banques centrales des pays concernés ont de soutenir en relevant leur taux directeur (voir en rubrique « Marchés monétaires et obligataires »).

En début de semaine, la devise italienne est tombée, une nouvelle fois, à son cours plancher au sein augmentation de I % seulement, a du SME. La Banque d'Italie a l'in-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 JUILLET AU 24 JUILLET 1992 (La ligne Insèrieure donne ceux de la semaine précèdente.)

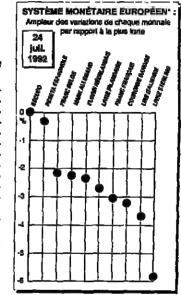
PLACE	Liyee	S E.U.	Franc français	Franc suizae	D.mark	Franc beige	Florin	Lire italierne
Londres	ľ	1,9035	9,5594	2,5221	2,8305	59,7039	3,2131	2157,62
	-	1,9500	9,6428	2,5506	2,8509	93,7535	3,2156	2163,53
New-York	-	1,9835	19.9124	75,4717	67,2495	3,2475	59,2417	0,00882
regal 1018m	1,9506	-	28,2224	76,4526	68,3995	3,3199	60.6428	0,00901
Peris	9,5594	5,8220		379,6189	337,7270	16,2840	297,5118	4,4305
	9,6428	4,9450		378,0581	338,2353	16,4122	299,8787	4,4570
Zurich	2,5221	1,3250	26,3839	-	89,1056	4,2964	78,4953	1,1689
	2,5586	L,3088	26,4510	-	39,4665	4,3412	79,3208	1,1789
Franciert	2,8395	1,4870	29,6097	112,2264		4,8217	88,0924	1,3119
- Personal of the	2,8509	1,4628	29,5652	111,7737		4.8523	38,6598	1,3177
Brossiles	58,7039	30,84	6,1410	23,2755	20,7397	1	18,2791	2,7208
Ol Samuel "	58,7535	30,13	6,0930	23,0352	29,6088		18,2717	2,7156
Azneterdem	3,2131	1,6880	336,12107	1,27396	113,51715	5,47341	-	1,489192
	3,2156	1,6490	333,46815	1,2607034	112,7907	5,47295	1	1,486255
Milan	2157,62	1133,50	225,7069	855,4717	762,2730	36,75472	671,5047	-
T-1000	2163,53	1109,50	224,3680	348,2416	758,8919	36,87376	672,8320	
Tolgro	242,89	127,69	25,40820	96,38189	85,81036	413748	75,59242	0,112572
1 Ord a pro- ber	242.97	124,60	25,19717	95,25994	85,22572	4,13541	75,56095	8,112303

3,9686 F le vendredi 17 juillet 1992.

tention d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour défendre la lire, à savoir ses réserves et le renchérissement des taux d'intérêt. Quant à l'Espagne, elle s'apprête à entre: dans une période d'austérité pou: réduire les dépenses publiques, avec un programme comportar: des augmentations d'impôts. Lo ministre de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, n dressé un panorama plutôt sombre de l'économie, excluant une repriso avant 1994.

Quant à la livre sterling, elle est tombée en queue du système monétaire européen. Le premier ministre. M. John Major, a de nouveau exclu toute « dévaluation con:pétitive » de la livre sterling, comme cela était la règle « dans les années 60 et 70 ». « A l'avenir, nous devrons ajuster nos cauts à notre toux de change plutôt que l'inverse, a-t-il assuré. Nous sommes dans le mécanisme de change du SME st nous y resterons. »

A Paris, le franc s'est un peu raffermi vis-à-vis du mark, dont !: cours, toutefois, reste supérieur à 3.37 francs. La réapparition d'un déficit commercial (951 millions de francs) a un peu pesè sur les courc, mais pour M. Dominique Strausz-Kahn, ministre du commerce extérieur et de l'industrie, ce « léger :» déficit traduit une reprise de in consommation et des investissements, les importations ayant davantage progressé (8 %) que les exportations (3 %). C'est un point de vue que les mois prochains devront infirmer ou confirmer...



Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Barque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Les lourdeurs du coton

e La campagne 1991/1992 qui s'achève [au 1= 20ût] sera la plus grosse récolte de tous les temps, avec 20,84 millions de tonnes. Ce chiffre est supérieur de 8 % † 1,6 million de tonnes au précè-deu record qui remontait à la cam-pagne 1984/1985; il marque un accroissement de 10 % par rapport à 1990/1991. » Dans sa page de conjoncture publiée par la toute nouvelle – et bienvenue – publication Coton et Développement (1), le directeur général adjoint de la Compagnie cotonnière, M. Gérald Estur, explique avec clarté la situation d'un marché aujourd'hui encombré, après deux saisons de prix attractifs.

Sur le marché à terme de New-York, les cotations avaient reculé de 44 % entre mai 1991 et janvier 1992, passant de 94 à 53 cents la livre. Elles sont depuis lors légèrement remontées, pour s'établir fin juillet autour de 63,5 cents la livre sur la première échéance de livraison, à savoir octobre. Une remontée conjoncturelle qui tient à une

PRODUITS	COURS DU 24/7
Carivre h. g. (Laukes)	1 361 (+ 23)
Trois mois	Livres/toane
Alambaiana (Loedres)	1 360 (+ 26)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Lorden)	7 622 (+ 22)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	273,4 (- 0,1)
Octobre	Dollars/tonne
Caff (Loodes)	753 (- 29)
Septembre	Dollars/tonse
Cacae (New-York)	I 023 (+ 62)
Septembre	Dollars/tonce
Blé (Chicago)	336 (~ 10)
Septembre	Cents/boissess
Mais (Chicago)	221 (- 8)
Septembre	Cents/boissess
Soja (Chicago)	172,3 (- 3,2)
Septembre	Dollars/t, courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

certaine rareté des fibres de belle qualité, ainsi qu'à des difficultés d'évacuation des cotons en Asie centrale.

La cause principale de la chute La cause principale de la chute des cours est le déséquilibre apparu entre la production et la demande. La forte augmentation de l'offre tient à la fois à l'extension de 2 % des surperficies plantées et surtout à l'accroissement de plus de 8 % du rendement moyen, « qui dépasse pour la première fois la barre des pour la première fois la barre des 600 kilos de fibre par hectare », note M. Estur. Une progression note M. Estur. Une progression observée pour l'essentiel en Chine, aux Etats-Unis et au Pakistan. La récolte devrait toutefois diminuer de 3 % dans les dix pays africains producteurs de la zone franc, en raison des conditions climatiques défavorables qui ont amoindri les

L'Afrique francophone devrait enregistrer sa deuxième récolte hisenregistrer sa deuxième recolte his-torique (après celle record de 1990/1991) avec un volume attendu de 534 000 tonnes. « Avec 500 000 tonnes exportées, soit 7,7 % des échanges internationaux de coton brut, la zone franc prise dans son ensemble se classe au troisième rang mondial derrière les Etats-Unis et l'Ouzbékistans, écrit le responsable de la Compagnie

Le marasme de la filature

Quant à la consommation mon-diale, elle devrait, avec 18,65 mil-lions de tonnes, se situer en deçà de 10 % (2 millions de tonnes) de la production. Une situation qui restète le ralentissement économique mondial et, plus particulièrement, le marasme de la filature.
Les industries de transformation détiennent des réserves élevées qui pèsent en aval sur le marché. En amont, les stocks de fibre sont eux aussi très importants. «Au !" noût, affirme M. Estur, les stocks mondiaux devraient faire un bond de 32 % par rapport à l'an dernier à la même date, passant de 7 millions à 9,2 millions de tonnes». Avec un stock de report représentant près d'une reprise économique mondiaux deviaines intra diale qui tarde à se redessiner.

ERIC FOTTORINO

(1) Revue trimestrielle, n° 2. Juin stock de report représentant près 1992. 13, nue de Monceau, 75008 Paris.

de six mois de consommation dont un tiers sera détenu par la Chine, - le marché risque de connaître une léthargie persistante. D'autant que les prévisions pour août 1993 font état d'une nouvelle augmentation des stocks.

Outre l'amenuisement des débouchés industriels du coton, ce marché connaît d'autres handicans marché connaît d'autres handicaps non négligeables. D'abord la pres-sion exercée par les producteurs de l'ex-URSS, à savoir principalement l'Ouzbékistan (désormais second producteur mondial), mais aussi le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan. Leurs cotons « sont offerts à des prix défant toute concurrence en Europe occidentale mals aussi en Extrême-Orient », observe M. Estur, le débouché traditionnel de la filature à l'Est ayant, à son tour, connu l'effondre-ment. Dès lors, le volume mondial des exportations s'est accru pen-dant cette campagne de 31 % (pro-gressant de 5 millions à 6,5 mil-lions de tonnes). La Chine serait redevenue exportatrice nette et les ventes pakistanaises à l'étranger ont bondi de 70 %.

Autre élément perturbateur, les subventions que les Etats-Unis versent à leurs exportateurs de coton pour maintenir leur rang dans les échanges mondiaux. L'aide de Washington pour 1992 représente 1,8 milliard de dollars et contribue à déstabiliser les cours.

Enfin, la fibre naturelle continue Enfin, la fibre naturelle continue de subir la concurrence des fibres synthétiques. Dans ce contexte, l'avenir est jugé «baissier» par les professionnels, qui s'inquiètent anssi de la viabilité des filières africaines. « On peut craindre que les résultats de toutes les filières coton de la zone franc soient déficitaires, à moins d'un net raffermissement du dollar », conclut M. Estur. Ouant à la reprise espérée de la Quant à la reprise espérée de la consommation, elle est tributaire d'une reprise économique mon-diale qui tarde à se redessiner.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Etat de choc

Cela ne s'arrange pas du tout sur 108,30 juste avant le « non » au la place de Paris, où la météo reste référendum danois. le 3 juin. Le très mauvaise, avec des rendements à nouveau en hausse, un MATIF et une Bourse en pleine déroute, le marché des titres libellés en écus étant totalement sinistré. Le motif? Il est bien connu : ce sont les inquiétudes et les incertitudes sur l'issue du référendum français sur la ratification du traité de Maastricht, le relèvement du taux d'escompte allemand la semaine dernière, et la crainte d'un relèvement du taux Lombard de la Bundesbank à l'automne, nourrie par l'annonce d'une augmentation de 8,7 % de la masse monétaire M3 en RFA pour le mois de juin, après 8,8 % en mai, en rythme annuel, en total désaccord avec l'objectif de 3,5 %-5,5 % fixé en début d'année et confirmé la semaine der-

Ajoutons-y le report aux calendes grecques de la baisse des taux à court terme tant espérée, que beaucoup repoussent au prin-temps prochain, plus le relèvement du taux directeur de la Banque d'Espagne, et on ne s'étonners pas de voir le cours de l'échéance septembre surle MATIF s'enfoncer encore un peu plus, passant de 106,08 à 105,66 après 105,26, au plus bas depuis sept mois.

Les rendements ont encore monté, à 9,04 % sur l'OAT à 10 ans, contre 8,97 % il y a huit jours et 8,78 % il y a quinze jours, et les rendements à court terme sont désormais supérieurs à 10 % : des taux «suicide» pour une économie française bien « molle », et un immobilier en pleine crise.

référendum danois, le 3 juin. Le rendement de l'OAT 10 ans en écus est désormais de 9,65 %, contre 8,50 % le matin du 2 juin. La rumeur courait même, vendredi après-midi, que les « teneurs de marché» et spécialistes en valeurs du Trésor, qui doivent assurer la liquidité et les transactions sur l'OAT en écu, avaient jeté le gant jusqu'à lundi, rumeur qui fut infirmée, mais dont l'apparition donne une idée de l'état où se trouve un marché dopé, jusque-là, par l'espoir d'une convergence des rende-ments élevés sur les titres italiens et espagnois vers les rendements plus bas des pays «sages» (RFA, France).

« Signaux positifs »

Faut-il, toutefois, jeter le bébé avec l'eau du bain? Beaucoup d'analystes ne le pensent pas. A Paris, M. Eric Tazebernard, adjoint au chef des études économiques et financières de la banque Indosuez, s'il exclut toute baisse des taux d'intérêt directeurs de la Bundesbank avant le printemps prochain, estime très peu probable un pro-chain relèvement du taux Lombard de la banque centrale, les craintes à ce sujet lui semblant aussi peu jus-tifiées que les anticipations optimistes qui prévalaient auparavant (et que l'on nourrissait un pen rue de Bercy - NDLR). Il perçoit des «signaux positifs» depuis quelques semaines du côté des politiques salariales et budgétaires, et estime que l'activité se ralentira plus que prévu en 1993, ce qui permettra un ralentissement progressif du rythme de croisance de la masse monétaire. En début de semaine, M. Johann Gaddum, l'un des

directeurs de la Bundesbank, a déclaré que le coefficient de réserves obligatoires des banques, très élevé en RFA, jusqu'à 12 % des dépôts, pourrait être abaissé « quand la conjoncture sera propies à un assouplissement de la politique monétaire », s'est-il hâté de préci-

« Un ralentissement de l'inflation »

Quant à M. Norbert Walter, économiste en chef à la Deutsche Bank, il prédit un ralentissement de l'inflation, juge que la Bundes-bank a eu tort de relever son taux d'escompte, et estime qu'il y aura « une baisse des taux en Allemagne avant la fin de l'année».

Apparemment, ce n'est pas l'avia de M. Lothar Müller, président de la banque contrale de Bavière, administrateur, à ce titre, de la Bundesbank et chef de file de la tendance « dure » (l'inflation, c'est le diable!). Dans un entretien à notre confrère la Tribune, il fait remarquer que les taux allemando sont a relativement bas, et pas superieurs à la moyenne européenne». C'est, tout de même, une belle hypocrisie, car si les taux français, néerlandais et belges sont au niveau actuel, un record en «réel», c'est-à-dire hors inflation, c'est bien parce qu'ils doivent s'aligner sur les taux allemands. A Paris, si le marché était libre de décrocher de celui de Francfort, le taux de l'argent à court terme devrait être compris entre 5 % et 6 % contre 10 % actuellement. Un suicide, avons-nous dit.

FRANÇOIS RENARD

Le réquisitoire du procureur général dans l'affaire Grégory innocente Christine Villemin

«Attendu qu'il ne résulte pas de l'information charges suffisantes à l'encontre de Christine Villemin d'avoir commis le crime d'assassinat dont elle a été inculpée, requiert qu'il plaise à la chambre d'accusa-tion dire n'y avoir lieu de suivre plus avant. » Telle est la conclusion du réquisitoire définitif du procu-reur général de Dijon, M. Jean Stéfani, dans l'affaire Grégory, dont le Point du 25 juillet publie l'essen-tiel. Selon toute probabilité, Christine Villemin, la mère de l'enfant tine Villemin, la mère de l'enfant agé de quatre ans, decouvert le 16 octobre 1984, mort, pieds et poings liés, flotant sur la Vologne à six kilomètres du domicile fami-lial de Lépanges (Vosges), devrait être innocentée en septembre par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon. S'ils épousent les conclusions du procureur général, ses magistrats rendront un non-lieu en faveur de Christine Villemin, plus de sept ans après son inculpa-tion, le 5 juillet 1985, pour l'assassinat de son propre fils.

La justice s'apprête donc à refe.mer le dossier de l'affaire Grégory sur un mystère : sans coupable désigné. L'enquête fut d'abord confide à la gendarmerie nationale par le premier juge d'instruction, un jeune magistrat à peine sorti de l'Ecole de la magistrature, M. Jean-Michel Lambert. Lettres et appels

térieux «corbeau» amenent les enquêteurs à orienter leurs recherches vers l'entourage familial des Villemin où la modeste réussite professionnelle du père de Grégory, Jean-Marie Villemin, semble jalou-sée. Bernard Laroche, cousin ger-main de Villemin, est inculpé d'as-sassinat et écroué le 5 novembre 1984. A sa sortie de prison, il est assassiné, le 29 mars 1985, d'un coup de fusil par Jean-Marie Villemin. Désormais confiée à la police judiciaire, l'enquête désigne alors un second suspect : désignée comme le «corbeau» par un rap-port d'experts, Christine Villemin est inculpée d'assassinat le 5 iuillet 1985. Placée sous contrôle judiciaire après dix jours de détention, elle ne retrouvera son époux que fin 1987, à sa sortie de prison.

«Ancun mobile n'a été découvert »

Le 23 avril 1986, le juge Lam-bert obtient sa mise en disponibilité « pour raisons personnelles ». Le 9 décembre 1986, la cour d'appel de Nancy décide de renvoyer Christine Villemin devant la cour d'assises des Vosges. Le 17 mars 1987, l'arrêt de renvoi est cassé et le dossier confié à la cour d'appei de Dijon où il sera instruit succes-

sivement par deux magistrats, M. Maurice Simon, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon, jusqu'en septem-bre 1990, puis M. Jean Martin, son successeur. Déjà, en octobre 1989, M. Simon avait fait savoir à la presse que «l'hypothèse la plus pro-bable» était l'innocence de Chris-

ment sérieux pouvant permettre que la mère de la jeune victime aurait pu agir sous l'effet d'une impulsion, d'on ne sait quelle nature, ayanı pu la conduire à assassiner son enfant, à moins d'admettre, ce qui serait un non-sens, qu'il s'agit d'une femme atteinte d'un déséquilibre mental profond. Aucun mobile n'a été découvert pouvant permettre d'imputer le crime à Christine Vil-lemin. » Le procureur général reconnaît l'échec de la justice dans cette affaire où elle fut particulière-ment malmenée, souligant qu' « en l'état, force est de constater que l'in-formation n'a pas permis de décou-vrir l'auteur, ou les auteurs, de l'us-

sassinat de Grégory Villemin».

La préparation des élections législatives

L'armée libanaise reprend le contrôle des sièges des anciennes milices

Au moment même où il fixait les dates des élections législatives, le gouvernement a fait investir, vendredi 24 juillet, par l'armée, plusieurs bâtiments occupés par les ex-milices des différentes factions impliquées dans la guerre civile.

> REYROUTH de notre correspondant

La «Quarantaine», quartier générai à Beyrouth des Forces libanaises, ex-milice chrétienne que dirigeait M. Samir Geagea, a été investie dans la nuit du 24 au 25 juillet par l'ar-mée. Le nuit précédente, alors qu'ils étaient en cours d'évacuation, les locaux de la station de télévision que contrôle la milice avaient déjà subi le même sort.

Le gouvernement libanais a décidé de récupérer les bâtiments publics occupés, à la faveur de la guerre, par les différentes milices. Ces appropria-tions de locaux étaient tellement «nacurelles» que le problème de leur occupation n'avait même pas été soulevé depuis la fin de la guerre, il y a près de deux ans. Ce n'est qu'il y a quarante-huit heures que leur récu-pération a été enfin décidé, et exécutée. « Provocation et tentative d'étoufier la libené d'information», a aussitôt affirmé le chef des Forces libanaises, M. Geagea, dont la chaîne de télévision, LBC, est de loin la plus suivie du Liban et qui, en pleine période de préparation des élections législatives, constitue un enjeu d'importance pour l'opposition au gouver-nement. La LBC a immédiatement procédé au transfert de ses équipe-ments dans d'autres locaux, d'où elle a repris ses émissions.

Les deux bâtiments récupérés sur les deux batiments recuperes sur les Forces libanaises ne sont pas les seuls a avoir subi le même sort. D'autres locaux, occupés par Amal, l'ex-milice chiite de M. Nabih Bero, le PSP, ex-milice druze de M. Wallid Joumblatt, et le Hezbollah ont été investis par l'armée dans la banlieux and de Reposition de la Chiné de la la complete de la la complete de la la complete de la compl sud de Beyrouth, dans le Chouf et à

Mais c'est la récupération des deux bâtiments des ex-Forces libanaises qui a fait le plus de bruit. M. Geagea ne s'est pas privé de souligner que la liste des biens publics à récupérer, établie par le gouvernement, ne comportait aucune des possessions de l'Etat. Le palais de l'émir Bechir et le palais de l'émir Atnin, à Beiteddine, restent ainsi tous deux ans mains du restent ainsi tous deux aux mains du PSP de M. Joumblatt.

« Provocation » affirme l'opposition chrétienne à propos de la convoca-

de notre correspondente

Le gouvernement de M. Giuliano

Amato a décidé, jeudi 23 juillet, de

grandes entreprises d'Etat jusqu'à leur transformation en sociétés par

tives, les 23, 30 août et le 30 septembre prochains. La décision a été prise malgré la grève totale observée dans le pays chrétien, pour protester con-tre les conditions d'organisation du scrutin . Malgré ces contestations, plusieurs partis ont cependant annoncé qu'ils participeraient au scrutin. C'est le cas du PSP de M. Joumbiatt, qui avait pourtant vivement critiqué la façon dont les élections étaient organisées.

LUCIEN GEORGE

D Cinq « casques bleus » blessés par une explosion. — Cinq membres fidjiens de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) ont été blessés, vendredi 24 juillet, dans le sud du pays par une bombe qui a déchiqueté leur véhicule. L'engin était dissimulé sur la route reliant Tyr à Nagoura où se trouve le quartier général de la FINUL. Cet attentat a eu lieu quelques heures après l'interven-tion de l'aviation israélienne contre deux places fortes du Hezbollah pro-iranien, dans le secteur de Jabal Safi, au nord de la «zone de sécurité » occupée par Israel (nos dernières éditions du 25 juillet). -(AFP, Reuter.)

Les inscriptions universitaires

Tous les bacheliers d'Ile-de-France devraient être inscrits selon leurs vœux

Les nouveaux bachellers d'ilede-France seront macrits à l'université dans la fillère de leur premier ou deuxième choix, a indiqué vendredi 24 juillet M. Daniel Bloch directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'éducation nationale et de la culture. Les tirailiements observés depuis le début des inscriptions universitaires, le 9 billet, n'ent concerné gu'un nombre limité de bachellers, moins élevé que les années précédentes.

Les files d'attente devant les universités ont été évitées, grâce au système de recensement automatisé des vœux des élèves (RAVEL) par Minitel, créé en 1987 et rendu nouveaux titulaires du baccelauréat général et technologique de la

région parisienne, son 2 663 de plus qu'en 1991. 2 000 n'etaient pas encore inscrits dans un établissement d'anseignament supérieur de leur choix à la mi-juillet. Ils avaient rempli des riches d'attente rectorales et peuvent désormais obtenir des renseignements complémentaires concernant leur disci-pline (1). « 95 % d'entre eux connattront leur affectation à la fin du mois de juillet, a précisé M. Bloch. Les autres seront fixés au plus tard début septembre, »

Le directeur des enseignements supérieurs s'est attaché à démontrer que 5 878 places supplémentaires seront ouvertes à la rentrée 1992 dans l'enseignement supérieur public – I 030 dans les instituts universitaires de technologie, 1 990 dans les sections de techniciens supérieurs, 1 076 dans les classes préparatoires aux grandes écoles,

1 381 au DEUG. 150 au DEÚST ai 251 dans des filieres universisaires selectives. Las problèmes rencontres proviennent du fait que la demande des nouveaux bacheliers ne correspond pas exactement à cette offre. Ainsi, 2 000 places supplémentaires sont aujourd'hui nécessaires en droit pour répondre aux souhaits des futurs étudiants, et 500 en psychologie. En

communication, en administration économique et sociale. Les effectifs pour les filières de lettres modernes et de géographie sont loin d'être

revanche, le nombre d'inscriptions a sensiblement baissé en culture et

Les capacités d'accueil de certaines filières ont donc été augmentées et des réorientations conseil-lées. « Tous seront inscrits », a martelé M. Bloch. La priorité est donnée à la filière choisie, des

avaient passé des accords de co-pro-duction avec La Cinq, avant sa mise en fiquidation judiciaire, ont conclu, vendredi 24 juillet, un accord de remboursement de leurs créances avec Hachette, ex-opérateur de la chaîne. Cet accord est identique à celui qui a été signé début juillet avec les producteurs audiovisuels : il

avec les producteurs audiovisuels : il prévoit un remboursement des

créances à hauteur de 70 %, soit une facture globale d'environ 26 millions.

Un dossier demeure cependant en

suspens, celui des ventes de droits de diffusion cinématographiques, qui sera examiné en septembre. Autre litige non réglé, celui qui oppose Hachette à AB Productions. Cette

En redressement judiciaire

transferis entre universités pouvant interranic tout an tenant comple des moyens de transport. Enfin, les lycerns qui p'avaient indiqué qu'an seul choix sur le système RAVEL devraient obtenir satisfac-

(1) Droit, sciences économiques, admi-nistration économique et sociale (AES), mathématiques appliquées aux sciences sociales (MASS): Rectorat de Paris, division des étudos et de la vie universitaire. 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris. Tél : 40-46-21-87; 40-46-21-91; 40-46-21-95.

Lettres, langues et sciences humaines: Rectorat de Créteil, division de l'enseignement supérieur, 4, rue Georges-Enesco, 94010 Créteil. Tél: 49-81-63-53; 49-81-63-54.

Sciences : Rectorat de Versailles, de la recherche, 2, esplanade Grand-Siè-cle, 78011 Versailles. Tel : 30-83-44-63.

surtout sa filiale Animage représen-

tent le plus important contentieux

financier entre Hachette et les producteurs audiovisuels. M. Jacques

Peskine, président de l'Union syndi-

cale de la production audiovisuelle

(USPA), qui a mené les négociations

avec Hachette, a annoncé que

l'USPA assignerait en responsabilité

Hachette au début de la semaine pro-

chaine. Le président du tribunal de

commerce de Paris, M. Michel Rou-

ger, a annoncé que le collège des

experts, nommé par le tribunal afin d'examiner «d'éventuelles fautes»

dans la gestion de La Cinq, rendra

Après la mise en liquidation de La Cinq

Accord entre les producteurs

de cinéma et Hachette

Les producteurs de cinéma qui société de production audiovisuelle et

revoir sa copie sur les privatisations. Les deux super-holdings d'entre-prises publiques prévus par le décret du 13 juillet (le Monde du 14 juillet) sont morts avant même de voir le jour. Le gouvernement garde pour l'instant le contrôle direct des

> Le nouveau décret contient une autre importante variation: toute règle pour l'émission en Bourse semble avoir été abandonnée, y compris celle qui fixe à 45 % la limite du capital placé auprès du public. En théorie, donc, rien n'empêche de

« privatiser» plus de 51 % des nou-velles sociétés par actions qui vont venes schetes par actions qui voin naître à partir des principaux holdings d'État comme l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), l'ENI, l'ENEL et l'INA et qui, en attendant, resteront sous la tutelle du Trésor. En éliminant le passage

son programme de privatisations de la création des deux super-noldings, l'un pour l'industrie. l'autre pour les finances, le gouvernement s'engage à présenter directement, dans les mois qui viennent, un plan de réorganisation du secteur public.

> L'objectif reste celui de ramener dans les caisses de l'Etat 4000 milliards de lires (18 milliards de francs) en 1992, entre « cessions de pans d'activité et branches d'entreprises, fusions et incorporations ». comme l'annonce le ministre du budget, M. Franco Reviglio, qui dément qu'avec la révision du plan l'objectif des privatisations s'éloigne dans le temps. « Les deux super-hol-dines prevus, a-t-il expliqué, auraient dû préparer le plan de réorganisation que le ministère du Trésor s'apprête maintenant à faire directement, sans difficile au gouvernement d'offrir les titres des sociétés par actions pour encaisser de l'argent, d'autant que les abattements fiscaux prévus dans le décret du 13 juillet pour les acheteurs d'actions ont été éliminés. -

La réunion des pays créanciers à Paris

Reculant sur plusieurs points importants

Le gouvernement italien amende

La Zambie obtient un allègement de 50 % de sa dette

Les représentants des pays créanciers de la Zambie, réunis jeudi 23 juillet à Paris, lui ont accordé un allégement de moitié de sa dette publique. La dette extérieure de la Zambie (publique et privée) s'élève encore à 6,5 milliards de dollars (32 milliards de francs), contre 8 milliards de dollars (40 milliards de francs) en décembre 1991. Elle reste l'annuer la moitié des échéances durs au titre des prèts et crédits non concessionnels (à taux non préférentiels) couverts par le réaménagement. Ils peuvent aussi consolider à un taux d'intérêt concessionnel (préférentiel) de manière à réduire de 50 % les paiements, avec une durée de francs) en décembre 1991. Elle reste l'annuer la moitié des échéances dues au titre des prèts et crédits non concessionnels (à taux non préférentiels) converts par le réaménagement. Ils peuvent aussi consolider à un taux d'intérêt concessionnel (préférentiel) de manière à réduire de 50 % les paiements, avec une durée de se prèts et crédits non concessionnels (à taux non préférentiels) couverts par le réaménagement. l'une des plus importantes des pays d'Afrique sub-enharienne.

ti z_{4/m} .

ry in

Section 1

A warm

* e

The part of the state of

E STATE OF THE STA

The first of the second second

Page Street and the street

trois ans. Dernière possibilité : les créanciers consolident la dette au Le dispositif retenu prévoit trois options pour la réduction de cette cemboursement de vingt-cinq ans dette. Les créanciers peuvent choisir cette fois, dont seize ans de grâce.

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

VI. - Sérapis, l'Idole suppliciée ... 2 ÉTRANGER

Le secrétaire général de l'ONU juga excessive la part prise par la crise Italie : les obsèques du juge Bor-

Veille de scrutin au « Japon de l'envers » Le conflit entre Bagdad et l'ONU, 4

Variations latino-américaines : VI. - Vivre avec la dette 5 Etats-Unis : M. Bush courrait choisir un autre colistier que M. Quayle.... 6 «Loin des capitales » : Fanatismes en pays haoussa 6

POLITIQUE

La campagne publicitaire du gouvernament pour le référendum du 20 septembre suscite des protes-

Les socialistes de la Réunion se disent abandonnés par la direction nationale du PS Le contentieux franco-canadien sur

Livres politiques : « Vues sur la mer et la montagne », par André

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au mbunal de Tour de France : «La troisième Défense : les armées « recréent » des cellules de renseignement.... 9

JEUX OLYMPIQUES

Les XXII» Jeux olympiques d'été : l'effort gratuit des hommes d'argent ; le retour des Africains du Sud ; la nouvella génération de coureurs kényans; les tricheurs courent toujours...... 12 at 13

des doctrines kantienues. "

HEURES LOCALES

CULTURE

Avignon : Gallotta as perd dans sa recherche des grands mythes .. 14 Descartes : quand le philosophe de le raison se prend à vouloir rêver. 14 Invités par l'Association française d'action artistique, deux auteurs québécois sont venus à Avignon 15 Le conflit des intermittents du spectacle : l'UNEDIC, premier mécène de France.....

ÉCONOMIE

La loi sur les défaillances d'entreprises est accusée d'avoir des droits de vote d'un actionnaire 18

COMMUNICATION

Services

Carnet... Mots croisés Spectacles...

Abonnements...

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM Ce numéro comporte un cahier

Le numéro du « Monde »

a été tiré à 472 090 exemplaires.

daté 25 juillet 1992

16

Le Parc océanique Consteau autorisé à poursuivre son activité

Le tribunal de commerce de Paris a autorisé, vendredi 24 juillet, le Parc océanique Cousteau (POC), implanté

jusqu'an 30 septembre

à l'intérieur du Forum des Halles, à Paris, à poursuivre ses activités jus-qu'au 30 septembre. Cette décision a été prise en attendant l'élaboration d'un plan de cession. Un homme d'affaires libanais d'origine saou-dienne, M. Salah Salhab, déjà action-naire du parc, serait seul sur les

Ce parc a accueilli près de 460 000 visiteurs par an, alors qu'il en eût fallu 800 000 pour rembourser lesprêts des banques. Il a déposé son bilan le 16 juillet 1991 et a été mis en redressement judiciaire le 24 juil-let de la même année.

son rapport le 6 octobre. EN BREF

M. Pasqua (RPR): «scanda-lem?». — Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, qui était de passage à Nice, vendredi 24 juillet, a évoqué le procès des responsables de la transfusion san-guine: «Il serait tout à fait scanda-leux que seuls soient considérés comme responsables, dans cette affaire, des fonctionnaires quelle qu'ait été leur place dans la hiérarchie Il faut que l'on sache la vérité, le gouvernement était-il au courant? Quels ministres l'étaient?», a-t-il déclaré. Selon l'ancien ministre de l'intérieur «cette affaire éclabousse le gouvernement qui était en place à l'époque,»

nouvelle-calédonie ; dinq incelpations après l'assassinat d'un gendarme. – Cinq jeunes de Canala, âgés d'une vingtaine d'années, originaires de la même tribu, ont été arrêtés après la mort du gendarme Thierry Fernandez, mortellement blessé d'un coup de fusil, mercredi

22 juillet, alors qu'il regagnait son domicile. Ils ont été écroués vendredi à Nouméa. Trois d'entre eux sont inculpés d'a assassinat », un de « complicité d'assassinat » et le cinquième de « non empêchement de crime ». Au moment de son assassinat, le gen-darme Fernandez enquêtait sur un trafic de cannabis et sur des vols de véhicules. Le directeur général de la gendarmerie nationale, M. Yves Din-tilhac, doit présider, mardi 28 juillet, à Nouméa, la cérémonie de levée du

u La CFTC signe l'accord UNE-DIC. – Ayant réuni un bureau confédéral extraordinaire, la CFTC a décidé, vendredi 24 juillet, de signer l'accord sur l'UNEDIC. Cette réponse favorable a été acquise « à la majorité », avec le souci d' « éviter la politique du pire », souligne le communiqué. Mais la CFTC s'inquiète aussi « du sort réservé aux personnes issues d'un emploi pré-

sans délai d'une réunion tripartite -Etat, employeurs et salariés - sur l'emploi précaire, notamment celui des jeunes ». Après la CFE-CGC et la CFDT, la CFTC est la troisième la CFDI, la CFIC est la froistème organisation syndicale à parapher l'accord intervenu le 18 juillet (le Monde daté 19-20 juillet). Toutefois, « compte tenu de la complexité et de l'importance des enjeux», elle n'avait pu répondre, comme prévu, le 20 juillet.

 Le général américain Powell commandeur de la Ligion d'honneur.

Le chef d'état-major interarmées américain, le général Colin Powell, a reçu, vendredi 24 juillet, à Washington, la cravate de com-mandeur de la Légion d'honneur des mains de l'amiral Jacques Lan-xade, chef d'état-major français des armées. Cette distinction a été attribuée en reconnaissance du rûle joué par le général Powell dans le renforcement des tiens militaires franco-américains. - (AFP).